RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

OFPRA
OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka

Mission organisée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avec la participation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

du 8 au 23 février 2025

Rapport de mission
en République démocratique et socialiste de Sri Lanka

du 8 au 23 février 2025

Mission organisée

par l’Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

avec la participation de la Cour nationale du droit d’asile (CNDA)

Remerciements

La délégation remercie tous les interlocuteurs qui ont bien voulu la rencontrer lors de la mission, ainsi que toutes les personnes qui ont concouru à sa réalisation.

Elaboration du rapport

Ce rapport a été élaboré par l'équipe de la mission : Fabrice Mignot (chef de mission, chef-adjoint de la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'OFPRA, DIDR), Astrid Bastit (chargée de recherches à la DIDR), Sigrid Lagriffoul (officière de protection instructrice à la Division Asie de l'OFPRA) et Vladan Marjanovic (chef du Centre de recherche et de documentation, CEREDOC, de la CNDA).

Toutes les photographies figurant dans ce rapport ont été prises par les missionnaires. Leurs droits sont réservés (DR).

La rédaction du rapport a été finalisée le 11 septembre 2025. Les événements survenus ultérieurement à la mission ne sont pas pris en compte dans ce rapport.

Avertissement

Le présent rapport ne prétend pas être une étude exhaustive de tous les phénomènes liés à la problématique de l'asile, et n'a pas vocation à apporter de preuves concluantes quant au fondement de demandes d'asile particulières.

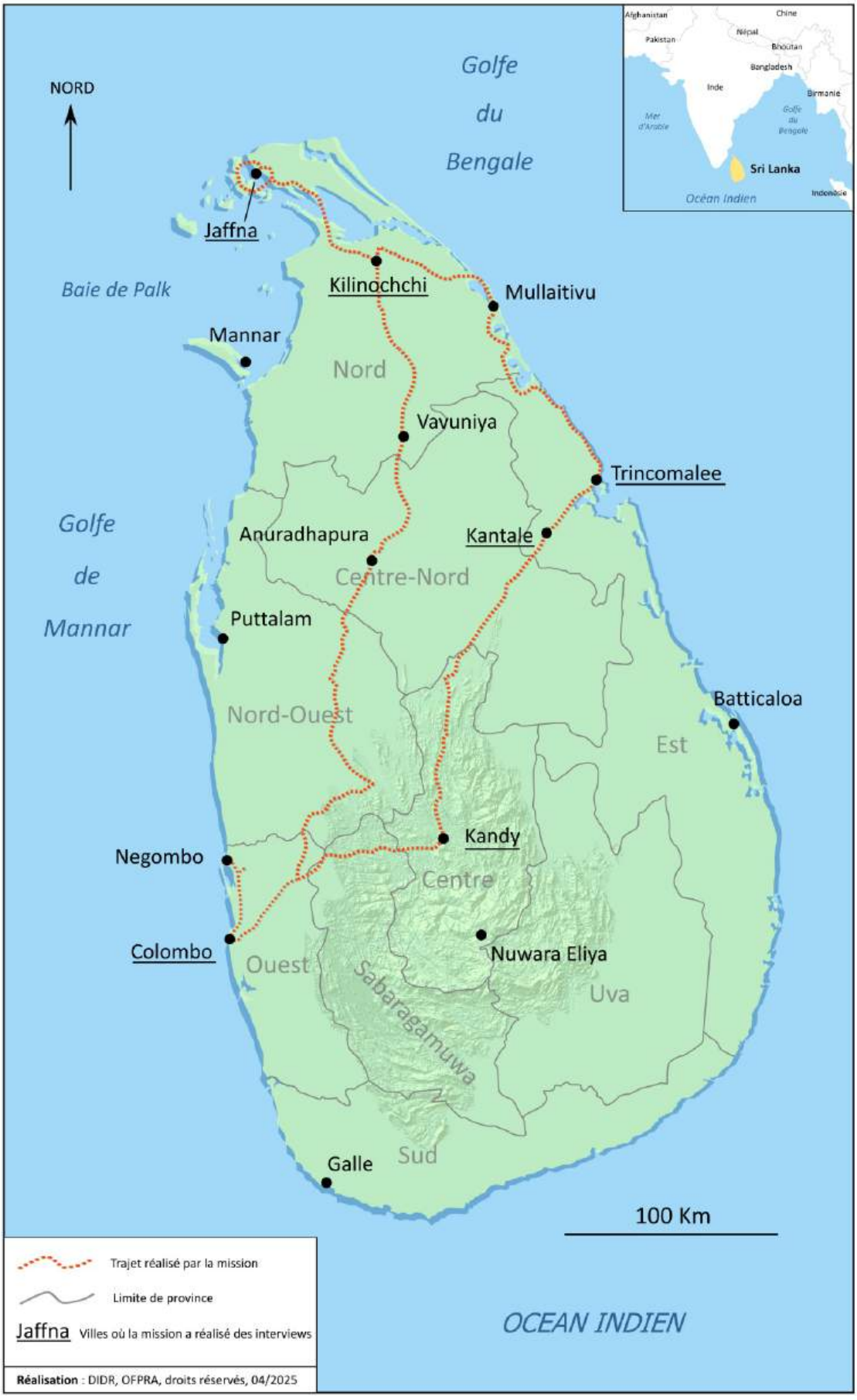
Ce rapport ne reflète pas la position de l'OFPRA, ni celle de la CNDA, mais uniquement celle des interlocuteurs rencontrés lors de cette mission, lesquels ont été sélectionnés avec le souci de recouper les informations en accord avec les lignes directrices communes européennes sur les missions de recueil d'informations[1]. Pour clarifier, si nécessaire, une situation évoquée par l'un des interlocuteurs, certaines sources publiques ont pu être ajoutées. Toutes les sources mentionnées dans le présent rapport sont référencées en notes de bas de page et dans la bibliographie.

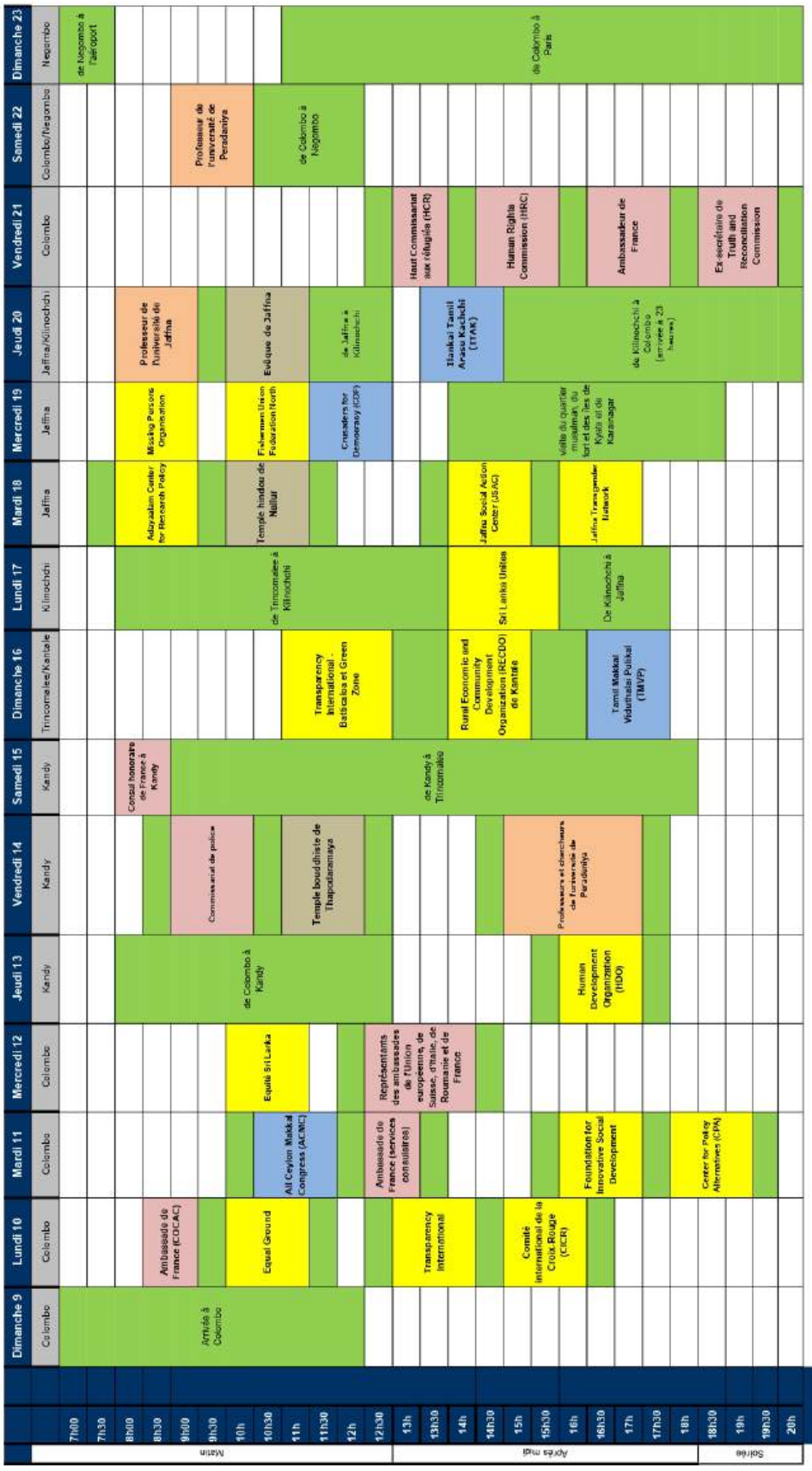
Pour des raisons de sécurité, à leur demande, les noms de certains interlocuteurs de la mission, voire de leur organisation, ne sont pas mentionnés dans le rapport.

La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Photographie de couverture : La route A65 traversant Puthukkudiyiruppu dans le district de Mullaitivu.

[1] EU common guidelines on (Joint) Fact Finding Missions: a practical tool to assist member states in organizing (joint) Fact Finding Missions, 11/2010, https://www.refworld.org/docid/4d0246f79.html


NORD
Golfe du Bengale
Baie de Palk
Golfe de Mannar
Jaffna
Kilinochchi
Mullaitivu
Mannar
Nord
Vavuniya
Trincomalee
Anuradhapura
Kantale
Centre-Nord
Puttalam
Nord-Ouest
Batticaloa
Est
Kandy
Negombo
Centre
Colombo
Ouest
Nuwara Eliya
Uva
Sabaragamuwa
Sud
Galle
100 Km
Trajet réalisé par la mission
Limite de province
Jaffna Villes où la mission a réalisé des interviews
Réalisation : DIDR, OFPRA, droits réservés, 04/2025
OCEAN INDIEN
Afghanistan
Chine
Pakistan
Népal
Bhoutan
Bangladesh
Inde
Birmanie
Mer d'Arabie
Golfe du Bengale
Sri Lanka
Océan Indien
Indonésie


Programme de la mission OFPRA - CNDA à Sri Lanka du 8 au 23 février 2025
Dimanche 9
Lundi 10
Mardi 11
Mercredi 12
Jeudi 13
Vendredi 14
Samedi 15
Dimanche 16
Lundi 17
Mardi 18
Mercredi 19
Jeudi 20
Vendredi 21
Samedi 22
Dimanche 23
Colombo
Kandy
Trincomalee/Kantale
Kilinochchi
Jaffna
Jaffna/Kilinochchi
Negombo
Matin
Après midi
Soirée
Arrivée à Colombo
Ambassade de France (CCDCAC)
Equal Ground
All Ceylon Makkal Congress (ACMC)
Equité Sri Lanka
Ambassade de France (services consulaires)
Représentants des ambassades de l'Union européenne, de Suisse, d'Italie, de Roumanie et de France
Transparency International
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Foundation for Innovative Social Development
Center for Policy Alternatives (CPA)
de Colombo à Kandy
Commissariat de police
Temple bouddhiste de Thapodaramaya
Consul honoraire de France à Kandy
de Kandy à Trincomalee
Transparency International - Batticaloa et Green Zone
Rural Economic and Community Development Organization (RECDO) de Kantale
Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP)
Professeurs et chercheurs de l'université de Peradeniya
Human Development Organization (HDO)
de Trincomalee à Kilinochchi
De Kilinochchi à Jaffna
Sri Lanka Unites
Adayaalam Center for Research Policy
Temple hindou de Nallur
Jaffna Social Action Center (JSAC)
Jaffna Transgender Network
Missing Persons Organization
Fishermen Union Federation North
Crusaders for Democracy (CFD)
Professeur de l'université de Jaffna
Evêque de Jaffna
de Jaffna à Kilinochchi
Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK)
veille du quartier musulman du fort et des lieux de Kyrié et de Karainagar
de Kilinochchi à Colombo (arrivée à 23 heures)
Professeur de l'université de Peradeniya
de Colombo à Negombo
Haut Commissariat aux réfugiés (HCR)
Human Rights Commission (HRC)
Ambassadeur de France
Ex-secrétaire de Truth and Reconciliation Commission
de Colombo à Paris
de Negombo à l'aéroport
ONG
institution
parti politique
déplacement véhicule
autorité religieuse
universitaire

Interlocuteurs rencontrés lors de la mission

Organisation intergouvernementale

Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR)

Institutions sri lankaises

Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL) : Dr. Gehan Gunatillek (*Commissioner*), Prof. Thaiyamuthu Thanaraj (*Commissioner*), K. Kapilan Villavarajan (*Director International Relations*), M.A. Nihal Chandrasiri (*Director Research and Monitoring*)

Police Station de Kandy : A.W.P.R. Sampath (*Head Quater Chief Inspector of Police*)

Ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission : Dr. Asanga Gunawansa (*Justice of Appeal* aux îles Fidji, *President's Counsel FSIArb, Arbitrator, Adj. Professor - University of Moratuwa*)

Partis politiques sri lankais

All Ceylon Makkal Congress (ACMC) : Rishad Bathiudeen (parlementaire, leader), S. Subairdeen (secrétaire général de l'ACMC)

Crusaders for Democracy (CFD) : Sivanathan Navindra *alias* Venthan (leader)

Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK) : Sivagnanam Shritharan (parlementaire, leader), Thambirajah Gurukularajah (ex-ministre de l'Education de la province du Nord)

Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP) : Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan (leader, ex-*Chief Minister* de la province de l'Est, ex-parlementaire), Sivageetha Prabhakaran *alias* Padmini (ex-maire de Batticaloa)

Instances religieuses

Eglise catholique : Rt. Revd. Dr. Justin B. Gnanapragasam, évêque de Jaffna

Temple hindou Nallai Thirugnanasampanthar Adheenam de Jaffna : Sri La Sri Somasunthara Gnanasampantha Paramachariya Swamigal (leader), Dr. Aru Thirumurugan (All Ceylon Hindu Congress)

Temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy : Ven. Kudapeeligama Nanda Thero

Organisations non gouvernementales

Adayaalam Centre for Policy Research (Jaffna) : Anushani Alagarajah (*Executive Director*)

Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED, Kilinochchi) : Leeladevi Anandanadarajah (*Secretary*)

Center for Policy Alternatives (CPA, Colombo) : Bhavani Fonseka (*Attorney-At-Law, Senior Rechearcher*)

Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Equal Ground (Colombo) : Rosanna Flamer-Caldera (*Executive director*)

Equité Sri Lanka (Colombo) : Tushara Manoj

Fishermen Union Federation North : représentants de trois districts de la province du Nord dont Annalingam Annarasa (Jaffna)

Foundation for Innovative Social Development (FISD, Mirihana) : Dr. Champa Gunasekera (*Attorney-At-Law, Chairperson & General Secratary*)

Green Care Sri Lanka (Trincomalee) : M.P.M. Mustaffa (*Director*)

Human Development Organization (HDO, Kandy) : P. Logeswary (*Director*)

Jaffna Social Action Center (JSAC, Jaffna) : Nadarajah Sukirtharaj *alias* Sugi (*Chief Executive Officer*)

Jaffna Transgender Network (Jaffna)

Rural Economic and Community Development Organization (RECDO, Kantale) : J.M. Azhar (président)

Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC, Kilinochchi) : Suntharalingam Nakkeeran (*Center Manager*)

Transparency International (Batticaloa) et Batticaloa district NGO Consortium : Sabharatnam Sivayoganathan *alias* Seelan (président)

Transparency International (Colombo)

Universitaires

Université de Jaffna : Dr. Muttukrishna Sarvananthan (*Senior Lecturer, Department of Economics*), fondateur et principal chercheur du Point Pedro Institute of Development (PPID)

Université de Peradeniya (Kandy) : Prof. Kalinga Tudor Silva (professeur émérite, *Department of Sociology*), Dr. Kumari Thoradeniya (*Senior Lecturer, Department of Sociology*), Dr. Thushara Kamalrathne (*Senior Lecturer, Department of Sociology*), Dr. H.D.P. Premarathne (*Senior Lecturer, Department of Sociology*), Prof. Sumathy Sivamohan (*Senior Lecturer, Department of English*)

Représentations diplomatiques

Union Européenne, France, Italie, Roumanie, Suisse

Table des matières

Table des sigles 10
Résumé 12
Introduction 14
1. La recomposition du paysage politique 15
1.1. La répression de l'Aragalaya et la crise sociale 15
1.2. L'élection présidentielle de septembre 2024 16
1.3. Les élections législatives de novembre 2024 18
1.4. Interrogations sur les nouvelles orientations du JVP 21
1.5. L'affaiblissement des partis autonomistes ou séparatistes tamouls 22
1.5.1. Les partis tamouls négligents des questions économiques et sociales 22
1.5.2. Le recul électoral des partis tamouls aux élections législatives 25
1.6. La décrue des violences extrémistes bouddhistes singhalaises 27
2. Le maintien d'un appareil sécuritaire fort 29
2.1. L'appareil sécuritaire et le nouveau pouvoir 29
2.1.1. Les contraintes pesant sur le NPP 29
2.1.2. Les premières décisions du NPP relatives à l'appareil sécuritaire 30
2.1.3. Les freins aux changements 30
2.2. Les différentes composantes de l'appareil sécuritaire 31
2.2.1. La police 31
2.2.2 L'armée 36
2.2.3 Les services de renseignement 38
2.2.4 L'autorité judiciaire 39
2.3 Les catégories de personnes surveillées 41
2.3.1 Les défenseurs et militants des droits de l'homme 41
2.3.2 Les personnes recherchant la responsabilité des autorités pour les crimes commis durant la guerre 42
2.3.3 Les anciens combattants et les personnes affiliées aux LTTE 43
2.3.4 Les personnes en conflit foncier avec l'Etat 43
2.4 Les modes d'action de l'appareil sécuritaire 44
2.4.1 La persistance d'une surveillance généralisée de la population 44
2.4.2 Harcèlement, intimidations et visites domiciliaires 46
2.4.3. Arrestations et détentions 46
3. Les particularités des provinces du Nord et de l'Est 48
3.1. Les fractures visibles entre les provinces du Nord et de l'Est et le reste du pays 49
3.1.1. Des provinces peu attractives affectées par le manque d'emplois 49
3.1.2. L'espoir de la migration 53
3.1.3. L'augmentation des activités illégales 53
3.1.4. Un trilinguisme inachevé 54

3.2. La situation des anciens membres des LTTE et de leurs proches 55
3.2.1. Une surveillance étroite des ex-combattants LTTE 55
3.2.2. Surveillance des activités publiques liées à la mémoire de la guerre 56
3.2.3. Précarité sociale des anciens combattants LTTE 56
3.3. Spoliation et occupation des terres tamoules et musulmanes 57
3.3.1. Une restitution inachevée des terres occupées 57
3.3.2. Confiscation de terres pour des raisons religieuses ou écologiques 58
3.4. La diaspora tamoule 59
3.4.1. Transferts financiers 59
3.4.2. Attirance pour les jeunes restés au pays 60
3.4.3. Suspicion des autorités à l'égard de la diaspora 60
3.5. L'enjeu majeur de la réconciliation 62
3.5.1. Le Bureau des personnes disparues 62
3.5.2. La Commission Vérité et Réconciliation 63
3.5.3. Initiatives associatives 64
3.6. Les personnes déplacées, les réfugiés et les réinstallations 65
4. Les groupes de population vulnérables 68
4.1. Les femmes 68
4.1.1. Le cadre juridique en matière de protection des droits des femmes 68
4.1.2. Place dans la société et prévalence des violences contre les femmes 69
4.1.3. Action des autorités face aux violences faites aux femmes 71
4.1.4. Critiques et limites d'action 72
4.1.5. Le rôle des associations 73
4.2. Les minorités sexuelles et de genre 74
4.2.1. Le cadre juridique concernant les minorités sexuelles et de genre 74
4.2.2. Sécurité et attitude des autorités 75
4.2.3. Attitude de la société 77
4.2.4. Aide apportée par les associations 78
4.2.5. Remarques complémentaires 79
4.3. Les Tamouls des plantations de thé 79
4.3.1. Situation générale 79
4.3.2. Conditions de vie et violations des droits humains 81
4.4. Les musulmans 83
4.4.1. Situation sécuritaire et attitude des autorités 83
4.4.2. Attitude de la population 85
Conclusion 87
Annexe 1 88
Bibliographie 93

Table des sigles

ACMC	All Ceylon Makkal Congress
ACTC	All Ceylon Tamil Congress
ARED	Association for Relatives of the Enforced Disappearances
BBS	Bodu Bala Sena
CFD	Crusaders for Democracy
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CID	Criminal Investigation Department
CPA	Center for Policy Alternatives
CSD	Civil Security Departments
CWB	Child and Women Abuse Prevention Bureau
DNA	Democratic National Alliance
DPF	Democratic People's Front
DTNA	Democratic Tamil National Alliance
EPDP	Eelam People's Democratic Party
EPRLF	Eelam People's Revolutionary Liberation Front
FISD	Foundation For Innovative Social Development
GRC	Gender Recognition Certificate
HDO	Human Developpment Organization
HRCSL	Human Rights Commission of Sri Lanka
IDP	Internally Displaced People
ITAK	Ilankai Tamil Arasu Kachchi
JJB	Jathika Jana Balawegaya
JSAC	Jaffna Social Action Center
JVP	Janatha Vimukthi Peramuna
LGBTQI+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexe
LTTE	Liberation Tigers of Tamil Eelam
MMDA	Muslim Marriage and Divorce Act
NCW	National Committee on Women
NPP	National People’s Power
OIM	Organisation internationale des migrations
OMP	Office of Missing Persons
ONG	Organisation non gouvernementale
PLOTE	People's Liberation Organization of Tamil Eelam
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PTA	Prevention of Terrorism Act
RECDO	Rural Economic and Community Development Organization
SAARC	Association sud-asiatique pour la coopération régionale

SJB	Samagi Jana Balawegaya
SLFP	Sri Lanka Freedom Party
SLMC	Sri Lanka Muslim Congress
SLPP	Sri Lanka Podujana Peramuna
SLURC	Sri Lanka Unites Reconciliation Center
TELO	Tamil Eelam Liberation Organization
TMK	Tamil Makkal Kootani
TMVP	Tamil Makkal Viduthalai Pulikal
TNP	Tamil National Party
TNPF	Tamil National People's Front
TPA	Tamil Progressive Alliance
TPNA	Tamil People's National Alliance
TRC	Truth and Reconciliation Commission
UNP	United National Party

Résumé

Le mouvement social dit Aragalaya déclenché en 2022 a provoqué une crise politique profonde ayant mené à la démission du président de la République et du Premier ministre, postes occupés par deux frères de la famille Rajapaksa. La présidence intérimaire instaurée en juillet 2022 a été désavouée par l'élection présidentielle de septembre 2024 qui a porté au pouvoir le candidat d'un parti marxiste de très faible implantation électorale, le Front de libération du peuple (JVP). Les élections législatives de novembre 2024 ont assuré à ce nouveau président une majorité écrasante au Parlement (70 % des sièges), formée par une coalition de diverses organisations sociales, appelée Pouvoir national du peuple (NPP), menée par le JVP, qui ne disposait auparavant que de trois sièges. Ce changement du panorama politique a été confirmé par les élections locales de mai 2025, le NPP remportant 43 % des suffrages. Ces victoires électorales du NPP résultent essentiellement de ses deux principaux thèmes de campagne : une résolution de la crise économique plus équitable et la lutte contre la corruption.

En dépit des positions nationalistes singhalaises passées du JVP, le nouveau pouvoir s'est montré ouvert aux minorités ethniques et religieuses, sans toutefois s'engager dans la voie du fédéralisme réclamé par les partis tamouls autonomistes. Il s'oppose fermement aux campagnes de haine menées à l'encontre de celles-ci. Le JVP, fort du soutien obtenu au sein de secteurs sociaux comme les basses et moyennes castes, s'est implanté dans les communautés tamoules du Nord, en particulier dans la population des pêcheurs. Les partis tamouls, nombreux et divisés, souvent dirigés par les hautes castes, ont vu leur poids diminuer au parlement en raison de leur manque d'intérêt pour les questions sociales. Les organisations de moines bouddhistes ultranationalistes ont perdu leurs soutiens politiques, défaits aux récentes élections, et le soutien d'une grande partie de la population en raison de leurs positions hostiles à l'Aragalaya. En conséquence, les épisodes violents à l'encontre des musulmans ont cessé.

Le nouveau pouvoir a remplacé la plupart des officiers qui étaient à la tête de l'appareil sécuritaire, notamment des services de renseignement. Les effectifs de l'armée restent pléthoriques, tandis que beaucoup de militaires stationnés dans la province du Nord se livrent parallèlement à leurs fonctions à des activités lucratives. Les pratiques, telles que la surveillance renforcée des minorités ethniques et la corruption, restent encore répandues au plan local. Les rapports entre la police et la population se sont néanmoins améliorés. La présence militaire est désormais plus discrète et cantonnée aux casernes, y compris au Nord et à l'Est. Depuis mai 2024, les autorités ont autorisé les commémorations relatives aux Tamouls tués pendant le conflit, tant que les symboles des LTTE, organisation considérée officiellement comme terroriste, ne sont pas exhibés. Quelques rares arrestations ont été effectuées pour ce dernier motif. Les difficultés de communication entre la police et les populations tamoulophones persistent en dépit des campagnes de recrutement d'agents tamouls et des cours de langue donnés aux policiers singhalais, dans la mesure où les documents administratifs ne sont pas tous imprimés dans les trois langues officielles (singhalais, tamoul, anglais). Les Tamouls de la diaspora peuvent désormais séjourner à Sri Lanka sans être inquiétés (plus d'arrestations à l'aéroport international de Colombo, ni dans les lieux d'origine), à quelques exceptions près. La justice s'exerce de plus en plus de manière indépendante, et ses effectifs sont recrutés dans toutes les communautés ethniques et religieuses. La loi antiterroriste PTA n'a pas été abrogée, en dépit des promesses électorales, et a été utilisée pour quelques cas.

Certaines catégories de la population font l'objet d'une surveillance particulière de la part des services de sécurité : les défenseurs et militants des droits de l'homme ; les personnes recherchant la responsabilité des autorités pour les crimes commis durant la guerre ; les anciens combattants et les personnes affiliées aux LTTE ; les personnes en conflit foncier avec l'Etat. Les déplacements de ces personnes peuvent être tracés, et leur voisinage et proches être interrogés. Les membres des services de renseignement se rendent régulièrement au domicile de certaines d'entre elles pour les interroger. Ils surveillent aussi certains événements publics sensibles et les flux financiers en provenance de l'étranger. Une quinzaine ou une vingtaine d'anciens cadres des LTTE arrêtés lors du conflit armé sont toujours emprisonnés à la suite de condamnations pour actes terroristes. Environ une centaine de personnes seraient internés pour leurs liens supposés avec les LTTE. Les enlèvements et les exécutions extra-judiciaires ne sont plus pratiqués par les services de sécurité.

La fracture entre le Nord et l'Est, d'une part, et le reste du pays se perpétue. Au plan économique, depuis la fin du conflit, d'importants travaux engagés par les gouvernements successifs ont abouti à une restauration ou à la construction du réseau routier, de la distribution d'électricité et d'eau, de divers bâtiments, de lieux de culte des différentes religions et de services publics. Cependant, le tissu industriel reste frêle, et la production se concentre sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Le nouveau gouvernement a adopté un plan d'investissement ambitieux pour le Nord. Le manque d'emplois pousse

les jeunes à migrer vers Colombo et l'étranger. Ces départs ont augmenté depuis la récente crise économique et la période de pandémie de COVID-19. Le trafic et la consommation de stupéfiants sont devenus préoccupants dans le Nord. La fracture culturelle ne s'est pas comblée. La barrière linguistique reste solide, et beaucoup de jeunes tamoulophones rejettent le singhalais. L'enseignement de base reste cloisonné, car la langue d'apprentissage correspond à celle parlée majoritairement dans le secteur de l'école publique, tandis que les écoles privées enseignent en anglais.

Les anciens combattants LTTE sont souvent pauvres et marginalisés, et sont surveillés étroitement par les services de sécurité. Cette surveillance n'incite pas les employeurs à les recruter et leur voisinage à les fréquenter. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, travaillent dans des fermes gérées par l'armée. Si leurs salaires sont compétitifs, ils peuvent y subir des mauvais traitements et même des agressions sexuelles. L'armée peut également les contraindre à lui donner des renseignements sur leur communauté, ce qui jette la suspicion sur eux. Des actions revendicatives sont menées par certaines communautés pour récupérer des terrains occupés par l'armée pendant le conflit, ou pour protester contre la construction de monuments bouddhistes dans des zones à majorité hindoue ou musulmane.

La diaspora tamoule encourage les jeunes à émigrer vers les pays occidentaux en invoquant une vie facile et la liberté sexuelle. Elle influence aussi les organisations politiques tamoules en favorisant par des aides financières les tendances séparatistes et radicales, comme le TNPF et la nouvelle direction de l'ITAK. Les processus de réconciliation, comme le Bureau des personnes disparues (OMP) et les travaux de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC), restent inachevés. Des associations intercommunautaires organisent des échanges culturels entre les différentes ethnies et religions.

12 000 réfugiés ont été volontairement rapatriés d'Inde depuis la fin du conflit, mais 90 000 y résident encore. Les réfugiés rentrés d'autres pays sont rares. Il subsiste encore un millier de personnes déplacées, essentiellement musulmanes. La réinstallation sur leurs terres d'origine est difficile, car des familles s'y sont installées depuis des décennies. Celles qui, installées dans le Vanni notamment, ont dû les rétrocéder ne trouvent pas toujours de nouvelles terres.

Les violences contre les femmes ont une prévalence élevée, surtout dans le Nord et l'Est : un quart d'entre elles en auraient subi depuis l'âge de quinze ans. Les mères célibataires sont très mal perçues, voire rejetées par leur communauté. Si la législation a progressé vers la protection des femmes et que des dispositifs policiers ont été mis en place, le manque de moyens financiers entrave ce processus. Il manque également du personnel qualifié et des structures pour protéger les enfants victimes de violences. Des associations pallient en partie les carences de l'Etat et informent le public.

La situation des minorités sexuelles et de genre s'est améliorée dans les années récentes, en dépit du maintien d'une législation répressive qui est surtout utilisée comme une menace de poursuites judiciaires par certains policiers se livrant à des pratiques d'extorsion. Les personnes transgenres peuvent faire modifier leur genre par l'état civil. Des associations participent à la formation des policiers aux questions spécifiques de ces minorités. La société reste largement homophobe ; des associations, des influenceurs et des médias nourrissent cette homophobie. Des familles commettent des violences contre leurs membres appartenant à ces minorités.

La communauté des Tamouls des plantations de thé du centre du pays, qui se désignent comme *Malaiyaha Tamils*, regardés comme « intouchables », est la plus marginalisée du pays. Certains ont fui vers le Nord lors des pogroms contre les Tamouls en 1983, et ont ensuite été recrutés par les LTTE. Leurs conditions de travail, de vie et de logement, très inférieures à la moyenne du pays, sont majoritairement dépendantes des entreprises privées qui possèdent les plantations. Ces populations, en particulier les femmes, peuvent subir des mauvais traitements, voire des violences sexuelles, de la part de la maîtrise de ces plantations.

Les musulmans ont été victimes d'émeutes en 2019, puis ont subi diverses mesures gouvernementales vexatoires injustifiées, mais leur situation s'est apaisée, en dépit de la persistance de stéréotypes entretenus par certains médias et des hommes politiques. En dépit des demandes de défenseurs des droits des femmes et des enfants, la réforme de la législation particulière aux musulmans sur le mariage et le divorce n'est pas prévue par le gouvernement. Musulmans et chrétiens attendent impatiemment que la lumière soit faite sur les commanditaires et circonstances des attentats de Pâques 2019.

Introduction

Si le nombre de demandes d'asile formulées par des ressortissants de Sri Lanka, élevé dans les années 1990 et 2000, a considérablement diminué dans les années 2010, il connait une augmentation continue depuis 2021 et a atteint un montant de 3 568 premières demandes en 2023 et de 2 828 en 2024, faisant de Sri Lanka le **11e pays en termes de flux de demandeurs d'asile** en France. Le taux de protection était, en 2024, de 18 % à l'OFPRA en admission directe, et de 24,5 % à l'issue de la procédure de recours auprès de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), soit un **taux cumulé de protection de 42,5 %**.

L'Office avait diligenté **deux précédentes missions** de recueil d'informations dans ce pays, en 2008 et en 2011. Compte tenu de l'augmentation de la demande d'asile et du fort taux de protection, il a décidé d'envoyer une nouvelle mission dans ce pays, en y associant la CNDA, afin de recueillir des informations fiables, croisées et actualisées sur la situation y prévalant au regard des faits invoqués à l'appui des demandes d'asile.

En effet, bien que l'affrontement armé entre les forces gouvernementales et l'organisation des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, **LTTE**), qui a duré près de trois décennies, se soit achevé en 2009 par la défaite de ces derniers, **la plupart des demandeurs d'asile, d'origine tamoule, invoquent des liens familiaux ou anciens avec cette organisation interdite à Sri Lanka**[2]**,** liens qui les auraient mis en difficulté avec les autorités sri lankaises et justifieraient des craintes de persécutions à leur encontre.

Par ailleurs, une minorité de demandeurs d'asile, d'origine singhalaise essentiellement, invoquent des poursuites judiciaires à leur encontre en raison de leur participation au mouvement social dit *Aragalaya* en 2022. D'autres font état de harcèlements ou de persécutions, familiales ou policières, en raison de leur appartenance à des minorités sexuelles ou de genre. Des musulmans font référence aux émeutes et menées violentes contre leur communauté, et aux risques qu'ils encourent en raison du climat d'hostilité envers leur religion. Enfin, certaines problématiques liées à la condition féminine sont parfois évoquées devant l'Office.

La mission a effectué un long périple dans le pays, essentiellement dans les régions orientales et septentrionales où vivent en majorité des Tamouls et où s'était déroulée la guerre. Elle a rencontré un vaste panel d'interlocuteurs appartenant à des partis politiques, des groupes religieux, des universités, des organisations non gouvernementales, des institutions nationales et internationales, etc. Elle s'est attachée à croiser les informations fournies par ces différentes sources. La plupart de ces interlocuteurs ont accepté **que leur entretien soit enregistré et qu'ils soient cités** dans le présent rapport, ce qui ne fut pas le cas dans les précédentes missions. La mission regrette néanmoins de ne pas avoir pu avoir d'interviews *in situ* avec des responsables de certaines institutions régaliennes. De même, des représentants de la nouvelle coalition au pouvoir n'ont pas donné suite à ses demandes d'entretiens.

Le périple par voie terrestre réalisé par la mission a permis de constater, en comparaison des constations de la précédente mission, une amélioration considérable des infrastructures routières et une reconstruction importante de localités détruites pendant la guerre, notamment dans les districts de Mullaitivu et du Vanni. Elle a également pu constater un repeuplement du quartier musulman de Jaffna, évacué de force de sa population en 1990 par les LTTE, en dépit de la subsistance de quelques maisons endommagées et abandonnées. De plus, bien que plusieurs monuments et lieux sacrés fassent encore l'objet de disputes, la mission a croisé sur sa route dans les provinces Nord et Est un grand nombre de bâtiments rénovés ou nouveaux lieux de culte religieux minoritaires, qu'ils soient hindous, musulmans ou de diverses obédiences chrétiennes.

Pour permettre de comprendre le contexte d'évolution de la situation, le présent rapport développe les quatre angles d'analyse suivants : la recomposition du paysage politique, l'appareil sécuritaire et ses principales victimes, les questions spécifiques aux provinces Nord et Est, et les groupes de population vulnérables.

[2] Les LTTE figurent également dans la liste des groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne : Conseil de l'Union européenne, « Règlement d'exécution (UE) 2024-2025 du Conseil du 26 juillet 2024 mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) no 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2024/329 », 26/07/2024, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:L_202402055

1. La recomposition du paysage politique

1.1. La répression de l'Aragalaya et la crise sociale

Pendant l'année 2022, **un grand mouvement de contestation sociale, appelé Aragalaya**[3], a provoqué la démission du Premier ministre Mahinda Rajapaksa (président de la République de 2005 à 2015) et de quatre ministres membres de sa famille, puis la fuite à l'étranger du frère de celui-ci, Gotabaya Rajapaksa, alors président de la République. En juillet 2022, **Ranil Wickremesinghe, seul député du Parti national uni** (*United National Party*, **UNP**)**, a été désigné président de la République par intérim par un parlement dominé par le parti contrôlé par la famille Rajapaksa, le Front du peuple de Sri Lanka** (en singhalais : *Sri Lanka Podujana Peramuna*, **SLPP**), et ses alliés.[4] L'Aragalaya, mouvement spontané s'étant propagé essentiellement grâce aux médias sociaux, n'ayant pas de liens avec les partis représentés au parlement, peu organisé et sans leaders identifiables, n'a pas suscité de changement d'orientation politique immédiat.[5]

Par ailleurs, **l'Aragalaya ne s'est pas développée dans les zones peuplées de tamoulophones**, comme les provinces de l'Est et du Nord. En effet, ces territoires subissaient depuis longtemps des coupures d'électricité, des pénuries d'essence ou de gaz, des difficultés à se procurer des devises étrangères, etc., ce qui était nouveau dans les zones méridionales de l'île. De plus, les populations des provinces du Nord et de l'Est craignaient une accentuation de la répression. Alors que le mouvement mobilisait des étudiants en grand nombre dans les universités du Sud, ceux de l'université de Jaffna n'y ont pas directement participé.[6] Un membre de l'association *Sri Lanka Unites* a déclaré à la mission avoir organisé un groupe de 200 personnes pour participer à l'Aragalaya à Jaffna, mais l'absence de confiance mutuelle entre Tamouls et Singhalais a rapidement mis fin à cette expérience.[7]

Eglise catholique St Philip Neri du quartier Pettah à Colombo

Cependant, **la communauté catholique**, qui est, selon l'évêque de Jaffna, la seule communauté religieuse regroupant des Singhalais et des Tamouls[8], **a été particulièrement engagée dans l'Aragalaya**. En particulier, des prêtres et des nonnes catholiques y ont publiquement participé. Ce mouvement s'est particulièrement développé dans la ville de Negombo, où la communauté catholique a été fondée par des Tamouls ayant adopté la langue et la culture singhalaise, et il s'est propagé le long de la côte occidentale de l'île, où les catholiques sont nombreux comme à Chilaw et Mannar. Cette contestation du régime des Rajapaksa est intervenue dans un contexte de forte suspicion des catholiques à son encontre. En effet, le cardinal Malcolm Rangit, qui était un fervent soutien de Mahinda Rajapaksa, a mené une campagne pour les victimes des attentats de Pâques de 2019, alors que des rapports d'enquête mettaient en cause les services gouvernementaux dans leur déclenchement (voir *infra* 4.4).[9]

[3] Terme singhalais signifiant « La Lutte ».
[4] DIDR, OFPRA, 18/08/2022, url ; International Crisis Group (ICG), 17/09/2024, url
[5] ABENANTE Diego, Asia Maior, 2022, vol. XXXIII, url
[6] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[7] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[8] GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien.
[9] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.

Des milliers de personnes ont été arrêtées pendant l'Aragalaya, de mai à septembre 2022, puis des arrestations plus ciblées ont eu lieu. Plusieurs milliers de ces personnes arrêtées ont été libérées sous caution, plusieurs centaines d'entre elles ont subi des poursuites judiciaires et certaines ont été sanctionnées par la justice pour un grand nombre de chefs d'accusation. En effet, les troubles ont causé d'importants dégâts matériels et parfois des victimes d'agressions physiques, mais **un grand nombre de simples manifestants n'ayant pas usé de violences a été arrêté, ainsi que des bloggeurs et internautes pour des publications relatives à l'Aragalaya**.[10]

Ranil Wickremesinghe (au centre) à la fête de la Bodhi Pūja à Colombo le 12 février 2025

En dépit de la fin de ce mouvement de contestation à partir de septembre 2022, les tensions sociales ont subsisté. L'inflation a généré une forte augmentation de la pauvreté dans la mesure où les salaires sont restés stables.[11] En avril 2022, le taux d'inflation avait atteint 70 % et de 2019 (année de l'élection à la présidence de Gotabaya Rajapaksa) à 2023, le taux de pauvreté a doublé et celle-ci touchait un quart de la population.[12] En dépit de ses effort pour réduire l'inflation, dont le taux n'atteignait pas 5 % en septembre 2024, **la politique d'austérité de Ranil Wickremesinghe pesait inégalement sur la population**, en particulier sur les classes populaires et moyennes déjà frappées par la crise de la COVID-19,[13] notamment en raison de l'augmentation importante des prix de l'électricité et des impôts.[14] De plus, alors qu'une des principales revendications de l'Aragalaya était la lutte contre la corruption, Ranil Wickremesinghe n'a pas engagé de poursuites contre la famille Rajapaksa pour conserver le soutien du SLPP au parlement, ce qui a accru le sentiment d'injustice dans la population.[15]

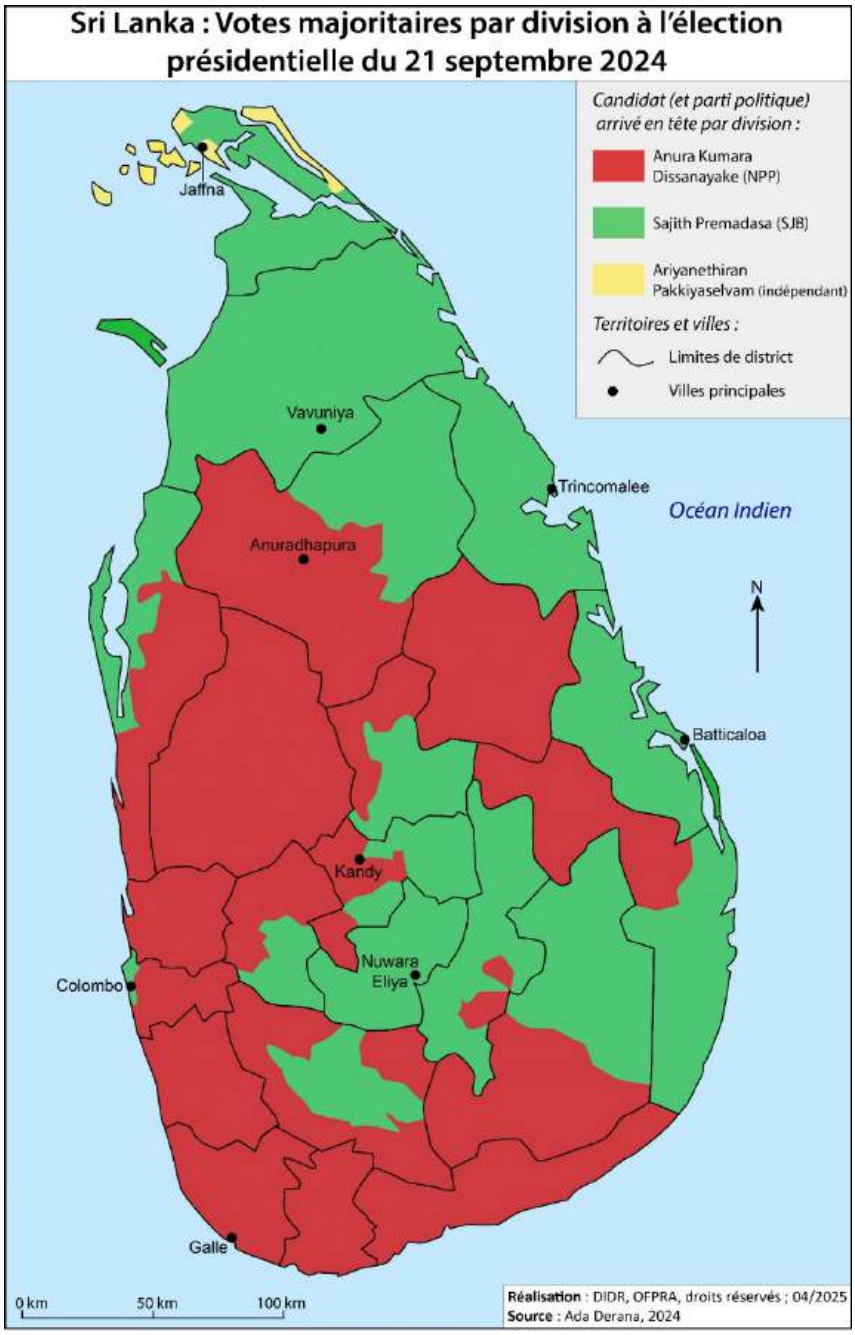
1.2. L'élection présidentielle de septembre 2024

Dans cette situation sociale tendue, **Anura Kumara Dissanayake**, leader du Front de libération du peuple (en singhalais : *Janatha Vimukthi Peramuna*, **JVP**), candidat à l'élection présidentielle, a fait campagne essentiellement sur deux thématiques : **une résolution de la crise économique plus équitable et la lutte contre la corruption**. L'Aragalaya a montré que la population voulait un changement effectif de la culture politique.[16] Anura Kumara Dissanayake était soutenu par le JVP, qui n'avait que trois députés sur les 225 du parlement, et une vingtaine d'associations, de partis et de syndicats formant une coalition appelée Pouvoir populaire national (*National People's Power*, NPP ; en singhalais *Jathika Jana Balawegaya*, JJB).[17]

Le 21 septembre 2024, Anura Kumara Dissanayake a été élu avec 42 % des suffrages et 10 % d'avance sur le candidat suivant[18], **Sajith Premadasa**, de la coalition intitulée Pouvoir du peuple uni (en singhalais : *Samagi Jana Balawegaya*, **SJB**) comprenant notamment l'UNP, fils de l'ancien président Ranasinghe Premadasa. Il s'est placé devant Ranil Wickremesinghe, président par intérim et candidat indépendant, n'obtenant que 17 % en troisième position, et Namal Rajapaksa du SLPP avec moins de 3 %.[19]

[10] DIDR, OFPRA, 11/04/2024, 13 p., url
[11] Agenzia fides, 20/09/2024, url
[12] CHIETIGJ BAJPAEE, Chatham House, 02/10/2024, url ; International Crisis Group (ICG), 17/09/2024, url
[13] International Crisis Group (ICG), 17/09/2024, url ; Agenzia fides, 20/09/2024, url
[14] CHIETIGJ BAJPAEE, Chatham House, 02/10/2024, url
[15] International Crisis Group (ICG), 17/09/2024, url
[16] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[17] International Crisis Group (ICG), 17/09/2024, url ; Agenzia fides, 20/09/2024, url
[18] Les règles de l'élection présidentielle permettent une élection au premier tour dans ces conditions.
[19] Ceylon Today, 22/09/2024, url ; Ada Derana, s.d., url

Seules les suites de l'Aragalaya et l'adéquation des attentes sociales et économiques de la population avec les thèmes de campagne du JVP peuvent expliquer ce bouleversement, car à l'élection présidentielle de 2019, remportée par Gotabaya Rajapaksa du SLPP, Anura Kumara Dissanayake n'avait obtenu que 3 % des suffrages et Sajith Pramadasa 42 %.[20]



La répartition géographique des suffrages restait dans la configuration des dernières décennies selon laquelle l'UNP remportait les suffrages des minorités ethniques et religieuses. En effet, **le vote majoritaire en faveur du SJB, soutenu par l'UNP, recouvrait globalement les zones peuplées de minorités ethniques tamoulophones** : le nord, l'est, la côte nord-ouest, le centre montagneux et l'agglomération de Colombo.[21] Ces minorités avaient pour habitude de voter pour les partis tamouls ou

[20] Election Commission of Sri Lanka, Department of Elections, url ; Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[21] Carte électorale dans : Ada Derana, s.d., url

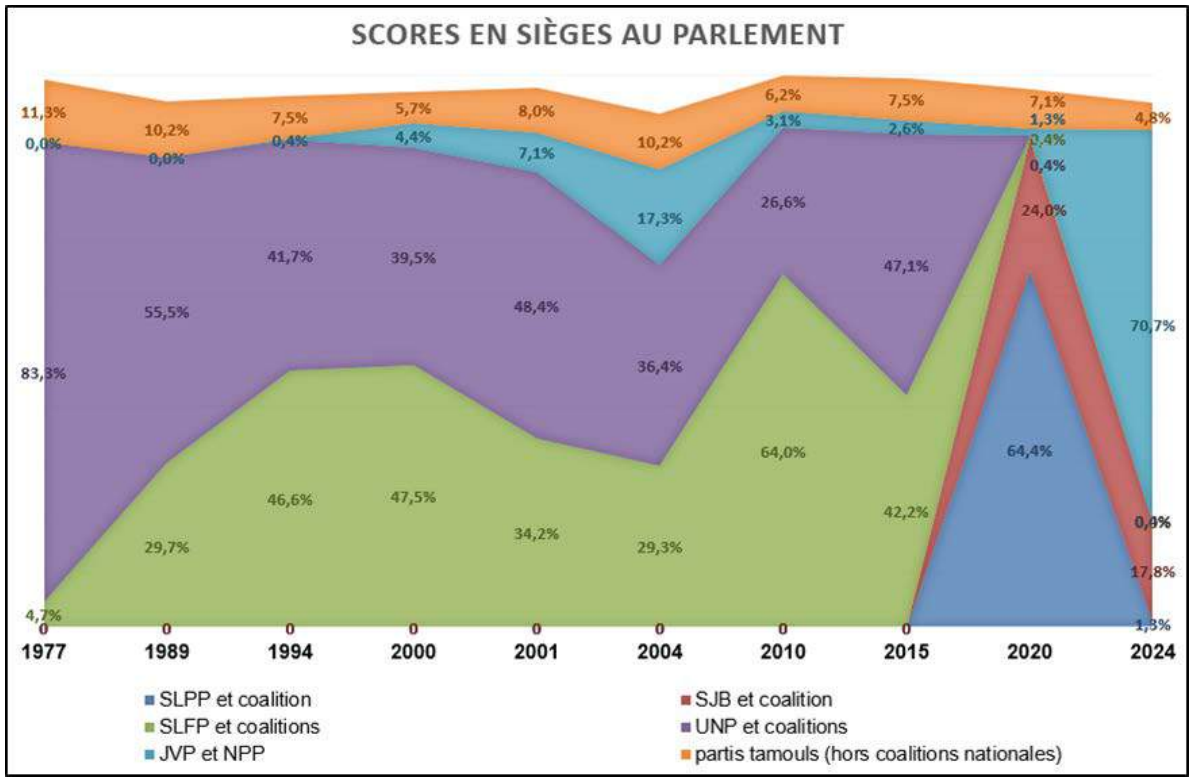
musulmans[22], ou pour l'UNP aux élections nationales. Les résultats de l'élection présidentielle de 2019 correspondaient également à cette répartition géographique pour ce même candidat Sajith Pramadasa, mais en 2024, le candidat du NPP a globalement remplacé celui du SLPP sur les mêmes territoires.[23]

1.3. Les élections législatives de novembre 2024

Les élections législatives de novembre 2024 qui ont suivi l'élection présidentielle ont donné une large **victoire inattendue au NPP** et ont transformé la configuration électorale géographique. En effet, **pour la première fois depuis l'indépendance, dans la province du Nord, la majorité des sièges du parlement a été gagnée par un parti national et non par des partis ethniques tamouls**. Par ce vote, la majorité de la population, mais aussi les minorités, ont exprimé leur frustration. Pour les jeunes en particulier, **les difficultés économiques sont devenues le principal sujet politique, avec les questions de la corruption et de la gouvernance**, mises de côté auparavant et qui ont été portées au centre du débat électoral par le NPP. Cette nouvelle perception des enjeux politiques constitue un changement considérable, introduisant une forme d'instabilité politique.[24]

A l'exception du JVP, les grands partis sortent affaiblis de ces élections. Ils ont participé aux dernières élections en intégrant des coalitions, car ils n'avaient plus la puissance nécessaire pour se présenter seuls. Même **le SLPP a subi une très lourde défaite**, alors qu'il avait la majorité dans la mandature précédente. L'UNP n'a qu'un député, obtenu sur la liste nationale, hors circonscription. La pérennité de ces anciens grands partis a été mise à nouveau à l'épreuve lors des élections locales du 6 mai 2025.[25]

La chute des deux grands partis (UNP et SLFP) depuis 1977 (régime présidentiel depuis 1978)[26] :



[22] Les musulmans, pourtant généralement tamoulophones, sont reconnus comme un groupe ethnique (désigné par le terme *Sri Lankan Moor* dans le dernier recensement effectué en 2012) différencié de celui des Tamouls. Certains musulmans, comme les « *Malay* » (descendants de Javanais) ne sont pas intégrés ce groupe. Il existe aussi d'autres communautés musulmanes très petites. Voir : DIDR, Les musulmans et les conflits religieux », OFPRA, 17/03/2015, p. 2-3, url
[23] Ada Derana, « Presidential Election 2019 : All Island Results – Final », s.d., url
[24] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[25] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[26] Source : Parliament of Sri Lanka, « Party Composition of the Parliament », consulté le 14/04/2025, url

L'évolution de la composition du parlement en nombre de sièges a été la suivante depuis les trois dernières élections législatives[27] :

Parti politique ou coalition de partis	Elections de 2015	Elections de 2019	Elections de 2024
National People's Power, NPP et Front de libération du peuple, JVP	6	3	159
Pouvoir du peuple uni, SJB	0	54	40
Tamil State Party, ITAK	16	10	8
New Democratic Front, NDF	0	0	5
Sri Lanka Freedom Party, SLFP, et United People's Freedom Alliance, UPFA	95	1	0
Front du peuple de Sri Lanka, SLPP	0	145	3
Parti national uni (UNP)	106	1	1
Sri Lanka Muslim Congress, SLMC	0	1	3
All Ceylon Makkal Congress, ACMC	0	1	1
All Ceylon Tamil Congress	0	0	1
Democratic Tamil National Alliance, DTNA	0	0	1
Autres	2	9	3
	225	225	225

En rouge : partis et coalitions dirigeant le gouvernement.

Aux **élections locales du 6 mai 2025**, le NPP a confirmé sa prééminence en remportant **43 % des suffrages** et 265 collectivités locales, devant la coalition du SJB (22 % et 14 collectivités) et l'ITAK, parti autonomiste tamoul, appelé aussi « Parti fédéral » (3 % et 36 collectivités).[28]

De plus, les élections inaugurent **une nouvelle période avec l'absence d'un représentant des trois grandes familles du pouvoir politique**. En effet, le nouveau président et la nouvelle Première ministre sont issus de milieux sociaux modestes sans rapport avec ces dynasties politiques.

Une rue commerçante du centre de Jaffna

[27] Source : Parliament of Sri Lanka, « Party Composition of the Parliament », consulté le 14/04/2025, url
[28] Ada Derana, « Local Authorities Election 2025 », s.d., url

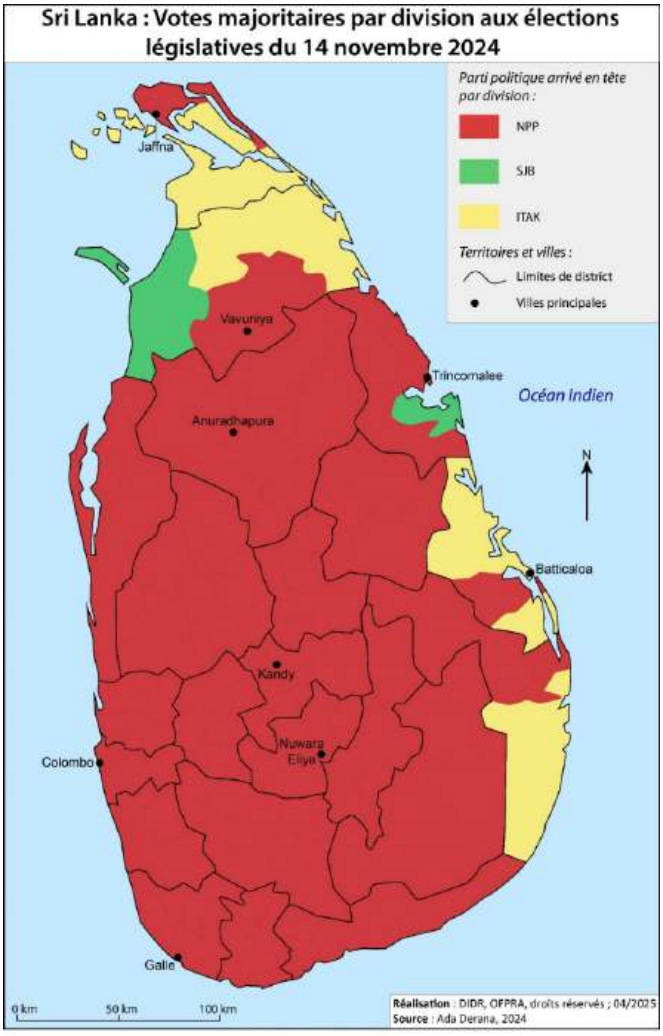
Les grandes dynasties de la politique sri lankaise aux commandes du pouvoir exécutif depuis l'indépendance[29] :

date de nomination	Premier ministre	Président
1948	Don Stephen Senanayake	
1952	Dudley Senanayake (fils)	
1953	John Kotalawala (neveu)	
1956	Solomon Bandaranaïke	
1960	Dudley Senanayake (fils)	
1959	Wijeyananda Dahanayake	
1960	Dudley Senanayake (fils)	
1960	Sirimavo Bandaranaïke (veuve)	
1965	Dudley Senanayake (fils)	
1970	Sirimavo Bandaranaïke (veuve)	
1972	Sirimavo Bandaranaïke (veuve)	William Gopallawa
1977	Junius Richard Jayawardene (neveu par alliance)	William Gopallawa
1978	Ranasinghe Premadasa	Junius Richard Jayawardene (neveu par alliance)
1982	Ranasinghe Premadasa	Junius Richard Jayawardene (neveu par alliance)
1989	D.B. Wijetunga	Ranasinghe Premadasa
1993	Ranil Wickremesinghe (petit-neveu)	D.B. Wijetunga
1994	Chandrika Kumaratunga (fille)	D.B. Wijetunga
1994	Sirimavo Bandaranaïke (veuve)	Chandrika Kumaratunga (fille)
1999	Sirimavo Bandaranaïke (veuve)	Chandrika Kumaratunga (fille)
2000	Ratnasiri Wickremanayake	Chandrika Kumaratunga (fille)
2001	Ranil Wickremesinghe (petit-neveu)	Chandrika Kumaratunga (fille)
2004	Mahinda Rajapaksa	Chandrika Kumaratunga (fille)
2005	Ratnasiri Wickremanayake	Mahinda Rajapaksa
2010	Disanayaka Mudiyanselage Jayaratne	Mahinda Rajapaksa
2015	Ranil Wickremesinghe (petit-neveu)	Maithripala Sirisena
2019	Mahinda Rajapaksa	Gotabaya Rajapaksa (frère)
2022	Dinesh Gunawardena	Ranil Wickremesinghe (petit-neveu)
2024	Harini Amarasuriya	Anura Kumara Dissanayake

famille Senanayake (UNP)

famille Bandaranaïke (SLFP)

famille Rajapaksa (SLFP puis SLPP)



[29] Voir notamment : MEYER Eric, Presses de Sciences Po, Critique internationale, 2006, url

1.4. Interrogations sur les nouvelles orientations du JVP

Fondé dans les années 1960, le JVP était une organisation typique de la mouvance tiers-mondiste marxiste et nationaliste[30] inspirée par Che Guevara. Son fondateur et dirigeant, Rohana Wijeweera, a fait des études de médecine en URSS, et était influencé par le système soviétique. A deux reprises, en 1971 et dans les années 1980, le JVP a tenté de renverser le gouvernement par les armes. Désormais, à l'instar des partis maoïstes népalais[31], **il a abandonné la violence comme moyen de changement politique et est devenu un parti politique *mainstream***. Il s'accommode de l'économie de marché, des partenariats public-privé et même des écoles privées d'élite, alors qu'auparavant il proposait de nationaliser l'économie, en particulier les secteurs sociaux. Internationalement, il est désormais ouvert aux accords de libre-échange et aux accords commerciaux régionaux, étant revenu sur ses préconisations en faveur de l'autarcie et des produits de substitution aux importations.[32]

De même, **le JVP semble avoir évolué dans son rapport aux minorités ethniques et religieuses**. Auparavant, il s'était montré hostile aux revendications de partis et associations tamouls. Ainsi, Anura Kumara Dissanayake, alors qu'il était député du JVP, avait saisi les tribunaux pour obtenir la partition de la province Nord-Est, qui avait été créée par l'intervention indienne en 1987 et avait subsisté jusqu'en 2006.[33] Puis, en 2017 au parlement, lors de la discussion du projet de loi « *Office of the Missing Persons Act* », il avait obtenu le retrait de la section 11A qui aurait permis à cet organisme de passer des accords avec toute personne ou organisation sur le sujet des personnes disparues. Le JVP estimait que des organisations internationales auraient alors pu interférer dans les affaires internes du pays.[34]

Désormais, le gouvernement mené par le JVP se déclare en faveur de tous les Sri Lankais, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse.[35] De plus, il a augmenté les crédits en faveur des communautés tamoules de la province du Nord.[36] Des Tamouls soutiennent le JVP, qui a réalisé des actions en faveur de ces communautés depuis les élections de 2024. Par exemple, le gouvernement a restitué des terres occupées par l'armée, pas autant qu'il l'avait néanmoins promis, mais les Tamouls espèrent qu'il va continuer. Ceux-ci pensent qu'il lui est difficile de supprimer les activités économiques des militaires, qui se sont souvent installés avec leur famille dans la province du Nord.[37]

En janvier 2025, devenu président de la République, Anura Kumara Dissanayake s'est rendu à Jaffna, où il a été bien reçu par la population.[38] En février 2025, la Première ministre, Harini Amarasuriya (qui n'est pas membre du JVP), a fait une tournée dans la province du Nord.[39] Or, habituellement, les dirigeants politiques méridionaux ne se rendent pas dans cette province. Au plan national, le 4 février 2025, lors de la cérémonie de commémoration de l'indépendance du pays à Colombo, pour la première fois, l'hymne national a été chanté en singhalais et en tamoul, ce qui avait pour objectif de montrer que les tamoulophones avaient aussi une place reconnue par les autorités. De plus, à l'inverse des cérémonies précédentes, la présence des militaires a été considérablement réduite lors de cette commémoration.[40] En effet, la grande majorité des militaires sont singhalais.[41]

En novembre 2024, Asanga Gunawansa, alors secrétaire de la **Commission Vérité et Réconciliation de Sri Lanka** (*Truth and Reconciliation Commission of Sri Lanka*, **TRC**), a transmis au président et au ministre des Affaires étrangères son rapport en deux volumes et un **projet de loi** (voir *infra* 3.5.2). Pour préparer ce projet de loi, la TRC a rencontré les dirigeants des partis politiques, dont ceux du JVP, ainsi que la Première ministre, Harini Amarasuriya, et le ministre de la Justice, Harshana Nanayakkara. Le projet de loi a été déposé au parlement le 1er décembre 2024 (date de publication au journal officiel), mais les députés ne l'ont pas encore approuvé. Ce projet vise à éviter que ne se produisent encore des conflits communautaires et à indemniser les victimes en termes financiers, éducatifs, sanitaires, professionnels, etc. Il prévoit aussi des programmes d'intégration communautaires. Selon Asanga Gunawansa, les trois quarts des 10 000 personnes interrogées par la TRC à travers le pays

[30] Notamment contre l'occupation indienne de 1987 à 1990 dans le nord du pays.
[31] DIDR, OFPRA, 11/01/2019, 28 p., url
[32] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[33] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[34] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien ; Daily Mirror, 22/03/2017, url
[35] GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien.
[36] GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien ; All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[37] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[38] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[39] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien ; Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[40] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[41] All Ceylon Hindu Congress, entretien.

approuvaient le projet de loi, mais une minorité s'y opposait en réclamant un Etat séparé. **Le gouvernement n'a pas encore décidé officiellement s'il allait poursuivre le processus de vérité et de réconciliation**, qui figure pourtant parmi ses promesses de campagne.[42]

Fresques murales à l'entrée du marché de Jaffna

L'*Association for Relatives of the Enforced Disappearances* (ARED), qui représente des familles de personnes disparues tamoules, rencontrée par la mission, a déclaré ne pas encore avoir été reçue par le gouvernement, alors que ses griefs auraient été communiqués à celui-ci par les ambassades de Suisse, d'Afrique du Sud et du Japon à la suite d'une réunion commune qu'elle a tenue avec celles-ci à Colombo.[43]

Pour en savoir plus sur ces nouvelles orientations, la mission avait souhaité s'entretenir avec un responsable national du JVP et un député de ce parti. Cependant, cette demande n'a pas abouti. De même, la mission n'a pas été reçue par des instances officielles gouvernementales, à la différence de la précédente mission en 2011, et, en dehors du commissariat de police de Kandy, l'accès à des sites régaliens (commissariats, tribunaux et camps militaires) ne lui a pas été autorisé par les autorités centrales. Cette situation pourrait refléter le **sentiment d'incertitude et d'attente** exprimé par la quasi-totalité des interlocuteurs **sur la politique à moyen terme de la nouvelle majorité politique**.

1.5. L'affaiblissement des partis autonomistes ou séparatistes tamouls

1.5.1. Les partis tamouls négligents des questions économiques et sociales

Lors des élections législatives, une grande partie des tamoulophones des provinces du Nord et de l'Est ont paradoxalement voté pour le NPP, coalition menée par le JVP, parti jusqu'alors connu pour son hostilité au fédéralisme fondé sur des bases ethniques. La population a, en fait, constaté que les partis tamouls n'ont pas amélioré leur situation lorsqu'ils gouvernaient la province du Nord de 2013 à 2018.

[42] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[43] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.

Ces partis rejetaient la responsabilité du retard du développement économique sur les gouvernements nationaux, mais se sont révélés aussi peu compétents. **Ce manque de résultats concrets a mis en question l'idéologie séparatiste au sein de la population**.[44]

En particulier, les jeunes croient de moins en moins à l'argumentation des séparatistes comme les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, LTTE) qui prétendent qu'aucun développement économique pour les zones tamoules n'est possible dans un Etat unitaire sri lankais. Aujourd'hui, ils veulent que cette question trouve des solutions dans le temps présent et non dans un futur hypothétique. En effet, depuis la crise de la COVID-19, la population, les jeunes en particulier, ne veut plus attendre la perspective lointaine et incertaine d'une économie tamoule séparée, qui serait supposée meilleure.[45]

Les partis tamouls ont déçu leurs électeurs traditionnels en ne répondant pas à leurs difficultés économiques. Or le nouveau président de la république, Anura Kumara Dissanayake, en a séduit une grande partie en raison de son origine très modeste et de son histoire familiale, notamment de la disparition de son frère enlevé par l'Etat, éléments qui rencontrent un écho favorable parmi les minorités. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, la popularité d'un dirigeant politique transcende les clivages ethniques.[46]

Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan, leader des Tigres de libération du peuple tamoul (*Tamil Makkal Viduthalai Pulikal*, TMVP)[47], ex-*Chief Minister* de la province de l'Est et ex-député, a déclaré à la mission qu'effectivement, les conflits entre les communautés ethniques se sont désormais estompés, que les Tamouls ne sont plus menacés, que la plupart des anciens cadres et membres des LTTE vivent à Sri Lanka avec leur famille, et que le problème principal est d'ordre économique. Selon lui, un grand nombre de jeunes hommes cherche à quitter le pays, parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers d'acquitter la dot pour se marier. En effet, le salaire maximal mensuel qu'ils peuvent gagner est d'environ 100 000 roupies (294 €) ce qui est désormais insuffisant pour vivre décemment.[48]

Le sociologue Dhammika Herath abonde dans ce sens en déclarant à la mission que, **depuis environ trois ou quatre ans, il n'y a plus de persécutions massives fondées sur le précédent conflit ethnique**, bien qu'il ait subsisté quelques cas individuels, et sous le gouvernement du NPP, il est peu probable que ce type de persécutions réapparaissent. Seuls sont encore emprisonnés quelques anciens cadres des LTTE ayant commis des crimes (une quinzaine, selon le parti fondé par d'ex-membres des LTTE *Crusaders for Democracy*, CFD[49]). Les autres ont été libérés, peuvent vivre dans le pays (les CFD ont précisé à la mission que les derniers LTTE détenus dans des centres de réhabilitation ont été libérés en 2018[50]), et ne seraient pas arrêtés sans preuves nouvelles.[51]

Par ailleurs, **tous les partis traditionnels tamouls, nombreux, sont dominés par la caste supérieure**, tandis que les groupes autonomistes et séparatistes armés étaient surtout formés de membres des basses castes. En conséquence, ces partis n'ont jamais choisi un membre de la communauté des pêcheurs (caste médiane) pour devenir député. Dès lors, aux élections de 2024, beaucoup de membres de cette communauté ont voté pour le NPP. Et, sûrement en relation avec ce vote, dans le gouvernement du NPP, le ministre des Pêches, Ramalingam Chandrasekar, est un Tamoul, ce qui est important pour ces pêcheurs tamouls, même s'il est originaire des montagnes du centre du pays.[52] De plus, les Tamouls des plantations de thé du centre du pays sont regardés comme des intouchables ou des membres des basses castes par les Tamouls du Nord (voir *infra* 4.3).[53]

[44] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien ; GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien.
[45] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[46] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[47] Selon la Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), rencontrée par la mission, les TMVP sont une source de craintes de persécutions pour la population de l'Est du fait de leurs pratiques violentes (voir 2e partie).
[48] SIVANESATHURAI CHANDRAKANTHAN *alias* PILLAYAN, Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP), entretien. Celui-ci a été arrêté par le CID le 9 avril 2025 ; le 12 avril 2025, un ordre de détention de 90 jours en application du PTA a été délivré à son encontre dans le cadre d'une enquête sur l'enlèvement et la disparition d'un responsable universitaire en 2006. Source : Ada Derana, 12/04/2025, url
[49] Crusaders for Democracy (CFD), entretien.
[50] Crusaders for Democracy (CFD), entretien.
[51] HERATH Dhammika, Université de Peradeniya, entretien.
[52] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien ; Transparency International, entretien.
[53] TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien.

Village de pêcheurs dans le district de Trincomalee

La question de la caste joue un rôle important dans la politique sri-lankaise depuis longtemps. En effet, après la guerre, le JVP a ouvert un bureau à Jaffna et a entretenu de bons rapports avec les communautés locales, en particulier avec la communauté des pêcheurs. Or, **dès l'origine, le JVP a été formé de membres des basses castes singhalaises, et peut donc comprendre les ressentiments des castes marginalisées du Nord. Le narratif séparatiste est entretenu par les membres des hautes castes, mais il a perdu de son influence au niveau rural.** Juste avant l'élection présidentielle, le candidat du JVP et actuel président, Anura Kumara Dissanayake, a tenu un meeting à Gurunagar, un quartier de la communauté des pêcheurs à la périphérie de Jaffna. Ce meeting est celui qui a rassemblé le plus de participants depuis les années 1970 à Jaffna, et en outre, en solidarité avec un dirigeant politique du Sud, ce qui ne s'était jamais vu.[54]

Annalingam Annarasa, représentant du district de Jaffna dans la *Fishermen Union Federation North*, a indiqué à la mission que **les pêcheurs de Jaffna, soit environ 50 000 personnes avec leurs familles, ont voté en masse pour le NPP**. Il a précisé que les partis tamouls ne soutiennent pas leurs revendications contre les chalutiers des sociétés indiennes et chinoises qui pratiquent illégalement la surpêche, ni celles contre les grands élevages de crevettes d'une société chinoise qui détruisent l'écosystème marin près de Mannar. Il a précisé que ces pratiques sont étrangères aux artisans pêcheurs traditionnels sri lankais, et que **les partis tamouls se détournent et ne défendent pas les pêcheurs à cause des préjugés de castes**.[55]

Cette perte d'influence de l'idéologie séparatiste est également perceptible à **l'université de Jaffna**. En effet, les syndicats étudiants, qui étaient étroitement soumis aux séparatistes pendant la guerre, sont toujours indirectement contrôlés par les partis tamouls. Cependant, désormais seule la « faculté des arts » (sciences humaines, économie, littérature, droit, etc.), impose des enseignements uniquement en tamoul, à l'exception du droit enseigné en anglais, alors que les autres facultés autorisent l'anglais. En effet, les universités recrutent au mérite des étudiants sur une base nationale, si bien que de nombreux étudiants singhalais qui ne comprennent pas le tamoul étudient à Jaffna. Dans les facultés de médecine, de management, de sciences et d'ingénierie de l'université de Jaffna, les étudiants

[54] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[55] Fishermen Union Federation North, entretien.

singhalais sont plus nombreux que les étudiants tamouls. Les étudiants de ces facultés ne semblent pas être investis dans les affaires politiques étudiantes.[56]

1.5.2. Le recul électoral des partis tamouls aux élections législatives

Dans ce contexte, la défaite des partis tamouls face au NPP a été particulièrement impressionnante dans le district de Jaffna, au cœur de l'imaginaire séparatiste de la diaspora : **le NPP y a remporté trois circonscriptions sur cinq aux élections législatives de novembre 2024**. **Ces trois députés du NPP sont eux-mêmes tamouls**.[57] Parmi les deux autres députés de ce district, l'un est indépendant, ne laissant donc qu'un seul siège aux partis tamouls.[58]

Les **députés tamouls d'opposition** au niveau national sont : huit du Parti de l'Etat fédéral tamoul (en tamoul : *Ilankai Tamil Arasu Kachchi*, **ITAK**), dont Sivagnanam Shritharan, leader de l'ITAK, élu à Jaffna (et Kilinochchi) ; Gajendrakumar Ponnambalam, leader du *All Ceylon Tamil Congress* (ACTC) élu à Jaffna sur la liste du *Tamil National People's Front* (**TNPF**) ; Selvam Adaikalanathan, leader de la *Tamil Eelam Liberation Organization* (TELO), élu dans le district du Vanni sur la liste de la *Democratic Tamil National Alliance* (**DTNA**).[59]

Affiches du candidat de la Democratic National Alliance (DNA) pour l'élection législative de novembre 2024 à Jaffna

Dans le district de Trincomalee, où la population est répartie entre musulmans (42 %), Tamouls (36 %) et Singhalais (26 %), **le NPP a remporté deux sièges de députés** (42 % des suffrages), **soit la moitié des sièges**, l'ITAK un seul et le SJB un seul. **Un grand nombre de musulmans a voté pour le NPP**, en raison des promesses de lutte contre la corruption notamment. Ce résultat était inattendu dans un district où les suffrages bénéficiaient majoritairement aux partis tamouls et musulmans.[60]

Les partis politiques tamouls sont très nombreux[61] **et divisés**. Ainsi, la coalition intitulée *Tamil National Alliance* (**TNA**) a éclaté avec le départ de son principal parti, l'ITAK, en 2023 à l'occasion de la préparation des élections locales (qui se sont tenues le 6 mai 2025).[62]

Selon les responsables de l'ITAK rencontrés par la mission à Kilinochchi, le JVP s'est implanté récemment dans la province du Nord en contactant ses sympathisants des années 1970. Ceux-ci se sont déplacés de village en village pour former des groupes de soutien en évoquant les questions de vie quotidienne et de chômage. Lorsque la Première ministre s'est rendue dans cette province en février 2025, elle a été reçue dans les villages par ces groupes qui avaient cuisiné pour l'accueillir.[63]

Face à cette progression militante du JVP dans les communautés tamoules, l'ITAK revendique 3 000 adhérents dans le district de Kilinochchi. Cependant, les conditions d'adhésion semblent peu strictes. En effet, toute personne âgée d'au moins 18 ans peut adhérer en remplissant un formulaire et en payant une cotisation de 100 roupies (« adhésion locale », environ 0,3 €) ou de 1 000 roupies (environ 3 €)

[56] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[57] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[58] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[59] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien ; Crusaders for Democracy (CFD), entretien. La DTNA comprend : trois partis issus de la TNA, à savoir l'Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF) - fraction Suresh, la Tamil Eelam Liberation Organization (TELO), la People's Liberation Organization of Tamil Eelam (PLOTE), auxquels se sont adjoints les Crusaders for Democracy (CFD) et le Tamil National Party (TNP).
[60] Green Care Sri Lanka, entretien.
[61] Ils ne sont pas tous cités dans le présent rapport, comme le Democratic People's Front (DPF) de Mano Ganesan, la National Union Workers, l'Upcountry People's Front, la Tamil Progressive Alliance (TPA), la Tamil People's National Alliance (TNPA), la fraction Padmanaba de l'Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF), l'Eelam People's Democratic Party (EPDP).
[62] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[63] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.

pour une validité à vie. De plus, le parti délivrerait des cartes d'adhérent, mais lors de sa visite au bureau de l'ITAK de Kilinochchi, ses représentants n'ont pas pu en présenter à la mission.[64]

Responsables de l'ITAK, dont Sivagnanam Shritharan (à droite), au local de l'ITAK à Kilinochchi

L'**ITAK** connaît également une crise interne depuis l'éviction de son ancien leader, l'avocat Mathiaparanan Abraham Sumanthiran en janvier 2024. Il a été remplacé par **Sivagnanam Shritharan**, élu député en novembre 2024, et que la mission a interviewé à Kilinochchi. M. A. Sumanthiran, qui était député de Jaffna depuis 2015, n'a pas été réélu en novembre 2024. Son éviction est liée à une campagne de militants séparatistes radicaux de la diaspora tamoule (voir *infra* 3.4.4). Celle-ci soutient surtout financièrement le **TNPF** dirigé par l'avocat **Gajendrakumar Ponnambalam**[65], de l'ACTC, car le TNPF est plus radical que l'ITAK. Celui-ci a été élu député à Jaffna en novembre 2024.[66] Le parti des TMVP, haï par les organisations tamoules de la diaspora proches des LTTE qui l'accusent d'avoir empêché l'avènement d'un Etat tamoul séparé (*Eelam Tamoul*), a soutenu la candidature de Ranil Wickremesinghe en 2024, et a été accusé par le NPP d'avoir participé aux attentats de Pâques 2019 en manipulant un groupe islamiste, ce qui lui a fait perdre beaucoup d'électeurs.[67]

Aux élections locales du 6 mai 2025, les partis tamouls ont néanmoins repris l'avantage dans certains districts à forte population tamoule des provinces Nord et Est :[68]

Parti ou coalition / district	Jaffna	Kilinochchi	Mullaitivu	Mannar	Vavuniya	Batticaloa	Trincomalee
NPP	20 %	18 %	18 %	21 %	22 %	19 %	24 %
SJB	1 %	4 %	9 %	21 %	13 %	7 %	16 %
SLPP	-	-	-	10 %	-	-	-
ITAK (tamoul)	**32 %**	**49 %**	**38 %**	**16 %**	**17 %**	**32 %**	**15 %**
DTNA (tamoul)	**13 %**	**15 %**	**14 %**	**15 %**	**11 %**	**2 %**	**5 %**
ACTC (tamoul)	**18 %**	**6 %**	**3 %**	**3 %**	**5 %**	**1 %**	-
EPDP (tamoul)	**7 %**	**3 %**	-	-	-	-	-
TMK (tamoul)	**4 %**	-	-	**2 %**	-	**-**	-
TMVP (tamoul)	-	-	-	-	-	**14 %**	-
SLMC (musulman)	-	-	-	6 %	-	11 %	13 %
ACMC (musulman)	-	-	-	-	-	-	12 %

Au total, les partis tamouls ont recueilli par district en pourcentage des suffrages : Jaffna, 74 % ; Kilinochchi, 73 % ; Mullaitivu, 55 % ; Mannar, 36 % ; Vavuniya, 33 % ; Batticaloa, 49 % ; Trincomalee, 20 %.

[64] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[65] Elu député du district de Jaffna en 2001, 2004, 2020 et 2024.
[66] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[67] Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP), entretien.
[68] Ada Derana, « Local Authorities Election 2025 », s.d., url

1.6. La décrue des violences extrémistes bouddhistes singhalaises

Après la défaite des LTTE, les musulmans sont devenus la nouvelle cible des organisations extrémistes bouddhistes et ultranationalistes, qui ont appelé à perpétrer des actes de violences physiques contre eux, avec la complicité d'hommes politiques et de certains médias rédigés en singhalais.[69] En 2012, plusieurs moines bouddhistes, dont **Galagoda Aththe Gnanasara**, ont fondé la **Force du pouvoir bouddhiste (*Bodu Bala Sena*, BBS)** pour **menacer les musulmans** puisque le problème des LTTE était réglé. Ceux-ci étaient particulièrement visés parce qu'ils sont commerçants et dans les affaires, mais aussi pour des raisons ethno-religieuses. Beaucoup de non musulmans estiment que les musulmans leur prennent leur argent et les exploitent. D'autres organisations bouddhistes extrémistes sont apparues par la suite, comme l'Echo singhalais (*Sinhala Ravaya*), la Force de Ravana (*Ravana Balayaka*), *Sinhale* et *Mahason Balaya*.[70] Dans de nombreux films, les musulmans ont été diabolisés, bien plus que les Tamouls des LTTE présentés quant à eux comme des héros romantiques, ce qui n'incitait pas à la haine. En 2018, près de Kandy à Digana, des émeutes ont visé les musulmans qui n'ont pas répliqué, puis **après les attentats de Pâques 2019, une vague de violences atteignant plusieurs localités s'est déchaînée contre eux** (voir *infra* 4.4).[71]

Selon l'avocate et chercheuse Bhavani Fonseka : « Dans les quatre dernières années, il y a eu un effort concerté des acteurs étatiques, des politiciens, du clergé [bouddhiste] et de médias pour inciter à la violence contre les minorités, en particulier les musulmans, et cela n'a pas disparu. »[72] Elle explique les ressorts de cette **campagne de haine** : les musulmans mèneraient une conspiration par leur réussite économique et leur croissance démographique. Les groupes extrémistes ultranationalistes singhalais, le clergé bouddhiste et certains politiciens accusent ainsi les musulmans de vouloir contrôler l'économie, prendre les emplois et remplacer la communauté majoritaire, les Singhalais bouddhistes.[73]

Traditionnellement, **les politiciens recherchent le patronage de moines bouddhistes influents** en s'associant à un temple ou à un moine, et en contrepartie, les moines obtiennent des fonds pour leur temple. Les moines sont souvent courtisés par les politiciens, car ils ont une grande influence sur les villageois et peuvent les inciter à voter pour un candidat ou un parti. Les moines bouddhistes partagent leurs votes entre plusieurs partis politiques, mais la majeure partie d'entre eux a soutenu les Rajapaksa. Une petite minorité de moines fondamentalistes racistes, menée par Galagoda Aththe Gnanasara[74], s'est érigée en « gardiens du bouddhisme », et a déclaré que les autres 20 000 moines n'en étaient pas vraiment.[75]

Ecolières musulmanes à bicyclette à Pulmoddai dans le district de Trincomalee

[69] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[70] TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien.
[71] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[72] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[73] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[74] Galagoda Aththe Gnanasara a été condamné à 9 mois d'emprisonnement le 9 janvier 2025 pour ses propos diffamatoires sur l'islam, et il a été libéré sous caution le 25 février 2025 (source : Sri Lanka Mirror, 25/02/2025, url).
[75] KUDAPEELIGAMA NANDA THERO, vénérable du temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy, entretien.

Groupe de moines bouddhistes lors de la fête de la Bodhi Pūja le 12 février 2024 à Colombo

Lors de l'Aragalaya, les temples très politisés et les moines fondamentalistes ont été utilisés par le régime pour dénigrer les manifestants présentés comme étant instrumentalisés par des puissances occidentales. Cependant, de nombreux fidèles se sont éloignés de ces temples qui soutenaient le régime discrédité des Rajapaksa. **Lors des campagnes électorales en 2024, une grande partie des moines, issus de familles rencontrant des difficultés économiques et sociales, ont soutenu le NPP**.[76]

En dépit du soutien de nombreux moines, l'actuel gouvernement a déclaré qu'il n'utiliserait pas les moines dans ses campagnes politiques. De plus, **ce gouvernement refuse de mener des campagnes de haine racistes ou contre une religion particulière**. En raison de cette posture laïque, l'opposition fait désormais campagne contre lui en proclamant qu'il est contre la religion, car il serait communiste et soutenu par des puissances étrangères. Mais en fait, la population voit surtout qu'il a engagé une lutte contre la corruption, et que des crimes commis dans le passé vont être rendus publics et jugés.[77]

La principale raison de la décrue des violences contre les minorités musulmanes et chrétiennes est la **perte du soutien politique pour les groupes extrémistes bouddhistes et ultranationalistes** depuis la chute des Rajapaksa et la crise économique qui a changé le cours de la politique. Les défaites électorales des partis politiques ayant un narratif de division sur des lignes ethniques et religieuses en sont un indicateur. **Depuis les émeutes de 2019, il n'a plus eu d'épisodes de violence exacerbée à l'encontre des musulmans**, et les moines bouddhistes extrémistes ne mènent plus de manifestations dégénérant en incendies de magasins et de mosquées. Les conflits sont désormais très localisés et relatifs à des disputes foncières ou à des sites religieux anciens revendiqués par le clergé bouddhiste soutenu par l'armée, qui en interdit l'accès.[78]

Ci-dessus : la rue commerçante D.S. Senanayake de Kandy où se sont déroulées des émeutes antimusulmanes en 2019 ; ci-contre : le vénérable Kudapeeligama Nanda Thero dans le temple Thapodaramaya de Kandy

[76] KUDAPEELIGAMA NANDA THERO, vénérable du temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy, entretien.
[77] KUDAPEELIGAMA NANDA THERO, vénérable du temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy, entretien.
[78] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.

2. Le maintien d'un appareil sécuritaire fort

Plus de quinze années après la fin du conflit armé l'ayant opposé aux LTTE et malgré la situation particulièrement dégradée de ses finances publiques, l'Etat n'a pas procédé à une réduction significative des effectifs policiers et militaires. Par ailleurs, l'armée demeure très présente dans les zones tamoulophones. Sur l'ensemble du territoire national, certains groupes de population restent soumis à une surveillance généralisée. Cependant, **les pratiques violentes de l'appareil sécuritaire** (enlèvements, détentions arbitraires, tortures, exécutions extrajudiciaires, etc.) **apparaissent en très net reflux**.

2.1. L'appareil sécuritaire et le nouveau pouvoir

2.1.1. Les contraintes pesant sur le NPP

Alors que le JVP avait mené deux campagnes insurrectionnelles en 1971, puis en 1987, la coalition NPP qu'il a formée autour de lui en vue des élections présidentielle et législatives de l'automne 2024 a bénéficié d'un soutien électoral significatif d'anciens membres des forces de l'ordre, notamment à la retraite, ayant rejoint ses rangs depuis 2022.[79] Si ces ralliements sont en partie le résultat de différends disciplinaires ou salariaux avec l'ancien gouvernement sous la présidence intérimaire de Ranil Wickremesinghe[80], ils traduisent aussi la confiance accordée à la coalition NPP pour rétablir l'État de droit et lutter contre le népotisme.[81]

Ce soutien limite les marges de manœuvre du nouveau gouvernement en termes de réforme de l'appareil sécuritaire, d'autant plus que les membres des forces de l'ordre demeurent encore largement perçus, en tant que vainqueurs de la guerre civile, comme appartenant à une classe privilégiée. De plus, toute réduction des budgets de l'armée et de la police est susceptible d'alimenter les discours nationalistes de certains partis politiques.[82]

La durée du conflit armé interne, qui s'est étendu sur près de trois décennies, n'a pas favorisé une réduction massive et rapide des effectifs, celle-ci étant subordonnée à une stabilisation et une pacification durable des conflits intercommunautaires.[83]

Les contraintes pesant sur la nouvelle coalition au pouvoir sont également d'ordre social. En effet, une démobilisation massive de policiers et de militaires, recrutés essentiellement dans la population d'origine singhalaise, ne peut pas être accompagnée, dans le contexte économique actuel, d'une garantie de retour à l'emploi des agents démobilisés.[84] En outre, dans la province du Nord, où seraient stationnés les trois quarts des effectifs de l'armée nationale[85], de nombreux militaires, toujours en fonction, exploitent actuellement diverses activités économiques lucratives auxquelles ils ne souhaitent pas renoncer[86]. De plus, beaucoup d'entre eux s'y sont installés avec leur famille.[87]

Les effectifs de la police et de l'armée demeurent importants : 60 à 70 000 policiers et près de 300 000 militaires, toutes armes confondues.[88] Selon les données consultées par le major général Boniface Perera, docteur en économie, en 2025, les effectifs de l'armée, de la marine, de l'aviation et des unités paramilitaires (comme les *Home Guards*) atteignent 350 000 personnes. Le président Anura Kumara Dissanayake a néanmoins déclaré devant le parlement que les effectifs de l'armée devaient être réduits progressivement à 100 000 personnes, ceux de la marine à 40 000 et ceux de l'aviation à 18 000.[89]

[79] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[80] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[81] Daily FT, 10/06/2024, url
[82] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[83] ASANGA GUNAWANSA, ancien secrétaire de la Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[84] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[85] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[86] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[87] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[88] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[89] PERERA Boniface, Daily Mirror, 07/03/2025, url

2.1.2. Les premières décisions du NPP relatives à l'appareil sécuritaire

Malgré ces contraintes fortes pesant sur le nouveau gouvernement, les recrutements de policiers et de militaires sont pratiquement gelés, et se limitent à l'engagement de personnes justifiant de compétences techniques particulières.[90]

Pour la première fois depuis la fin du conflit armé, le premier projet de budget présenté par le nouveau gouvernement, le 17 février 2025, comporte une **réduction des dépenses de personnel relevant du ministère de la Défense**. Les crédits globaux de ce ministère, bien qu'en augmentation, sont dorénavant relégués au 4e rang des priorités gouvernementales.[91] Ces choix budgétaires sont perçus comme l'amorce d'orientations plus profondes visant à accélérer le mouvement de réduction de la présence physique de l'armée sur le terrain.[92]

Ils ont, en outre, été précédés d'une **vague de remplacements aux plus hautes fonctions de nombreuses institutions sécuritaires.**[93] Plusieurs interlocuteurs de la mission ont cependant déploré que ces nominations de « nouvelles têtes », porteuses d'une « nouvelle manière de penser »[94], ne se soient pas encore traduites par une modification significative des comportements des acteurs de terrain[95]. **Les pratiques usuelles de surveillance de la population prévalent donc toujours au niveau local**[96], notamment dans la province du Nord où les défenseurs des droits humains et les personnes réclamant des comptes pour les crimes commis durant la guerre civile sont toujours surveillés et visités par les agents de l'appareil sécuritaire.[97]

2.1.3. Les freins aux changements

Les comportements intimidants que les agents des services de renseignement ont entretenu dans les quinze années postérieures à la fin de la guerre civile n'ont ainsi pas disparu dans les semaines qui ont suivi l'investiture du nouveau président de la République[98]. Dans le district de Jaffna, notamment, une association a mentionné des griefs à l'encontre des responsables locaux de la police, essentiellement singhalais, pour leur traitement différencié des personnes en fonction de leur origine ethnique[99]. D'autres interlocuteurs locaux ont néanmoins fait état d'une **amélioration, sur la décennie écoulée, des rapports entre la police et la population tamoule**[100], et d'une **présence militaire beaucoup moins visible que par le passé.**[101]

A quelques exceptions[102], la plupart des interlocuteurs de la mission ont accordé le bénéfice du doute au nouveau gouvernement, du fait de son investiture récente, et mettent à son crédit les signaux positifs déjà envoyés aux minorités musulmanes et tamoules. Plusieurs arrestations déjà opérées traduisent l'intention des nouvelles autorités de mettre concrètement en œuvre leur volonté de n'accepter aucun discours de haine visant les communautés minoritaires.[103] L'arrestation et la condamnation de Galagoda Aththe Gnanasara, moine bouddhiste, dirigeant de la BBS, auteur de propos particulièrement virulents et hostiles à l'endroit de la communauté musulmane et proche de l'ancien président Gotabaya Rajapaksa, sont emblématiques de cette nouvelle orientation politique.[104]

Ont été également perçues comme un signal positif les consignes données par le nouveau pouvoir en amont de la commémoration, le 27 novembre 2024, de la mémoire des combattants tamouls tués pendant le conflit (***Maveerar Naal***), tendant à laisser la population tamoule se recueillir et célébrer ses

[90] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[91] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[92] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[93] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[94] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[95] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Jaffna Social Action Center, entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[96] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[97] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[98] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[99] Jaffna Social Action Center, entretien.
[100] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[101] SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya, entretien ; MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[102] Voir notamment : Adayaalam Centre for Policy Research, 02/2025, url.
[103] Organisation internationale, entretien.
[104] KUDAPEELIGAMA NANDA THERO, temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy, entretien ; British Broadcasting Company (BBC), 10/01/2025, url

martyrs paisiblement, tant que des signes ostentatoires de soutien aux LTTE n'étaient pas exhibés[105]. Ces consignes ont été très largement respectées et la présence des forces de l'ordre sur le terrain a été considérablement réduite par rapport aux années précédentes, l'armée, en particulier, étant absente des sites de commémoration.[106]

Trois arrestations ont été recensées à cette occasion et sont liées à la publication sur les réseaux sociaux de photographies ou de vidéos d'anciens dirigeants des LTTE[107]. Si les personnes arrêtées ont été rapidement relâchées au terme des investigations menées[108], le fait même qu'elles aient été arrêtées pour ces motifs sous le coup de **la loi *Prevention of Terrorism Act* (PTA)** est source d'inquiétude quant à la volonté des nouvelles autorités de surveiller activement les publications faites sur les réseaux sociaux, et de maintenir la pression sur la population tamoule en freinant ses velléités revendicatives.[109] De plus, l'utilisation de ce texte de loi, alors que, durant la campagne électorale, le NPP avait promis son abrogation, a été perçue comme un signal négatif par différentes organisations des droits humains qui craignent l'utilisation qui pourra en être faite par le nouveau gouvernement.[110]

La volonté affichée par le nouveau pouvoir de lutter contre la corruption endémique ne s'est pas encore traduite par des changements majeurs sur le terrain.[111] Mais il semble que la population soutient les premières mesures concrètes de lutte contre la corruption annoncées[112], notamment les projets de numérisation des contraventions routières et contraventions de transport, qui restreignent la possibilité, pour les agents de police, d'extorquer des liquidités aux contrevenants en contrepartie de l'absence d'émission d'une amende.[113]

Par ailleurs, quelques policiers corrompus ou impliqués dans des activités illégales ont fui le pays après l'investiture du nouveau gouvernement, mais ils ont été arrêtés à Dubaï, avec la coopération de la police locale, et reconduits à Sri Lanka.[114] Selon l'évêque de Jaffna, les pratiques d'extorsion émanant d'agents des forces de l'ordre semblent avoir diminué depuis les changements politiques de l'automne 2024.[115]

2.2. Les différentes composantes de l'appareil sécuritaire

2.2.1. La police

- **Constats généraux**

La police, composée d'agents en uniforme, est **très présente et visible dans l'espace public** et, dans les centres urbains, des guérites de police sont érigées dans chaque quartier, ainsi qu'a pu le constater *de visu* la mission.

Pour certaines populations isolées et vivant loin des centres urbains, il peut cependant être difficile d'accéder au commissariat le plus proche, lorsqu'il est situé à plusieurs kilomètres de distance et que les personnes concernées n'ont pas les moyens financiers de s'y rendre[116].

Par ailleurs, les **difficultés de communication avec les populations tamoulophones demeurent importantes dans les provinces du Nord et de l'Est**[117], où 90% des agents de police seraient singhalais.[118]

[105] Organisation internationale, entretien, faisant en outre état de difficultés rencontrées en 2022 par certaines familles dont les enfants avaient assisté aux commémorations, vêtus d'uniformes des LTTE.
[106] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[107] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, 02/2025, p.24, url ; The Morning, 01/12/2024, url.
[108] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[109] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[110] Organisation internationale, entretien ; Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[111] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[112] KUDAPEELIGAMA NANDA THERO, temple bouddhiste Thapodaramaya de Kandy, entretien.
[113] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[114] THUSHARA KAMALRATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[115] JUSTIN B. GNANAPRAGASAM, évêque de Jaffna, entretien.
[116] Organisation internationale, entretien.
[117] Equité, entretien ; All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[118] All Ceylon Hindu Congress, entretien ; SABHARATNAM SIVAYOGANATHAN *alias* SEELAN, Transparency International, entretien.

Les personnes tamoulophones qui s'efforceraient de communiquer en anglais avec les policiers seraient brimées, reproche leur étant fait de ne pas pouvoir s'exprimer en singhalais[119]. Des progrès sont toutefois signalés : les **campagnes de recrutement d'agents de police tamoulophones se poursuivent.**[120]

En principe, les commissariats sont tenus de fournir un service d'interprétariat permettant aux administrés de toutes les communautés de déposer plainte. Dans la pratique, cela reste rarement appliqué.[121] En raison de ce manque de policiers tamoulophones, les policiers singhalais affectés dans le Nord et dans l'Est suivent des cours de langue tamoule et certains peuvent converser désormais en tamoul avec les administrés. Mais souvent ils ne savent pas l'écrire, aussi **ils rédigent les plaintes en singhalais et demandent aux Tamouls et musulmans de les signer**, alors même que ceux-ci ne peuvent pas les lire.[122]

Depuis peu, **l'utilisation de logiciels ou applications de traduction instantanée a tendance à se développer dans les postes de police du Nord**, ce qui tend également à améliorer la situation des populations tamoulophones dans leurs interactions avec les forces de l'ordre.[123]

Contrôle de police (ci-contre)
et guérite de police à Jaffna (ci-dessus)

Ces améliorations demeurent insuffisantes pour certains des interlocuteurs de la mission.[124] Les traductions effectuées dans les commissariats sont notamment jugées imparfaites et incomplètes, et susceptibles de pénaliser le plaignant lors de l'examen de son affaire par les tribunaux.[125]

De plus, **des pratiques d'extorsion et de corruption persistent** notamment à l'endroit des populations vulnérables, en particulier des membres de la communauté LGBTQI+ (voir *infra* 4.2.2).[126] Ces

[119] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[120] Organisation internationale, entretien.
[121] Commissariat de Kandy, entretien ; Green Care Sri Lanka, entretien ; All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[122] Transparency International, entretien ; MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[123] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[124] Jaffna Social Action Center, entretien.
[125] Jaffna Social Action Center, entretien.
[126] Equité, entretien.

phénomènes d'extorsion visent également des personnes ayant une bonne situation financière, qui peuvent faire l'objet de chantages fondés sur des accusations fallacieuses de liens avec les LTTE.[127]

Selon le représentant d'une ONG de défense des droits des personnes LGBTQI+, les officiers de police seraient tenus de constater et de rapporter dix infractions quotidiennement, ce qui peut les obliger à s'en prendre à des populations vulnérables, en leur imputant fallacieusement des actes délictueux, tels que la possession et le trafic de produits stupéfiants.[128] Cependant, selon le chef du commissariat de Kandy, aucun des agents qui y est affecté n'a l'obligation de constater quotidiennement un nombre minimal d'infractions.[129]

Enfin, des critiques ont été formulées quant à l'absence de réactivité des forces de police pour certaines infractions, notamment des vols commis durant la nuit, les patrouilles policières ne se présentant souvent que le lendemain matin.[130] De même, la police est critiquée pour sa lenteur à enregistrer des plaintes simples, une simple déclaration de perte de papiers d'identité pouvant prendre jusqu'à cinq heures pour être enregistrée.[131]

Entrainement de la police de Kandy pour la parade

- **Focus sur le commissariat de police de Kandy**

La mission a pu visiter les locaux du commissariat de police de Kandy et s'entretenir avec son chef, A.W.P.R. Sampath, *Head Quarter Chief Inspector of Police*. Les informations mentionnées ci-après sont issues de cette visite et de cet entretien.

Les effectifs du commissariat, toutes catégories d'agents confondues, s'élèvent à environ 900 personnes, dont 130 officiers de police affectés à la circulation routière, 100 officiers affectés aux affaires criminelles, 52 officiers affectés à la police communautaire (*community police*), 10 officiers affectés à la police de l'environnement, 50 officiers affectés aux violences faites aux femmes et aux enfants, 50 officiers affectés à la police touristique (*tourist police*) et 30 officiers affectés au renseignement. **Ces effectifs intègrent des agents tamoulophones**.

La quasi-totalité des agents est originaire de la ville de Kandy, ou de ses environs. Les candidats au recrutement déposent leurs dossiers de candidature au quartier général de la police, et sont ensuite reçus en entretien, avant de passer des tests physiques. Les candidats retenus suivent une formation initiale d'une durée de six mois, avant d'entrer en stage probatoire pour une durée de trois ans. S'ils donnent satisfaction, ils sont titularisés au terme de ce stage.

Des formations spécifiques sont dispensées aux agents titulaires méritants qui souhaitent rejoindre l'unité de police scientifique (*Scenes of Crime Officers*, SOCO). **Les agents affectés à l'unité en charge des violences faites aux femmes et aux enfants reçoivent également une formation spécifique**, à laquelle sont associées des ONG spécialisées sur ces questions.

[127] Transparency International, entretien.
[128] Equité, entretien.
[129] SAMPATH AW.P.R., commissariat de Kandy, entretien.
[130] Jaffna Social Action Center, entretien.
[131] Jaffna Social Action Center, entretien.

En cas d'infraction relevant de leur compétence territoriale, les agents du commissariat sont habilités à poursuivre leurs investigations sur l'ensemble du territoire national, sous réserve d'en informer les autorités de police locales.

Les agents chargés de la police communautaire se rendent chaque jour dans les 48 divisions territoriales du ressort du commissariat central, au contact de la population et des référents locaux. Ils collectent des informations sur les troubles à l'ordre public et sont compétents pour traiter les infractions les moins graves, telles que des cas d'ivresse sur la voie publique, ainsi que des conflits fonciers ou de voisinage.

Les trente agents affectés aux activités de renseignement ne portent pas l'uniforme de la police et ne sont pas habilités à accomplir les actes habituels des autres officiers de police du commissariat. Ils ont pour seule prérogative de collecter des informations utiles au maintien de l'ordre et de les transmettre aux autorités de police actives. Selon A.W.P.R. Sampath, **ils officient indépendamment du *Criminal Investigation Department* (CID)**, qui n'a pas de locaux dans le commissariat de Kandy et dont les agents opèrent avant tout depuis Colombo. Les agents du CID qui se trouvent à Kandy, ou ailleurs, ne rendent pas compte de leurs activités au chef de la police locale.

L'unité de police environnementale est chargée de faire respecter les lois relatives à la protection de l'environnement, notamment en termes de tri des déchets et de préservation des sources et cours d'eau contre la pollution. Ses effectifs réduits et l'impossibilité de suivre chacun des mouvements des citoyens rendent sa tâche d'autant plus difficile que la saturation des capacités du centre-ville conduit de nombreux citoyens à aller jeter sauvagement leurs déchets en périphérie de la ville.

Les agents chargés de la police touristique ont pour mission de protéger les touristes étrangers qui visitent la ville. Recrutés en fonction de leurs compétences linguistiques, ils parlent généralement allemand ou anglais. Ils ont pour mission principale de surveiller quotidiennement les hôtels et lieux de visite fréquentés par les touristes étrangers, afin de les protéger des vols ou agressions qu'ils pourraient subir. Ils ont également une compétence exclusive pour recueillir les plaintes déposées par ces touristes.

Selon A.W.P.R. Sampath, les agents du commissariat, qui vivent tous sur place, sont bien perçus par la population locale et bénéficient de leur confiance. Les agents de la police communautaire, en particulier, sont bien connus des populations de leur ressort. Ils participent, à titre privé, aux principaux évènements locaux (mariages, enterrements, etc.), ce qui contribue à renforcer les liens de l'institution avec les habitants. Il en va de même des populations tamoulophones, qui, selon le commissaire de police de Kandy, ne se plaignent pas de problèmes de compréhension ou de communication lorsqu'elles se rendent au commissariat.

Un officier de police ayant un comportement illégal ou inapproprié s'expose à une enquête disciplinaire, suivie de poursuites qui peuvent être d'ordre disciplinaire ou civil.

Les manifestations doivent être préalablement déclarées à la police, qui dispose du pouvoir de les autoriser ou non. Si une manifestation se tient sans avoir été déclarée ou autorisée, les forces de l'ordre n'interviennent qu'en cas de débordements violents, et défèrent les auteurs de violences à la justice. Il en va de même si une manifestation autorisée dégénère. Par ailleurs, la police peut filmer les manifestations, notamment en cas de débordement, pour ensuite fournir ces éléments comme preuve auprès du tribunal.

Selon A.W.P.R. Sampath, la principale problématique d'ordre public posée au commissariat est la régulation du trafic routier, les rues de la ville, souvent étroites, étant engorgées par le passage de plus de 10 000 véhicules par jour, dont les bus scolaires desservant les 42 écoles de la commune.

Les vols occupent le premier rang des crimes et délits les plus graves. Malgré des difficultés logistiques tenant à la disponibilité des véhicules de service, le commissariat parviendrait à résoudre 98 % des cas de vol dont il est informé.

Les violences faites aux femmes et aux enfants représenteraient environ 10% des plaintes enregistrées au commissariat.

Lorsqu'ils sont saisis d'une plainte, les agents de police se livrent aux premières investigations. En cas de crime violent, ils peuvent faire appel à l'unité de police scientifique et à l'unité de renseignement, et mobiliser l'ensemble de leurs ressources techniques (empreintes digitales, chiens, service informatique, etc.). L'enquête peut être supervisée par le tribunal territorialement compétent, avec lequel le commissariat entretient de bons rapports.

En cas de flagrant délit, les agents du commissariat ne peuvent retenir en garde à vue le suspect qu'en cas de crime grave (vols, viols, meurtres). Dans les 24 heures suivant l'arrestation, le suspect est présenté à un juge, qui peut ordonner la prolongation de la garde à vue pour trois jours supplémentaires. Durant la garde à vue, le suspect ne peut recevoir d'autres visites que celles de ses proches et de son avocat et seulement après avoir été identifié par la victime.

Au commissariat de police de Kandy :

2.2.2 L'armée

A la différence de ce qu'ont pu observer les précédentes missions organisées par l'Ofpra à Sri Lanka en 2008 et 2011, la présente mission a constaté un **très net recul de la présence physique des militaires dans les rues des villes et des zones rurales traversées**, aucune patrouille des forces armées n'ayant été croisée lors des déplacements effectués.

Ce constat concorde avec les propos rapportés à la mission selon lesquels **les points de contrôle (*check points*), autrefois omniprésents dans le Nord et l'Est, ont quasiment disparu**[132], **de même que la présence de militaires armés dans l'espace public.**[133]

Cependant, avec les étudiants et les policiers, les militaires forment la communauté singhalaise la plus importante en zones tamoulophones.[134] Aru Thimmurugan du *All Ceylon Hindu Congress* a déclaré à la mission : « La plupart des militaires que j'ai rencontrés sont singhalais. Je n'ai jamais rencontré un militaire tamoul de ma vie.[135] »

L'armée occupe par ailleurs toujours de vastes proportions du territoire dans les provinces du Nord et de l'Est, et reste implantée sur des terrains dont la propriété est revendiquée par la population tamoule[136]. Malgré les déclarations d'intention des pouvoirs publics, les opérations de restitution de ces terrains seraient rares et lentes[137], y compris dans la province de l'Est[138], même si un interlocuteur particulièrement informé de cette question a indiqué à la mission que **l'armée n'occupe plus que 17% des terrains saisis lors du conflit.**[139] La construction de temples bouddhistes sur ces terrains, en particulier dans les environs de Palali, Kilinochchi et Batticaloa, est vivement contestée par les populations locales.[140]

Dans l'enceinte des camps militaires, il n'y a plus, à ce jour, de personnes retenues en détention, à la seule exception de migrants illégaux (« *immigration detainees* »), notamment une centaine de Rohingyas de Birmanie, qui n'y sont placés qu'en raison de la saturation des autres centres de détention pour les personnes en situation irrégulière.[141]

Les centres de réhabilitation (PARC) ouverts à la fin du conflit et gérés par l'armée sont en effet aujourd'hui tous fermés ; les seuls centres de réhabilitation actuellement en service sont dédiés aux usagers de produits stupéfiants.[142]

L'armée reste responsable du déminage des anciennes zones de conflit, lesquelles ne sont pas encore complètement déminées : dans la région de Trincomalee, par exemple, les opérations de déminage ne sont achevées qu'à hauteur de 80%.[143] **Pour mener à bien cette mission, l'armée continue d'employer, contre rémunération, des anciens cadres et combattants LTTE.**[144]

Zone en cours de déminage dans le Vanni

Dans la province du Nord, l'armée a par ailleurs développé de nombreuses activités économiques lucratives et y exploite notamment des hôtels, des restaurants, des garderies d'enfants[145], des stands de nourriture (*food stalls*) et des salles de réunion (*meeting houses*), à proximité

[132] Jaffna Social Action Center, entretien.
[133] Jaffna Social Action Center, entretien.
[134] SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya, entretien.
[135] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[136] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[137] All Ceylon Hindu Congress, entretien ; MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[138] Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien.
[139] ASANGA GUNAWANSA, ancien secrétaire de la Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[140] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[141] Organisations internationales, entretiens.
[142] Organisation internationale, entretien.
[143] Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien.
[144] SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya, entretien.
[145] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

des camps militaires.[146] Ces établissements peuvent être implantés sur des lieux mémoriaux tamouls, comme par exemple dans le village d'Elangulam, où les militaires ont établi un restaurant sur le site d'un cimetière abritant les dépouilles d'anciens membres des LTTE.[147]

Entrée de camps militaires : à Kilinochchi (à gauche) et à Trincomalee (à droite)

Les activités économiques exploitées par l'armée sont cependant beaucoup moins développées dans la province de l'Est :[148] dans la région de Trincomalee, par exemple, les militaires ne gèrent que quelques petits hôtels.[149]

L'armée exploite aussi de nombreuses fermes agricoles[150], dénommées *Civil and Security Defense farms* (CSD) dans lesquelles elle emploie des jeunes femmes tamoules défavorisées, ainsi que des anciens combattants LTTE désocialisés.[151] Ces établissements, bien que présents sur tout le territoire national, sont majoritairement implantés dans les provinces du Nord et de l'Est.[152]

Alors que, dans l'immédiate après-guerre, l'armée était suspectée d'être impliquée dans des activités illégales, telles que le blanchiment d'argent ou le trafic d'êtres humains, ces activités se sont considérablement réduites.[153] Mais d'autres accusations sont proférées contre l'armée, qui serait impliquée dans le **trafic de drogue**. Ce trafic s'est développé de façon exponentielle dans la péninsule de Jaffna[154] et constitue aujourd'hui, d'après la plupart des interlocuteurs de la mission, la source des principaux problèmes d'ordre public affectant la région. Selon les responsables de deux organisations hindou et tamoule, cette implication répondrait à un plan mis au point après la fin du conflit pour contrôler la jeunesse tamoule et lui nuire.[155] Les forces de police seraient peu mobilisées pour lutter contre ce trafic, malgré la mobilisation de la population locale.[156]

Enfin, l'architecture ostentatoire des casernes, camps militaires et monuments de la victoire présents dans les provinces du Nord et de l'Est est mal vécue par les populations locales, qui y voient une forme de violence symbolique.[157] Il en va de même des manifestations célébrant la victoire de l'armée contre les LTTE ou la mémoire des soldats tués au combat.[158] Néanmoins, les commémorations de l'indépendance du pays, qui se sont tenues le 4 février 2025, ont été marquées par une réduction massive de la présence militaire[159], et le 18 mai 2024, marquant la défaite des LTTE, des contre-

[146] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[147] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[148] Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien.
[149] Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien.
[150] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[151] SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya (Kandy), entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[152] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[153] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[154] All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[155] All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[156] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[157] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[158] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[159] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.

manifestations se sont tenues sans problème dans la province du Nord pour dénoncer les crimes commis durant la guerre civile.[160]

Monument commémorant la victoire de l'armée sur les LTTE, à l'entrée de la ville de Puthukkudiyiruppu

2.2.3 Les services de renseignement

- **Constats généraux**

Présumés s'être substitués aux anciennes patrouilles armées[161], **les agents des services de renseignement opèrent en tenue civile**, et sont donc invisibles dans l'espace public. Leur présence dans la province du Nord, notamment, demeure cependant vivement ressentie par les populations locales, qui s'estiment sous surveillance permanente, au point qu'il serait toujours dangereux aujourd'hui de s'exprimer librement dans l'espace public.[162]

Les populations locales, notamment à Jaffna, pensent que les personnes qui procèdent à des arrestations en tenue civile appartiennent toutes au ***Criminal Investigation Department*** **(CID)**, alors même qu'il peut s'agir d'agents appartenant à d'autres services, voire d'acteurs sans liens avec les autorités.[163] Lorsque les arrestations sont effectuées par des agents en tenue civile, elles s'opèrent en général sans mandat et sans que les auteurs de l'interpellation ne précisent qui ils sont, ni pour quel motif ils interviennent.[164]

Dans la province du Nord, les agents du CID et de la ***Terrorism Investigation Division*** **(TID)** ont en général leurs bureaux dans les locaux ou dans une annexe du principal commissariat de police.[165] Les bâtiments qu'ils occupent sont normalement connus et identifiés par les populations locales, qui évitent de s'en approcher.[166] Les interrogatoires se déroulent en principe dans des lieux fermés au public et séparés des commissariats de police.[167] Les interrogatoires plus violents se déroulent parfois dans des maisons isolées mais peuvent aussi avoir lieu en ville, dans des immeubles de bureau anonymes et modernes.[168]

Au niveau central, un même immeuble à Colombo abritait autrefois le CID et la TID, le premier occupant le 4e étage du bâtiment et le second le 6e.[169] Si ces services ont récemment emménagé dans de nouveaux locaux, la population a conservé l'habitude de désigner le CID comme le « **4e étage** ».[170] Il semble qu'aucune personne n'était toutefois détenue à ce 4e étage, qui n'était qu'un espace d'interrogatoires.[171]

- **Contrôles à l'aéroport international Bandaranaike**

Selon le représentant du *All Ceylon Hindu Congress*, **Les membres de la diaspora qui reviennent au pays ne sont plus inquiétés, notamment depuis l'investiture du nouveau gouvernement.**[172] Selon l'évêque de Jaffna, les catholiques de Jaffna qui vivent à l'étranger ne sont ni inquiétés, ni même interrogés à l'aéroport international Bandaranaike, lorsqu'ils reviennent aujourd'hui au pays.[173]

[160] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[161] Jaffna Social Action Center, entretien.
[162] Jaffna Social Action Center, entretien.
[163] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[164] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[165] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[166] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[167] Transparency International, entretien.
[168] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[169] Organisation internationale, entretien.
[170] Organisation internationale, entretien.
[171] Organisation internationale, entretien.
[172] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[173] JUSTIN B. GNANAPRAGASAM, évêque de Jaffna, entretien.

Un cas d'arrestation intervenu en décembre 2024, concernant un porte-parole tamoul en provenance des Pays-Bas suspecté de rapporter des fonds destinés à la résurgence des LTTE, a cependant été rapporté à la mission.[174]

Les contrôles à l'aéroport international Bandaranaike visant les exilés srilankais de retour au pays comportaient, dans les premières années suivant la fin du conflit, trois niveaux de contrôle, et donnaient lieu à des vérifications de sécurité approfondies, conduisant à ce que les personnes concernées soient maintenues dans l'enceinte aéroportuaire pendant 7 à 8 heures en moyenne, parfois jusqu'à 60 heures.[175] Les niveaux de contrôle ont ensuite été réduits à deux, puis à un seul depuis l'épidémie de COVID-19, de sorte que les rares personnes qui font aujourd'hui l'objet d'une procédure de contrôle peuvent sortir de l'aéroport en moins d'une heure.[176] Entre 2015 et 2020, les arrestations de ressortissants sri lankais de retour au pays n'ont pas excédé six à sept cas, et **dans les cinq dernières années écoulées, aucune nouvelle arrestation n'a été recensée, ni à l'aéroport, ni après le retour dans la localité d'origine.**[177] L'intensité de la surveillance dont ceux-ci font l'objet s'est également significativement réduite.[178] Ces contrôles apparaissent au demeurant incomplets et aléatoires, la mission ayant été informée que des individus au passé problématique avaient pu rentrer à Sri Lanka sans être questionnés à leur arrivée à l'aéroport international.[179]

2.2.4 L'autorité judiciaire

Les premières nominations ou promotions de magistrats effectuées par le nouveau pouvoir ont concerné des candidats reconnus pour leur expérience et expertise professionnelles et non pour leur servilité à l'exécutif.[180] La plupart des magistrats connus pour leur soutien à l'ancien gouvernement ou suspectés d'être corrompus ont pris leur retraite ou n'ont pas obtenu les promotions attendues.[181] Ce sont autant de signes qui laissent entendre que le nouveau gouvernement entend promouvoir l'indépendance de l'autorité judiciaire vis-à-vis de l'exécutif.[182]

Ce mouvement s'inscrit dans la continuité des **manifestations d'indépendance de l'autorité judiciaire** observées dans les cinq années écoulées, la justice, pourtant très politisée depuis des décennies, ayant manifesté sa volonté d'affranchissement en censurant, à plusieurs reprises et notamment au moment de l'Aragalaya, des actes de l'exécutif entachés d'excès de pouvoir (*overreach*).[183]

Cette évolution demeure cependant fragile[184], et si les interférences du pouvoir central ont toujours été rares dans les affaires de droit commun mineures relevant des tribunaux de première instance[185], des suspicions insistantes demeurent sur l'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir exécutif dans les affaires présentant un caractère politique ou mettant en cause la propriété de l'Etat sur certains terrains, dans lesquelles les magistrats seraient exposés à diverses pressions.[186] La défection médiatisée[187] du juge T. Saravanaraja, du district de Mullaitivu, qui a démissionné de ses fonctions et quitté le pays à la suite de pressions et menaces subies après qu'il a statué sur deux affaires concernant l'une le site religieux de Kurunthurmalai revendiqué par les bouddhistes, et l'autre une commémoration en l'honneur du « martyr » LTTE Thileepan, a été évoquée à plusieurs reprises comme emblématique de la faiblesse de l'autorité judiciaire à l'égard de l'exécutif.[188]

[174] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien ; Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[175] Organisation internationale, entretien.
[176] Organisation internationale, entretien.
[177] Organisation internationale, entretien.
[178] Organisation internationale, entretien.
[179] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[180] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[181] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[182] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[183] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[184] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[185] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[186] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[187] The Hindu, 29/09/2023, url.
[188] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien ; Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.

Divers tribunaux à Kilinochchi, Jaffna et Kayts :

Les effectifs de la magistrature sont cependant représentatifs de la société sri lankaise et intègrent des membres des minorités tamoules et musulmanes, y compris dans la province du Nord.[189] Selon le dirigeant de l'ITAK, ceux-ci demeurent cependant freinés dans leur développement de carrière et n'accèdent pas aux responsabilités les plus élevées.[190]

En termes d'accessibilité à la justice, il n'y a **pas de réelle difficulté à bénéficier de l'aide juridictionnelle et de l'assistance d'un avocat.**[191] Cependant, il a été exposé que les convocations au tribunal sont normalement libellées en singhalais, ce qui peut être source d'incompréhension pour les individus convoqués qui ne lisent que le tamoul.[192]

Des systèmes de règlement alternatifs des litiges existent également, pour des différends mineurs ou de faible importance (notamment lorsque l'enjeu financier est inférieur à 10 000 roupies[193]), qui peuvent être réglés au niveau des communautés locales, en dehors du système judiciaire, tant dans la

[189] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[190] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[191] Organisation internationale, entretien.
[192] Transparency International, entretien.
[193] THUSHARA KAMALRATHNE, Université de Peradeniya, entretien.

communauté musulmane[194] que dans la communauté singhalaise.[195] Dans cette dernière communauté, des conseils de médiation peuvent être organisés localement, sous le patronage de notables locaux.[196] Il est d'usage de mettre en œuvre une telle médiation avant de porter le différend en justice, mais les plaignants qui redoutent des commérages au sein de la communauté, ou qui ont insuffisamment confiance dans les notables locaux, peuvent saisir directement le tribunal compétent.[197]

2.3 Les catégories de personnes surveillées

Des catégories de personnes autrefois surveillées, telles que les pêcheurs de la péninsule de Jaffna, ne le sont plus aujourd'hui.[198] Cette population se plaint toutefois de l'inaction des autorités pour lutter contre les intrusions de navires de pêche indiens et chinois dans les eaux territoriales sri lankaises, et de ce que les près de 500 plaintes déposées à ce sujet ne sont pas traitées.[199] Les manifestations organisées pour dénoncer ces intrusions ne sont cependant pas réprimées[200], même si quelques organisateurs ont pu être déférés aux tribunaux compétents.[201]

La *Human Rights Commission of Sri Lanka* (HCRSL) identifie les **quatre catégories** suivantes de personnes qui apparaissent plus particulièrement susceptibles d'attirer l'attention de l'appareil sécuritaire et d'être placées sous surveillance.

2.3.1 Les défenseurs et militants des droits de l'homme

Qu'elles agissent à titre individuel ou sous la bannière d'une association, en tant qu'activistes ou en tant que journalistes, les personnes promouvant la défense des droits humains sont susceptibles d'être placées sous la surveillance des services de renseignement, en particulier du CID.

L'exemple le plus récent porté à la connaissance de la HRCSL concerne l'organisation, le 9 janvier 2025, d'une manifestation à Mullaitivu ayant pour objet de dénoncer le projet gouvernemental de refouler vers la Birmanie un groupe de demandeurs d'asile rohingyas.[202] Selon la HRCSL, deux des organisateurs de cette manifestation ont, en représailles, été convoqués en interrogatoire par le CID.[203]

D'après le même interlocuteur, la HRCSL demeure constamment saisie de remontées d'informations ou de plaintes de même nature, émanant de défenseurs des droits de l'homme actifs dans les provinces du Nord et de l'Est mais aussi, plus généralement, sur l'ensemble du territoire national. Cette situation ne vise pas uniquement les activistes d'appartenance ethnique tamoule et concerne tout défenseur des droits humains, quelle que soit l'origine ethnique ou la religion de la personne.[204]

Selon la HRCSL, cette catégorie de personnes est sans doute celle qui est la plus exposée à des intimidations et représailles, d'autant qu'il n'y a pas, dans les actions de l'appareil sécuritaire, de véritable hiérarchisation entre les différentes causes défendues. Si le fait de dénoncer ouvertement des violations des droits humains imputées aux pouvoirs publics est bien évidemment risqué, de simples critiques sur un projet économique local au motif qu'il porte atteinte à l'environnement, comme c'est le cas à Mannar depuis quelques années[205], peuvent être suffisantes à justifier des mesures de surveillance et des interrogatoires par le CID.[206]

Selon une ONG internationale, de nombreux journalistes d'investigation ont fui le pays à cause des menaces qu'ils ont subies.[207] Par ailleurs, la profession de journaliste demeure marquée par l'assassinat

[194] KALINGA TUDOR SILVA, Université de Peradeniya, entretien.
[195] THUSHARA KAMALRATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[196] H.D.P. PREMARATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[197] H.D.P. PREMARATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[198] JUSTIN B. GNANAPRAGASAM, évêque de Jaffna, entretien ; Fishermen Union Federation North, entretien.
[199] Fishermen Union Federation North, entretien.
[200] Fishermen Union Federation North, entretien.
[201] Fishermen Union Federation North, entretien.
[202] Ceylon Today, 10/01/2025, url ; Tamil Guardian, 09/01/2025, url ; Daily FT, 10/01/2025, url.
[203] Human Rights Commission of Sri Lanka (HCRSL), entretien
[204] Human Rights Commission of Sri Lanka (HCRSL), entretien
[205] Tamil Guardian, « Outrage in Mannar over tree felling for another wind power project », 22/01/2025, url.
[206] Human Rights Commission of Sri Lanka (HCRSL), entretien
[207] Transparency International, entretien

du journaliste Lasantha Wickrematunge intervenu le 8 janvier 2009. L'enquête sur sa mort est toujours en cours.[208] Depuis 1990, 57 journalistes, dont 42 journalistes tamouls, ont été portés disparus.[209]

En outre, les associations ou organisations œuvrant en faveur de la défense des droits humains ont, par le passé, fait l'objet de pressions insistantes du ministère de la Défense et des services de renseignement pour se faire enregistrer en tant qu'organisations non gouvernementales, afin que leurs activités puissent être contrôlées sous l'empire de la loi dite *NGO Act.*[210] Les organisations qui n'ont pas obtempéré ont été confrontées à des difficultés bancaires, les fonds leur étant destinés étant bloqués par leurs banques respectives jusqu'à ce qu'elles se soient expliquées sur leur provenance et leur destination.[211]

Les défenseurs des droits humains s'estiment ainsi placés sous la surveillance constante de la police et des services de renseignement.[212] Ils reçoivent fréquemment des appels téléphoniques menaçants et sont régulièrement convoqués pour s'expliquer sur leurs activités et déplacements.[213]

2.3.2 Les personnes recherchant la responsabilité des autorités pour les crimes commis durant la guerre

Selon la HRCSL, dont l'appréciation est sur ce point partagée par plusieurs des autres interlocuteurs de la mission[214], les proches ou associations de proches de personnes disparues durant le conflit qui mènent des actions et des campagnes en vue d'obtenir des informations sur le sort de celles-ci ou d'engager la responsabilité des autorités à raison de leurs crimes de guerre constituent une autre catégorie de personnes susceptibles d'être placées sous surveillance et inquiétées par l'appareil sécuritaire.

Selon la HRCSL, ce risque est d'autant plus élevé si les personnes en cause formulent des accusations directes contre l'armée en général, ou contre certains militaires en particulier. Il en va de même pour ceux qui ne s'en prennent pas à l'armée nationale, mais demandent des comptes pour les agissements de la faction dite « Karuna » ayant fait sécession des LTTE dans la province de l'Est en 2004, devenue ensuite l'organisation des TMVP.[215] Selon un interlocuteur de la mission, un gang, dénommé « Tripoli gang », menacerait des activistes dans la province de l'Est et serait proche de Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan, dirigeant des TMVP, qui ordonnerait certaines de ces actions.[216] Interrogé à ce sujet par la mission, celui-ci a indiqué ignorer l'existence de ce groupe, et a présenté cette information comme inventée de toutes pièces par ses adversaires politiques, dans le but de lui nuire.[217]

La HRCSL souligne que ces risques ne sont pas cantonnés aux provinces du Nord et de l'Est, et que des incidents de même nature ont été récemment rapportés dans la province du Sud, en particulier dans la localité de Marthaka.

Elle n'exclut pas que des personnes d'origine singhalaise qui militeraient activement en faveur de la répression des crimes commis par l'armée durant le conflit puissent également être exposées aux mêmes traitements.[218]

Par ailleurs, si les disparitions de personnes deviennent très rares, les acteurs impliqués dans la documentation des crimes de guerre et la collecte de preuves des exactions commises lors du conflit se montrent aujourd'hui encore très prudents quant à leurs activités et à la diffusion de leurs travaux.[219]

[208] Transparency International, entretien.
[209] Transparency International, entretien.
[210] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[211] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[212] Transparency International, entretien.
[213] Transparency International, entretien.
[214] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[215] OFPRA, DIDR, 21/12/2020, url
[216] Organisation internationale, entretien.
[217] SIVANESATHURAI CHANDRAKANTHAN *alias* PILLAYAN, TMVP, entretien.
[218] Human Rights Commission of Sri Lanka (HCRSL), entretien
[219] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

Les seuls cas récents de disparition rapportés à la mission concernent des ressortissants sri lankais, au nombre d'environ 400, partis combattre en Ukraine, mais le nouveau gouvernement serait mobilisé à ce sujet.[220]

2.3.3 Les anciens combattants et les personnes affiliées aux LTTE

Selon la HRCSL, les anciens combattants LTTE qui ont été relâchés après avoir purgé une peine d'emprisonnement ou après avoir été réhabilités demeurent soumis à des mesures de surveillance constantes et strictes et restent susceptibles d'être arrêtés au moindre faux pas.

Ces mesures de surveillance sont moins sévères à l'égard des proches de ces anciens combattants, ainsi qu'à l'égard des personnes qui avaient été contraintes d'aider les LTTE durant la phase finale du conflit, mais les cas de disparition de personnes relevant de ces dernières catégories n'ont pas totalement été élucidés, ce qui demeure une source d'inquiétude pour les populations de la province du Nord. Les intimidations dont elles font l'objet apparaissent toutefois davantage procéder du fait qu'elles constituent une cible facile pour les forces de l'ordre.

Par ailleurs, il est possible que des combattants LTTE, ou des personnes affiliées à cette organisation, aient pu échapper, notamment par corruption, au processus de réhabilitation. Ces personnes demeurent susceptibles d'être identifiées comme telles, mais le risque qu'elles soient arrêtées pour ce motif s'est significativement amoindri.[221]

L'existence de liens avec les LTTE peut ainsi demeurer source de problèmes, et la simple imputation, notamment par voie de délation, de tels liens est susceptible d'exposer les personnes visées à des interrogatoires multiples.[222] Cependant, plusieurs anciens cadres ou combattants des LTTE vivent à Sri Lanka, avec leurs familles, sans être inquiétés[223], et les persécutions systémiques à l'endroit des anciens combattants ou sympathisants des LTTE ont disparu dans les quatre dernières années.[224] Si certains individus demeurent susceptibles d'être inquiétés, la probabilité qu'une personne réhabilitée soit aujourd'hui poursuivie est présentée comme très faible, car subordonnée à l'apparition de nouvelles preuves, quinze ans après la fin du conflit. Un sociologue de l'université de Peradeniya estime même quasi-nulle la probabilité que le nouveau gouvernement se livre à des persécutions liées au conflit.[225]

Si d'anciens cadres ou combattants des LTTE sont encore détenus à ce jour, c'est en exécution des peines prononcées à leur encontre pour des crimes commis pendant le conflit.[226] Néanmoins, les anciens combattants LTTE, en particulier ceux qui ont été mutilés durant le conflit, sont les premiers à être accusés de certains crimes et délits dont les auteurs ne sont pas immédiatement identifiés, même lorsqu'il s'agit d'infractions de droit commun.[227]

Des chercheurs de l'ONG Adayaalam Centre for Policy Research craignent cependant d'être accusés de terrorisme du seul fait d'être en relation, dans le cadre de leurs travaux, avec des dizaines d'anciens combattants LTTE.[228]

2.3.4 Les personnes en conflit foncier avec l'Etat

La quatrième catégorie mise en exergue par la HRCSL est celle qui présente actuellement le moins de risques en termes de pressions étatiques. Elle est constituée par les personnes revendiquant la propriété de terrains toujours occupés par les forces armées ou, plus généralement, toujours soumises au régime de la propriété publique. Sont plus particulièrement concernés 17% des terrains accaparés par les autorités dans les provinces du Nord et de l'Est au moment du conflit et qui n'ont toujours pas été restitués aux populations locales.

[220] Organisation internationale, entretien ; DIDR, OFPRA, 18/11/2024, url.
[221] Organisation internationale, entretien.
[222] Organisation internationale, entretien.
[223] SIVANESATHURAI CHANDRAKANTHAN *alias* PILLAYAN, TMVP, entretien.
[224] DHAMMIKA HERATH, Université de Peradeniya, entretien.
[225] DHAMMIKA HERATH, Université de Peradeniya, entretien.
[226] DHAMMIKA HERATH, Université de Peradeniya, entretien.
[227] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[228] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

Selon la HRCSL, les personnes qui, avec l'aide d'avocats spécialisés, ont engagé des actions en justice contre l'Etat afin de réclamer la restitution de terrains dont elles s'estiment propriétaires, sont exposées à diverses pressions ou intimidations en vue de les faire se désister de leurs recours.

Si les cas de spoliation active de terrains appartenant aux minorités musulmanes et tamoules dans la province du Nord ont cessé avec l'arrivée du nouveau gouvernement, la question de la restitution des terrains toujours occupés par l'armée demeure particulièrement sensible. Les nouvelles autorités n'ont pas encore fourni d'orientations claires sur la manière dont elles entendaient la traiter[229], même si quelques restitutions de terrains ont été opérées à Jaffna en novembre 2024, juste avant les élections législatives.[230]

Les personnes critiquant le maintien de l'armée sur des terrains privés, ou revendiquant la propriété de terrains toujours occupés par les forces de sécurité, font l'objet d'une identification et sont surveillées, avant d'être interrogées et intimidées. Leurs maisons peuvent être perquisitionnées. Des cas de ce genre ont été signalés à Mullaitivu en janvier 2025.[231]

Ces quatre groupes identifiés par la HRCSL ne sont pas exhaustifs et n'excluent pas d'autres motifs de persécutions ou de ciblage de la part des autorités.

2.4 Les modes d'action de l'appareil sécuritaire

2.4.1 La persistance d'une surveillance généralisée de la population

Les interlocuteurs de la mission ont été nombreux à insister sur la persistance, dans l'appareil sécuritaire, et malgré les changements politiques intervenus à l'automne 2024, d'une **culture de surveillance généralisée de la population, dans les provinces de l'Est et du Nord**[232], mais aussi, plus largement, sur l'ensemble du territoire national[233]. Toutes les personnes dont les activités sont susceptibles d'attirer l'attention de cet appareil s'estiment constamment suivies ou surveillées.[234]

Chaque organisation et chaque citoyen seraient fichés, et chaque dossier, régulièrement actualisé, peut être ressorti et opposé si l'organisation ou la personne concernée se livre à des activités qui déplaisent au pouvoir.[235]

Les **déplacements des personnes surveillées** sont si suivis que la présence de celles-ci dans une zone différente de leurs zones d'action habituelles entraine la manifestation des services de renseignement locaux, qui viennent à leur rencontre pour les interroger sur les motifs de leur visite. Les manifestations sont ainsi marquées par une forte présence des forces de l'ordre et des services de renseignement, qui suivent les leaders et activistes, et interrogent les participants, ce qui suffit à inquiéter ces derniers.[236]

La **surveillance s'étend aux personnes ou communautés avec lesquelles les ONG interagissent**, les visites de celles-ci étant généralement suivies de visites des services de renseignement interrogeant les personnes visitées sur le contenu des échanges qu'elles ont eus avec ces organisations.[237]

En pratique, **les agents du CID se rendent régulièrement dans les locaux des organisations locales et assistent aux évènements communautaires**, en questionnant les participants. **Ces pratiques sont si répandues et intégrées par les populations locales qu'elles font partie de leur vie courante**[238], au point que les personnes concernées ont perdu le réflexe même de s'en plaindre aux organisations de défense des droits humains.[239] Les individus concernés s'attendent ainsi à recevoir une visite hebdomadaire des services de renseignement et les personnes qui organisent une

[229] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[230] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[231] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[232] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[233] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[234] Jaffna Social Action Center, entretien ; Crusaders for Democracy, entretien ; Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[235] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[236] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[237] Jaffna Social Action Center, entretien.
[238] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[239] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

manifestation ou une commémoration savent que ces services seront présents pour observer ces évènements.[240] Cette surveillance constante peut cependant affecter la santé mentale d'anciens membres des LTTE, qui se retrouvent anxieux ou mentalement très affectés.[241]

Dans la plupart des cas, les autorités s'en tiennent à ces mesures de surveillance visibles, manifestant leur contrôle sur la population, sans chercher à arrêter les activistes ou les manifestants.[242]

La prévalence des dispositifs de surveillance est telle que la crainte d'être photographié et recensé par les services de renseignement peut dissuader des activistes, notamment ceux appartenant à la communauté LGBTQI+, de se rendre au contact des populations.[243]

Elle explique également la persistance de soupçons pesant sur certaines catégories de personnes, telles que les étudiants singhalais poursuivant leurs études à l'université de Jaffna, d'œuvrer comme informateurs pour les forces de l'ordre, alors même que le contrôle de l'armée sur les activités de l'université s'est considérablement réduit.[244]

Des critiques ont, par ailleurs, été exprimées quant à la mise en œuvre de la loi *NGO Act*, qui permet au gouvernement d'accéder à l'ensemble des informations, y compris financières, relatives au fonctionnement des organisations non gouvernementales enregistrées et qui est présenté comme particulièrement intrusif.[245] Si sa mise en œuvre demeure très incomplète, sa combinaison avec la loi PTA et **la loi *Online Safety Act*** (promulguée le 1er février 2024[246] et encore peu mise en œuvre[247]) fait peser une sérieuse menace sur la société civile[248], ainsi que sur la liberté de la presse et la liberté d'expression.[249] Des cas ont ainsi été rapportés de personnes arrêtées et interrogées dans les 24 heures suivant la parution, sur les réseaux sociaux, de publications hostiles au gouvernement ou à l'Etat. Pour les mêmes motifs, trois YouTubers tamouls ont également été arrêtés et interrogés.[250]

S'agissant des **flux financiers en provenance de l'étranger**, si des doutes sont émis quant au fait que la réglementation les régissant soit toujours strictement mise en œuvre aujourd'hui[251], la surveillance et le contrôle dont ils font l'objet demeure un sujet de préoccupation pour plusieurs des interlocuteurs de la mission. Les comptes bancaires des activistes et des défenseurs des droits de l'homme sont surveillés, et tout flux financier suspect peut donner lieu à convocation et interrogatoire.[252] La fondatrice d'une association de défense des familles de personnes disparues a ainsi exposé à la mission qu'à la suite d'une manifestation organisée à Kilinochchi en décembre 2024, elle a été convoquée par le CID et interrogée durant cinq heures au sujet de virements en provenance du Royaume-Uni, de France et de Suisse, où résident respectivement son fils, sa sœur et son frère. A l'issue de cet interrogatoire, l'enquêteur lui a indiqué être convaincu de son innocence et vouloir procéder à la clôture définitive de son cas. Mais, peu de temps après, les acquéreurs de deux des maisons vendues par l'intéressée ont à leur tour été interrogés par le CID, pour soupçon d'avoir contribué à financer la manifestation.[253]

Cette surveillance des flux financiers provenant de l'étranger procèderait d'une **simple circulaire gouvernementale adressée aux établissements bancaires** et habilitant ceux-ci à retenir les fonds tant que les soupçons de blanchiment ou de financement du terrorisme n'étaient pas levés.[254] Si seuls les virements d'un montant élevé sont systématiquement investigués, le profil particulier d'un bénéficiaire peut justifier qu'il soit interrogé sur la réception de versements d'un montant aussi bas que 1 000 dollars US, voire 500 dollars US. Des **procédés de contournement de cette réglementation** se sont cependant récemment développés, en dehors des circuits bancaires traditionnels.[255]

[240] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[241] Crusaders for Democracy, entretien.
[242] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[243] Equité, entretien.
[244] SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya, entretien.
[245] Organisation internationale, entretien.
[246] Parlement de Sri Lanka, url.
[247] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[248] Organisation internationale, entretien.
[249] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[250] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[251] THUSHARA KAMALRATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[252] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED, Kilinochchi), entretien.
[253] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[254] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[255] KALINGA TUDOR SILVA, Université de Peradeniya, entretien.

2.4.2 Harcèlement, intimidations et visites domiciliaires

Les opérations de surveillance de la population s'accompagnent de moins en moins de pratiques de **harcèlement**, notamment téléphoniques, qui s'avèrent aujourd'hui résiduelles.[256] Cependant, lorsqu'une manifestation est annoncée, les personnes susceptibles d'y participer peuvent recevoir des appels téléphoniques leur conseillant de ne pas s'y rendre et de rester à domicile. De même, à l'annonce d'une manifestation, leurs organisateurs peuvent recevoir des appels téléphoniques et être interrogés sur leurs soutiens logistiques et financiers.[257]

Les **menaces** de l'appareil sécuritaire, lorsqu'elles sont faites, ne sont pas nécessairement verbales, ni directes : elles prennent souvent la forme de questions posées aux personnes surveillées ou à leurs proches, concernant leurs mouvements, l'identité des personnes qu'elles reçoivent, l'objet de telle ou telle manifestation, etc.[258] Il apparaît ainsi très difficile pour une personne isolée, faisant valoir ses droits sans le soutien d'une organisation, de résister aux intimidations de l'appareil sécuritaire.[259]

Ces **intimidations peuvent viser les proches d'une personne surveillée**, mais elles ne sont alors pas indiscriminées, et ne sont mises en œuvre qu'à l'encontre de certains individus particulièrement ciblés, que l'appareil sécuritaire cherche à briser psychologiquement en s'en prenant d'abord aux membres de sa famille. Pour faire taire les revendications de certains habitants de la province du Nord, le CID peut entrer en contact avec leurs proches exilés à l'étranger afin de tenter de leur faire cesser leurs activités.[260]

Les **visites domiciliaires** demeurent régulières : elles visent en particulier certaines organisations de défense des droits humains ou politiques, qui peuvent être visitées chaque mois.[261] Sivanathan Navindra *alias* Venthan, leader du parti politique *Crusaders for Democracy* et ancien garde du corps de Velupillai Prabhakaran, leader défunt des LTTE, a, à cet égard, indiqué à la mission qu'il recevait environ deux fois par mois, et depuis des années, la visite de la police ou de l'armée. Lors de ces visites, les agents gouvernementaux se limitent à poser quelques questions, sans perquisitionner le domicile ni emmener l'intéressé dans des locaux gouvernementaux pour interrogatoire ou arrestation. Le fait même que les forces de l'ordre se présentent au domicile d'une personne est mal vu par le voisinage, et celle-ci peut être ostracisée pour ce motif. Des visites des forces de sécurité se font également sur le lieu de travail de ces personnes, ce qui peut conduire à leur licenciement.[262]

Enfin, dans le cadre du programme « *Clean Sri Lanka* »[263], visant à préserver l'environnement et la propagation des maladies véhiculées par les moustiques, les forces de l'ordre ont pu procéder, sans mandat, à des visites domiciliaires.[264]

2.4.3. Arrestations et détentions

Malgré ses promesses électorales, le nouveau gouvernement n'a pas encore abrogé la loi d'exception PTA, qui demeure en vigueur et appliquée.[265] Ainsi, en octobre 2024, lors de l'affaire dite de l'Arugam Bay relative à des menaces et des tensions avec des ressortissants israéliens, quatre personnes, d'origine tamoule ou de confession musulmane, ont été arrêtées sous le coup de la PTA.[266] La PTA est aussi utilisée pour réprimer des infractions liées à la criminalité organisée, notamment en matière de trafic de stupéfiants.[267] Encore récemment, des enquêtes ont pu être diligentées sur son fondement en cas de réception, depuis l'étranger, de fonds d'un montant supérieur à 30 millions de roupies (85 297 €), par crainte que ces sommes ne proviennent d'anciens cadres LTTE installés hors du pays.[268]

[256] Jaffna Social Action Center, entretien.
[257] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[258] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[259] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[260] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[261] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[262] SIVANATHAN NAVINDRA *alias* VENTHAN, Crusaders for Democracy, entretien.
[263] https://cleansrilanka.gov.lk
[264] Equité, entretien.
[265] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[266] Organisation internationale, entretien ; Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[267] Organisation internationale, entretien.
[268] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.

Le nombre de personnes maintenues en détention en application de la PTA, en répression des attentats de Pâques d'avril 2019, est aujourd'hui inférieur à 50, pour plusieurs centaines de personnes initialement arrêtées.[269] Le nombre des personnes qui ont été détenues en exécution de la PTA, au titre de leur participation au mouvement de l'Aragalaya, serait de l'ordre de 2 à 3[270], mais toutes ont été relâchées dès septembre 2022.[271] **Le nombre total des personnes poursuivies ou détenues en application de la PTA est de l'ordre d'une centaine.**[272]

Ainsi, ni la PTA, ni la *NGO Act* ne sont massivement utilisées pour justifier des arrestations[273], même si elles s'appliquent principalement à des citoyens tamouls ou musulmans.[274]

Par le passé, les autorités ont pu procéder à des arrestations « par grappes » (*cluster arrests*), consistant à arrêter indistinctement une dizaine de personnes liées professionnellement, amicalement ou familialement à une personne suspectée d'avoir commis une infraction.[275] Les personnes innocentes arrêtées dans ce cadre étaient rapidement relâchées, sans être inquiétées davantage par les autorités, mais, dans leur voisinage et leur communauté, elles ont pu être ostracisées pour ce motif, la majorité de la population ne souhaitant pas être considérée comme étant en relation avec une personne ciblée par le CID.[276]

Par ailleurs, selon un responsable du *All Ceylon Hindu Congress*, de nombreux jeunes hommes, arrêtés durant le conflit armé pour des motifs politiques, seraient toujours maintenus en détention.[277] **Les anciens cadres des LTTE maintenus en détention seraient au nombre de 15**[278] **à 19**[279]. Ils étaient autrefois séparés des autres détenus, mais demeurent aujourd'hui incarcérés dans des établissements qui ne sont pas des prisons de haute sécurité. Par ailleurs, **le nombre de personnes actuellement en détention en raison de leurs liens réels ou imputés avec les LTTE est inférieur à 100**. Le nombre de cas de personnes arrêtées au motif qu'elles sont suspectées d'œuvrer à la résurgence des LTTE se limite à deux ou trois cas de personnes revenant au pays depuis l'Inde.[280]

Si plusieurs libérations sont intervenues au cours des deux dernières années, des campagnes de pétition sont toujours menées dans les provinces de l'Est et du Nord pour obtenir la libération de prisonniers politiques toujours maintenus en détention pour des raisons sécuritaires.[281] Les personnes relâchées dans ce cadre demeurent surveillées et sujettes à des visites domiciliaires, et leurs voisins sont régulièrement questionnés à leur sujet. Elles demeurent perçues comme susceptibles de reprendre à tout moment la lutte armée, alors même qu'elles sont manifestement inaptes à combattre.[282]

Les **arrestations visant la jeunesse tamoule se font de plus en plus rares**, le niveau de militantisme actif et visible des jeunes des provinces de l'Est et du Nord étant relativement bas, soit parce que les contingences économiques l'emportent sur les combats politiques, soit parce que l'expérience de leurs aînés leur a appris à se montrer prudents.[283]

La marche P2P, qui s'est déroulée en février 2021,[284] a été particulièrement surveillée, les services de renseignements ayant pris de nombreuses photographies des cortèges et conservé les enregistrements de vidéo-surveillance, mais aucune arrestation n'a été opérée durant la manifestation. Néanmoins, une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans les jours qui ont suivi, puis libérées.[285] Aucune disparition suspecte ne semble en relation avec cet évènement.[286]

[269] Organisation internationale, entretien.
[270] Organisation internationale, entretien.
[271] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[272] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[273] Organisation internationale, entretien.
[274] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien ; Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[275] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[276] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[277] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[278] Crusaders for Democracy, entretien.
[279] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[280] Organisation internationale, entretien.
[281] Organisation internationale, entretien ; Tamil Guardian, 09/01/2025, url.
[282] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[283] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[284] DIDR, OFPRA, 23/02/2022, url
[285] Transparency International, entretien.
[286] Green Care Sri Lanka, entretien.

En termes de **modes opératoires des services de renseignement**, les **enlèvements dans des « vans blancs »**, ou d'une autre couleur, ne sont pas un mythe : cette pratique a effectivement existé.[287] Initialement utilisée par les services de renseignement, cette méthode d'enlèvement, visant à terroriser certains secteurs de la population, a également été mise en œuvre par d'autres acteurs non étatiques.[288] Mais **les services de renseignement n'y ont plus recours aujourd'hui.**[289] Dans la province du Nord, en particulier, seuls deux à trois cas de disparitions suspectes ont été recensés au cours des cinq années passées.[290]

S'agissant de la **population carcérale**, les conditions de détention se sont significativement améliorées et le nombre de personnes détenues pour des motifs politiques est très bas, deux tiers des personnes actuellement incarcérées l'étant pour des infractions liées à l'usage et au trafic de produits stupéfiants.[291]

Enfin, les **exécutions extrajudiciaires**, courantes durant la guerre civile et dans les premières années qui ont suivi la fin du conflit, sont devenues exceptionnelles, mais elles demeurent inscrites dans la mémoire collective et inhibent les velléités revendicatives des populations minoritaires.[292]

Poste des forces de sécurité à l'entrée du pont de Vadduvakal dans le district de Mullaitivu

[287] Organisation internationale, entretien.
[288] Organisation internationale, entretien.
[289] Organisation internationale, entretien.
[290] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[291] Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[292] Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.

3. Les particularités des provinces du Nord et de l'Est

Depuis l'élection d'un nouveau gouvernement à l'automne 2024, plusieurs signaux ont été envoyés en faveur d'une reconnaissance accrue des minorités, notamment tamoule et musulmane. La mission a permis de documenter la situation actuelle et particulière des provinces du Nord et de l'Est, longtemps affectées par la guerre civile, la marginalisation économique et les dynamiques de surveillance sécuritaire.

Il en ressort une image contrastée : si des avancées notables ont été enregistrées sur certains plans (reconstruction des infrastructures, reconnaissance linguistique symbolique), de profondes inégalités persistent, notamment en matière de justice, d'accès aux droits et de réconciliation nationale.

3.1. Les fractures visibles entre les provinces du Nord et de l'Est et le reste du pays

Le 4 février 2025, à l'occasion de la fête de l'indépendance de Sri Lanka, l'hymne national a été chanté pour la première fois en singhalais et en tamoul. Par ce geste symbolique, le nouveau gouvernement a voulu adresser un message fort, affirmant que la communauté tamoule avait toute sa place au sein de la nation sri-lankaise.[293] Le président Dissanayake a également exprimé son attachement aux minorités et, pour illustrer ses propos, s'est rendu en janvier 2025 dans la province du Nord. Ces initiatives marquent une rupture avec les pratiques de ses prédécesseurs et visent à mettre en lumière des régions et des populations longtemps marginalisées.[294] En février 2025, la Première ministre, Harini Amarasuriya, est venue également dans le Nord, mais Aru Thimmurugan du *All Ceylon Hindu Congress* regrette que le public n'ait pas eu l'occasion de pouvoir la rencontrer et de débattre avec elle.[295] Néanmoins, selon les représentants de l'ITAK à Kilinochchi, dans différents villages, à l'initiative des groupes locaux du JVP, elle a été reçue par la population qui a cuisiné pour elle et l'a bien accueillie.[296]

3.1.1. Des provinces peu attractives affectées par le manque d'emplois

Une fracture nette reste perceptible entre ces provinces du Nord et de l'Est et le reste du pays. En parcourant le territoire, notamment de Trincomalee à Mullaitivu, puis à travers le Vanni jusqu'à la péninsule de Jaffna, la mission a remarqué des paysages sans reliefs, constitués de brousse, de forêts, de marécages et de terres sèches où sont surtout pratiqués une riziculture extensive et l'élevage de bovins. Les villages et les habitations sont peu nombreux et dispersés. Cette différence s'explique par plusieurs facteurs : un climat plus sec, les séquelles de la guerre civile (le Vanni ayant été occupé par les LTTE pendant une vingtaine d'années et la péninsule de Jaffna ayant alors été coupée du reste du pays), le tsunami de 2004, mais aussi un manque historique d'investissements publics et privés dans ces régions. Au cours de la mission, très peu d'industries ou d'entreprises d'envergure nationale ont été identifiées dans ces zones, où l'économie locale repose essentiellement sur **la pêche et l'agriculture**. En outre, l'expulsion de dizaines de milliers de musulmans de Jaffna par les LTTE en 1990 a tari une partie des activités commerciales de cette ville, qui était le trait d'union entre l'île et le sous-continent indien.

Séchage du paddy sur une route du district de Mullaitivu dans la province Nord

Actuellement, la chute des cours mondiaux des matières premières grève les exportations, comme celles de noix de coco et de paddy dans le Nord.[297]

[293] Transparency International, entretien ; Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[294] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[295] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[296] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[297] All Ceylon Hindu Congress, entretien.

Dans l'Est, les marchés et le secteur de l'énergie sont contrôlés par les sociétés multinationales, chinoises et indiennes en particulier, ce qui pénalise les entreprises locales et les petits producteurs.[298]

Dans les provinces du Nord et de l'Est, de nombreuses familles vivent exclusivement de la pêche, souvent dans des conditions précaires. Les syndicats de pêcheurs dénoncent le manque de soutien du gouvernement face à la pêche illégale pratiquée dans les eaux sri lankaises par des chalutiers chinois et indiens.[299]

Même avant le conflit, **des disparités économiques importantes** existaient déjà. Les gouvernements successifs n'ont jamais réellement cherché à développer le Nord et l'Est du pays, certains attribuant cette situation à une méfiance persistante des autorités à l'égard de la communauté tamoule, ce qui a freiné les investissements publics.[300] De surcroit, aujourd'hui encore, une partie de la population de ces régions tend à revendiquer d'abord la reconnaissance de ses droits en tant que minorité ethnique avant de formuler des demandes de développement économique.[301]

Cependant, selon Muttukrishna Sarvanathan, professeur d'économie à l'université de Jaffna, le gouvernement du président Mahinda Rajapaksa a beaucoup investi dans le Nord, après la fin de la guerre civile, entre 2009 et 2014, dans les industries et les infrastructures, comme les routes, les télécommunications et l'énergie. Il s'agissait d'une stratégie politique pour reconnecter les populations de cette région au reste du pays, mais le fossé culturel s'est maintenu.[302] La présente mission a ainsi pu constater une très grande différence avec l'état de délabrement observé en 2011 dans le Vanni par la précédente mission de l'OFPRA.[303]

La route A9 traversant Kilinochchi en 2011 (à gauche, photo. OFPRA, DR) et en 2025 (à droite)

Le budget adopté en février 2025 par le nouveau gouvernement consacre d'importants crédits à la région Nord. Il prévoit un projet de création d'une usine chimique à Parantan, où il en existait une avant la guerre. Le gouvernement a aussi promis de rénover les routes en milieu rural.[304]

Le manque d'opportunités économiques reste néanmoins particulièrement criant dans le Nord et l'Est : peu d'offres d'emploi, quasi-absence d'industries et peu d'investissements. Cette situation pousse les jeunes Tamouls à migrer vers Colombo dans l'espoir d'y trouver du travail. Toutefois, une fois sur place, les emplois sont souvent prioritairement attribués aux membres de la majorité singhalaise, en raison de la nécessité de parler singhalais pour les occuper.[305]

[298] Transparency International, entretien ; Green Care Sri Lanka, entretien.
[299] Fishermen Union Federation North, entretien.
[300] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[301] Transparency International, entretien.
[302] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[303] OFPRA, 09/2011, url
[304] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[305] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien ; Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien; All Ceylon Hindu Congress, entretien.

Dans le nord du district de Trincomalee :

Dans le district de Mullaitivu :

Dans le district de Mullaitivu (à gauche) et dans le nord du district de Trincomalee (à droite) :

Dans le district de Jaffna :

3.1.2. L'espoir de la migration

Selon Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan, ancien *Chief Minister* de la province Est, la crise économique conduit de nombreux Sri Lankais – Tamouls et Singhalais confondus – à quitter le pays. Selon lui, le gouvernement, en grande difficulté, n'est pas en mesure de mettre en œuvre de véritables programmes de soutien ou de relance économique. Il constate que beaucoup de personnes partent vers l'Europe, où ils espèrent trouver de meilleures conditions de vie et envoyer des fonds à leurs proches restés à Sri Lanka.[306]

Agence de voyages à Jaffna

Selon Muttukrishna Sarvanathan, de 2010 à 2019, l'émigration a diminué sensiblement, mais **la crise économique exacerbée par la période de confinement de la COVID-19 a provoqué une augmentation de départs, légaux et illégaux, vers l'étranger**. De nombreuses personnes tentent d'obtenir des visas d'étudiants avec l'aide de personnels de l'éducation qui leur délivrent de faux diplômes, ou d'autres font des demandes d'asile. De plus, beaucoup de jeunes qui avaient été surveillés par la police pendant l'Aragalaya sont partis. Le trafic illégal de migrants se fait surtout par bateaux, au départ de la province du Nord ou de Negombo. Certains anciens membres des LTTE connaissant bien la navigation en mer peuvent conduire ces opérations. Leur principale destination est l'Australie, parfois même le Canada. D'autres se rendent en Corée du Sud ou au Japon, et désormais aussi en Malaisie et Singapour avec des visas de visite ou de tourisme, pour tenter ensuite de rejoindre l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Par ailleurs, **le gouvernement roumain a mis en place un quota de 20 000 emplois ouverts aux Sri Lankais**, qui peuvent ensuite se rendre illégalement de Roumanie vers d'autres pays européens, notamment au Royaume-Uni. Ceux qui vont au Moyen-Orient passent par des agences spécialisées depuis les années 1980, en particulier les femmes de ménage singhalaises. Certains ont des qualifications spéciales, et peuvent partir légalement, comme les médecins anesthésistes recrutés par les services sanitaires britanniques lors de la pandémie de COVID-19 ou les électriciens au Moyen-Orient. Les étudiants musulmans, notamment en médecine et ingénierie, se rendent surtout au Pakistan et en Inde, grâce à des bourses d'études.[307]

3.1.3. L'augmentation des activités illégales

La crise économique actuelle a accentué la fragilité sociale de ces provinces, entraînant une dégradation de la situation sécuritaire et une augmentation des activités illicites, en particulier du **trafic et de la consommation de stupéfiants**. Si les activités de contrebande ont diminué, le trafic de drogue, essentiellement du cannabis, existe entre l'Inde et les côtes de Sri Lanka qui sont proches, comme à Point Pedro.[308]

À Kilinochchi, le problème de la drogue est particulièrement préoccupant. Il est souvent avancé que ces trafics bénéficient de la complicité passive – voire active – de certains politiciens et membres des forces de l'ordre, dans l'objectif implicite d'empêcher toute émancipation des populations du Nord. Alors même que, selon une association de jeunes intitulée *Sri Lanka Unites Reconciliation Center*, des *checkpoints*

[306] SIVANESATHURAI CHANDRAKANTHAN *alias* PILLAYAN, entretien.
[307] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.
[308] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien ; organisation internationale, entretien.

subsistent dans ces zones, la circulation des stupéfiants y reste largement incontrôlée, suggérant une forme de tolérance des autorités dans la province Nord.[309]

Des initiatives citoyennes locales ont vu le jour pour dénoncer et tenter d'endiguer cette situation : des associations et militants ont organisé des manifestations et interpellé les autorités pour exiger des actions concrètes. Cependant, ces démarches restent sans réponse. De plus, dans certains cas, les informateurs ayant aidé les forces de l'ordre à identifier des trafiquants ont rapidement été repérés et menacés par les réseaux criminels.[310]

3.1.4. Un trilinguisme inachevé

Sur le plan linguistique, bien que le tamoul soit reconnu officiellement comme l'une des deux langues nationales officielles avec le singhalais et l'anglais, les documents administratifs, notamment judiciaires, sont presque tous systématiquement rédigés en singhalais. **Les services d'interprétariat, en particulier dans les commissariats, sont encore largement insuffisants.** A cela s'ajoute également un problème de recrutement de tamoulophones, Tamouls ou musulmans, dans les organismes étatiques. Lors de la visite du commissariat de Kandy, il a été confirmé que, même si un service d'interprétariat est théoriquement disponible pour les tamoulophones, **les dépôts de plainte et d'autres documents officiels continuent à être rédigés uniquement en singhalais**. Ainsi, les personnes tamoulophones sont régulièrement contraintes de signer des documents qu'elles ne peuvent ni lire ni comprendre.[311]

Les personnels hospitaliers, médecins et infirmières, singhalais qui refusaient d'être affectés dans le Nord en raison de la guerre, y viennent en plus grand nombre, mais doivent apprendre le tamoul pour communiquer avec leurs patients.[312]

La même problématique se retrouve dans les projets de microfinance destinés à favoriser l'autonomisation, notamment des femmes : les contrats sont rédigés en singhalais, ce qui empêche une partie des bénéficiaires d'en comprendre les termes.[313]

En sus de ce manque flagrant d'investissement étatique, l'apprentissage bilinguistique se heurte également à un enjeu identitaire et un **rejet du singhalais de la part des populations tamoulophones du Nord et de l'Est**, pour qui l'apprentissage de cette langue peut parfois être perçu comme une forme d'assimilation, voire de renoncement identitaire.[314]

Le système éducatif est, d'ailleurs, cloisonné. Dans les écoles publiques, la langue d'enseignement dépend de la majorité linguistique de la population locale ; ainsi, **dans les zones peuplées majoritairement de tamoulophones (Tamouls et musulmans), l'enseignement se fait en tamoul**, y compris pour la minorité d'élèves singhalais comme à Kantale, et **en singhalais dans les zones à majorité singhalaise**. Dans les établissements privés, l'anglais prédomine.[315]

À l'université de Jaffna, certaines disciplines, comme le droit, sont enseignées en anglais. Ces dernières années, le nombre d'étudiants singhalais, musulmans et tamouls des montagnes méridionales inscrits à ces cursus anglophones

Entrée de l'université de Jaffna

[309] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien ; All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[310] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[311] Commissariat de Kandy, entretien ; Green Care Sri Lanka, entretien ; All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[312] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[313] Transparency International, entretien.
[314] Rural Economic and Community Development Organization (RECDO), entretien.
[315] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien.

a augmenté, ce qui suscite des oppositions, notamment au sein du corps enseignant qui compte des membres nationalistes tamouls proches de la diaspora souhaitant maintenir un enseignement uniquement en langue tamoule. Pourtant, la maîtrise de l'anglais offre des opportunités d'emploi beaucoup plus vastes, en particulier dans les autres provinces et à l'étranger. De plus, les étudiants utilisent maintenant des logiciels de traduction automatique.[316]

À Colombo, les noms de rue et les panneaux de signalisation sont affichés dans les trois langues officielles. Ce trilinguisme est également visible dans les campagnes du Vanni.

Panneaux trilingues au centre de Colombo (à gauche) et sur une route de campagne non goudronnée dans le Vanni (à droite)

3.2. La situation des anciens membres des LTTE et de leurs proches

3.2.1. Une surveillance étroite des ex-combattants LTTE

Selon le parti *Crusaders for Democracy*, fondé par d'anciens membres des LTTE, **quinze anciens combattants LTTE sont encore détenus à ce jour**, tandis que le dernier centre de réhabilitation, situé à Vavuniya, a libéré les derniers détenus des LTTE en 2018[317]. **Un petit groupe de personnes accusées d'avoir mené après la guerre des activités liées aux LTTE serait également toujours en détention**[318]. Certaines arrestations récentes peuvent viser des individus soupçonnés de tenter de raviver le mouvement, notamment à travers des actions sociales en faveur des populations du Nord et de l'Est et des victimes de la guerre. Des membres de la diaspora tamoule séjournant à Sri Lanka peuvent également être accusés de vouloir refonder le mouvement des LTTE, notamment depuis l'Inde.[319]

À l'issue du conflit armé qui a duré plus de trente ans, les anciens LTTE ainsi que leurs familles ont été placés sous surveillance étroite par les autorités. **Seize ans après la fin de la guerre, nombre d'entre eux affirment faire l'objet d'une attention persistante et d'un harcèlement continu par les services de sécurité**.[320] Par crainte d'attirer l'attention des autorités, certaines familles refusent de faire enregistrer par les autorités la disparition d'un proche ayant appartenu aux LTTE. En effet, il est encore possible aujourd'hui d'être harcelé ou arrêté en raison de liens familiaux avec d'anciens membres de ce mouvement séparatiste[321]. Au surplus, les activistes ayant des proches anciennement engagés dans

[316] MUTTUKRISHNA SARVANATHAN, Université de Jaffna, entretien ; SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[317] Crusaders for Democracy, entretien. Selon Adayaalam Centre for Policy Research, ces camps de réhabilitation ont ensuite servi à interner les personnes dépendantes de drogues et environ 2 000 suspects musulmans après les attentats de Pâques 2019.
[318] Organisation internationale, entretien.
[319] Organisation internationale, entretien.
[320] Crusaders for Democracy, entretien ; Association For Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[321] Organisation internationale, entretien ; Association For Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien ; Transparency International, entretien.

les LTTE sont davantage susceptibles d'être surveillés ou menacés.[322] Les familles peuvent être convoquées régulièrement ou faire l'objet d'appels téléphoniques intrusifs leur demandant d'expliquer leurs déplacements, les autorités interrogeant même les voisins ou proches afin de recueillir des informations. Ces personnes peuvent perdre leur statut dans la société en raison des nombreuses convocations policières auxquelles elles doivent répondre ou des visites des autorités sur leur lieu de travail ou chez eux.[323] Les LTTE récemment libérés de prison sont également étroitement surveillés par les services de sécurité, qui les visitent à leur domicile.[324] Le local des *Crusaders for Democracy* à Mullaitivu a été fermé en 2019 à la suite de visites incessantes des autorités.[325]

3.2.2. Surveillance des activités publiques liées à la mémoire de la guerre

L'appareil sécuritaire maintient une présence et une forme de pression constante dans le Nord. Des agents du *Criminal Investigation Department* (CID) assistent régulièrement aux événements publics, interrogent les manifestants, les anciens combattants LTTE et leurs familles. Parfois des membres de leur famille dans la diaspora sont contactés par téléphone par le CID pour qu'ils convainquent ceux-ci de cesser leur activités politiques. Bien que le nouveau gouvernement ait autorisé les cérémonies de commémoration des victimes de la guerre, **tout soutien explicite à l'organisation des LTTE, classée officiellement comme terroriste, reste formellement interdit**.[326]

En mai 2024, des commémorations ont pu se dérouler dans le Nord, peu avant les élections. Toutefois, des tensions ont éclaté en raison de la présence d'une bannière proclamant : « Commémorons le génocide ».[327] Si aucune arrestation n'a été recensée, plusieurs participants ont toutefois été interrogés.[328]

En novembre 2024, **le nouveau gouvernement a autorisé la tenue de cérémonies commémoratives appelées « Maaveerar Naal »**. Cependant, les services de sécurité sont restés très présents lors de cet événement tenu le 27 novembre, observant et identifiant les participants.[329] Si des interlocuteurs ont déploré l'impossibilité d'allumer des lanternes dans les zones sous contrôle militaire[330] ainsi que le maintien, sur plusieurs sites, d'agents des services de renseignement en tenue civile, surveillant les opérations et interrogeant certains des participants[331], aucun incident notable n'a été rapporté à la mission et le nombre d'arrestations opérées dans ce cadre et portées à sa connaissance a été particulièrement bas.[332]

3.2.3. Précarité sociale des anciens combattants LTTE

Les anciens membres des LTTE réhabilités vivent souvent en marge de la société et dans la pauvreté.[333] Il leur est extrêmement difficile de trouver un emploi stable ou un logement. En effet, en raison de la surveillance dont ils font toujours aujourd'hui l'objet, les patrons hésitent à les engager. Lorsqu'un ancien combattant LTTE est embauché, les autorités, notamment le CID, se rendent parfois sur son lieu de travail pour l'interroger ou y interroger son employeur et le dissuader d'embaucher cette personne, ce qui aboutit fréquemment à son licenciement.[334] Les anciens combattants LTTE, en particulier ceux handicapés, sont les personnes les plus marginalisées et ne bénéficient d'aucune aide publique.[335] Ils n'ont parfois pas d'accès aux soins, car leurs blessures et leur physionomie d'anciens

[322] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[323] Transparency International, entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[324] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[325] Crusaders for Democracy, entretien.
[326] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[327] Transparency International, entretien ; Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[328] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[329] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Crusaders for Democracy, entretien.
[330] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[331] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Crusaders for Democracy, entretien.
[332] Aucune arrestation selon le Center for Policy Alternatives (CPA) et une organisation internationale, entretiens ; trois arrestations recensées par l'Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; une arrestation à Muttur, dans le district de Batticaloa, évoquée par Green Care Sri Lanka, entretien.
[333] Transparency International, entretien.
[334] Crusaders for Democracy, entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[335] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

combattants sont repérables facilement par les personnels de santé qui les rejettent ou les questionnent sur leur passé.[336]

Par ailleurs, des agents de sécurité peuvent exploiter l'ancien lien d'un individu avec l'organisation des LTTE pour lui extorquer de l'argent.[337] De même, lorsque des crimes ou délits sont commis, d'anciens membres des LTTE figurent souvent parmi les premières personnes convoquées ou suspectées, qu'ils soient directement concernés ou non. Le simple fait d'avoir un lien passé avec les LTTE suffit parfois à justifier ce harcèlement, y compris émanant de membres de leur famille.[338]

Parfois, leur famille et leur communauté villageoise les rejettent pour ne pas avoir à subir le harcèlement des autorités, se méfient d'eux ou les considèrent comme des informateurs des services de sécurité.[339] De plus, certaines personnes de ces communautés se moquent de leur situation actuelle en la comparant à celle de la période de gouvernance des LTTE. Les anciennes combattantes qui avaient rejoint les séparatistes armés pour échapper à un mariage arrangé, défiant les normes sociales traditionnelles et disposant alors d'un grand pouvoir politico-militaire sur les villageois, sont particulièrement visées par ces railleries.[340]

Ces anciens combattants LTTE peinent à trouver un emploi stable et durable depuis la fin de la guerre et de leur réhabilitation. Beaucoup d'entre eux travaillent dans des structures gouvernementales. C'est le cas, par exemple, des ***Civil Security Departments*** **(CSD)**, le plus souvent des **fermes gérées par l'armée**, qui emploient majoritairement d'anciens membres des LTTE.[341] Certains d'entre eux ont, par ailleurs, été affectés à des travaux de déminage.[342] Bien qu'il ne s'agisse pas de camps de réhabilitation ni de travail forcé, et que les salaires y soient relativement compétitifs pour la région, des cas de maltraitance, d'agressions sexuelles, de surveillance et de pressions ont été signalés. Au surplus, en échange de cet emploi, les employés sont également incités à fournir des informations sur leur communauté d'origine. Cette situation les place dans une position ambivalente : bien que réintégrés par un emploi rémunéré, ils sont néanmoins souvent considérés comme des collaborateurs de l'armée par la population locale et font alors l'objet de défiance et de suspicion. Cette suspicion est également présente entre travailleurs des CSD.[343]

Certains interlocuteurs rencontrés par la mission tiennent toutefois un discours plus positif, mais moins partagé. Ainsi, Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan, dirigeant du parti *Tamil Makkal Viduthalai Pulikal* (TMVP) et combattant des LTTE de 1991 à 2004, affirme que les anciens combattants LTTE ne rencontrent plus de difficultés majeures et sont bien intégrés dans la société.[344]

L'*Adayaalam Centre for Policy Research* a rédigé un rapport sur la situation des anciens combattants LTTE. Par crainte de représailles, ce rapport n'a pas été rendu public, et a uniquement été transmis à des organisations internationales et aux Nations unies. Cet organisme a, par le passé, été surveillé par le CID et le TID, en raison de ses travaux sur la marginalisation de la communauté tamoule. Ses comptes bancaires ont fait l'objet de contrôles répétés, et des explications ont été exigées par les autorités pour tout financement provenant de l'étranger.[345]

3.3. Spoliation et occupation des terres tamoules et musulmanes

3.3.1. Une restitution inachevée des terres occupées

Un enjeu central dans les provinces du Nord et de l'Est demeure la spoliation et l'occupation des terres appartenant à des membres des communautés tamoule et musulmane par les autorités. Bien qu'aucun nouveau cas de spoliation n'ait été officiellement recensé depuis le changement de régime en 2024, de

[336] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Transparency International, entretien.
[337] Transparency International, entretien.
[338] Human Rights Commission of Sri Lanka, entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[339] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien; Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[340] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.
[341] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien; Crusaders for Democracy, entretien.
[342] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[343] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Adayaalam Centre for Policy Research, 09/2017, url ; Crusaders for Democracy, entretien; SUMATHY SIVAMOHAN, Université de Peradeniya (Kandy), entretien.
[344] Sivanesathurai Chandrakanthan *alias* Pillayan, entretien.
[345] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien.

nombreuses terres restent occupées par les autorités.[346] À titre d'exemple, 29 % de la zone urbaine de Kilinochchi est toujours sous contrôle de l'armée.[347]

Selon Asanga Gunawansa, **83 % des terres occupées pendant la guerre par le gouvernement ont été restituées à leurs propriétaires**, il en reste donc 17 % qui sont actuellement occupées par l'armée et la police.[348] L'État a restitué une partie des terres agricoles précédemment classées en zones de haute sécurité pour permettre à certains exploitants de reprendre leurs activités.[349] En novembre 2024, si certaines terres ont été rétrocédées à la population civile à Jaffna, les terrains occupés par des infrastructures militaires demeurent néanmoins sous le contrôle de l'armée.[350]

Il existe aussi un problème de cadastre, car ces terres septentrionales appartenaient au gouvernement à l'époque coloniale et ont été utilisées par des communautés villageoises pour y mener des activités essentiellement agricoles.[351] Ainsi, les personnes réclamant des terres, en particulier les personnes déplacées pendant la guerre, n'ont parfois pas de document pouvant prouver qu'ils sont les propriétaires.[352]

Ces occupations sont régulièrement dénoncées par des organisations locales et des militants, qui organisent des manifestations pour réclamer la restitution des terres. Ces actions sont étroitement surveillées par les services de sécurité, et les activistes sont rapidement identifiés.[353]

L'enjeu des terres occupées est également dénoncé par certains comme étant l'héritage d'une politique dite coloniale des précédents gouvernements de Sri Lanka en favorisant l'installation de Singhalais dans des territoires habités par des Tamouls, notamment pour des enjeux électoraux.[354]

3.3.2. Confiscation de terres pour des raisons religieuses ou écologiques

À la fin de la guerre, les populations locales étaient moins sensibles à la construction de temples bouddhistes dans leurs régions, préoccupées avant tout par la réinstallation, la reconstruction des villes et le retour à une vie normale. Aujourd'hui, en revanche, ce sujet est devenu une source majeure de tensions et un outil de pression politique. **Une volonté délibérée des autorités de faire renaître ou ériger des sites bouddhistes dans des zones majoritairement tamoules ou musulmanes alimente les divisions communautaires et les tensions interreligieuses.**[355]

Avant l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, le clergé bouddhiste, avec le soutien de l'ancien régime et de l'armée, a procédé à des accaparements de terres tamoules et musulmanes pour y construire des temples bouddhistes. Ces constructions ont parfois pour objectif d'implanter des foyers bouddhistes dans des régions historiquement hindoues ou musulmanes.[356] **Plusieurs organismes d'État sont mobilisés à cette fin : le département d'archéologie, le département des forêts, le département de la vie sauvage et le département de la conservation du littoral.** Ces institutions délimitent, classent et réaffectent des terres sous couvert de préservation de la nature ou de recherches archéologiques.[357]

Par exemple, les départements des forêts et de la vie sauvage identifient comme terres inoccupées des zones où des familles vivaient avant d'être déplacées pendant le conflit. En s'appuyant sur des images satellites, ces départements affirment que ces terres sont désormais des espaces verts à protéger, bien que des ruines d'écoles, de maisons ou d'infrastructures témoignent d'une occupation humaine antérieure. **Cela permet à l'État de les intégrer à des zones protégées ou de les revendiquer comme terres d'État.**[358] Par ailleurs, le département d'archéologie mène des fouilles et prétend

[346] Transparency International, entretien.
[347] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[348] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[349] Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien ; Transparency International, entretien.
[350] Center for Policy Alternatives (CPA), entretien.
[351] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[352] Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[353] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[354] Transparency International, entretien ; Green Care Sri Lanka, entretien.
[355] All Ceylon Hindu Congress, entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[356] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[357] Transparency International, entretien.
[358] Transparency International, entretien.

découvrir des vestiges liés à l'histoire bouddhique, justifiant ainsi le classement des zones en sites religieux bouddhistes.[359]

Plusieurs interlocuteurs rencontrés durant la mission ont évoqué le cas de Thaiyiddi, où un temple bouddhiste a été construit dans une zone non bouddhiste à proximité de Kankesanthurai. Initialement, durant le conflit, un camp militaire avait été établi dans cette zone et un petit temple avait été construit par les soldats singhalais. Depuis, cet espace bouddhiste a été étendu et rendu permanent.[360]

Espace bouddhique dans le Veli Oya (ou Manal Aru)

De même, en janvier 2025, des habitants de Mullaitivu ont protesté contre l'occupation de parcelles de terre par les autorités. Le CID a alors photographié et filmé les manifestants. Peu après, plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de visites policières à domicile, ont été interrogés et menacés afin de les dissuader de toute nouvelle mobilisation.[361] Dans certains cas, des personnes visibles dans ces mouvements protestataires peuvent être accusées à tort, notamment de possession de stupéfiants, dans le seul but de les criminaliser et de leur nuire.[362]

À Kurunthurmalai, dans le district de Mullaitivu**,** la justice avait interdit la construction d'un temple bouddhiste sur une parcelle de terre. Toutefois, dans les 90 jours suivant le jugement, le temple a tout de même été construit. Un recours a alors été enregistré et une nouvelle audience a eu lieu. Le juge T. Saravanaraja s'est déplacé sur le site et a visité le temple en question. Peu après, ce dernier a quitté le pays laissant le temple érigé malgré l'interdiction prononcée antérieurement, accentuant ainsi la perte de confiance des populations locales dans le système judiciaire.[363]

3.4. La diaspora tamoule

3.4.1. Transferts financiers

La diaspora sri-lankaise, en particulier la diaspora tamoule, est très présente en France, notamment en Île-de-France, où elle constitue une communauté bien implantée, entretenant des liens étroits avec Sri Lanka et la culture tamoule. Cette diaspora joue un rôle important dans le soutien aux proches restés à Sri Lanka. Des fonds y sont régulièrement envoyés, contribuant à la reconstruction (ou construction) de temples hindous et à l'aide aux familles victimes de la guerre. **Ces transferts financiers sont toutefois surveillés par les autorités sri-lankaises.** À plusieurs reprises, le gouvernement a tenté de contrôler ces flux en imposant leur passage exclusif par la Banque centrale de Sri Lanka.[364] Selon l'ITAK, ces contrôles sont effectués si les montants des sommes reçues de l'étranger sont importants.[365] Lorsqu'un transfert est jugé trop fréquent ou trop important, la Banque centrale est autorisée à convoquer et interroger les bénéficiaires. Pour contourner ces contrôles, la diaspora a mis en place des systèmes parallèles de transfert d'argent, en recourant à des réseaux informels, notamment par le biais de commerçants comme des bijoutiers, évitant ainsi de passer par les canaux bancaires.[366]

[359] Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[360] Transparency International, entretien ; Center for Policy Alternatives (CPA), 08/2024, p.27, url
[361] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[362] Organisation internationale, entretien.
[363] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[364] TUDOR SILVA Kalinga et KAMALRATHNE Thushara, Université de Peradeniya, entretien.
[365] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[366] Adayaalam Centre for Policy Research, entretien ; Association For Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.

En revanche, au-delà de ces aides privées envoyées très souvent à des familles, la diaspora tamoule investit peu dans les provinces du Nord et de l'Est, en dehors des temples. Elle privilégie davantage l'immobilier à Colombo, notamment sous forme de résidences secondaires, plutôt que d'effectuer des investissements économiques durables dans les zones historiquement tamoules.[367] La diaspora ne souhaite pas investir pour l'instant dans des projets d'usines dans le Nord, tant que la situation économique ne s'améliore pas. De plus, le gouvernement doit donner l'autorisation d'investir, mais il reste suspicieux envers les intentions de la diaspora qui a soutenu financièrement les LTTE.[368]

3.4.2. Attirance pour les jeunes restés au pays

Par ailleurs, la diaspora joue un rôle attractif auprès des Sri-Lankais restés au pays. Elle organise des **mariages communautaires arrangés** en fonction de l'appartenance religieuse et de caste[369], notamment avec des Tamouls de Sri Lanka *via* le Tamil Nadu où sont enregistrés ces mariages. Le taux de divorce découlant de ces mariages est cependant élevé, du moins en région parisienne, beaucoup de femmes réussissant alors à échapper aux schémas traditionnels, notamment de violences, ce qui aurait été plus difficile à Sri Lanka**. La diaspora encourage également de nombreux jeunes à apprendre l'anglais ou le français, plutôt que le singhalais**, pourtant essentiel pour travailler à Colombo ou dans le Sud de Sri Lanka. Par la diffusion de vidéos sur YouTube, des membres de la diaspora présentent de manière attractive les conditions de vie et les possibilités d'installation dans les pays occidentaux, facilitées par la présence d'un réseau de soutien communautaire, et renseignent sur les conditions des parcours migratoires vers l'Europe.[370]

De plus, certains Sri Lankais arrivés récemment dans un pays occidental contribuent également à cette attirance **en postant sur les réseaux sociaux des images attractives** (voitures, maisons, restaurants, nourriture, etc.), et en invoquant la liberté sexuelle et l'absence de tabous pour le mariage. L'instabilité politique et économique sri lankaise comparée à la stabilité supposée des pays occidentaux incite aussi les parents à envoyer leurs enfants étudier à l'étranger,[371] alors qu'en réalité, la vie est souvent difficile pour eux, comme à Naples et à Paris, où ils travaillent jour et nuit dans des restaurants pour envoyer de l'argent à leur famille, ou vivent parfois d'expédients et de la charité.[372]

3.4.3. Suspicion des autorités à l'égard de la diaspora

Les autorités sri-lankaises restent méfiantes à l'égard de cette diaspora. Avant la pandémie de COVID-19, des Sri-Lankais de l'étranger pouvaient être retenus à l'aéroport, interrogés, voire accusés de liens avec les LTTE[373]. Selon une organisation internationale, entre 2015 et 2020, seules six ou sept personnes de la diaspora ont été arrêtées et détenues à leur arrivée à l'aéroport international de Colombo, et la plupart ont été libérées, et plus aucun cas ne lui a été signalé depuis environ cinq ans.[374]

Cependant, l'Association des familles de personnes disparues (*Association for Relatives of the Enforced Disappearances*, ARED) a eu connaissance de l'arrestation de deux membres de la diaspora à l'aéroport international de Colombo depuis l'élection du nouveau président à l'automne 2024.[375] En décembre 2024, un Tamoul revenant de l'étranger a été arrêté à Colombo et accusé de vouloir collecter des fonds pour les LTTE.[376] En outre, certains membres de la diaspora ont été interpellés et interrogés par les forces de sécurité lors de leur séjour dans leur localité d'origine.[377] **Ces pratiques suscitent au sein d'une partie de la diaspora une crainte persistante de revenir au pays**.[378]

[367] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[368] All Ceylon Hindu Congress, entretien.
[369] Selon le professeur Kalinga Tudor Silva, cette option est préférentielle car un mariage intercaste entraine un avenir incertain pour les enfants qui en sont issus, ne pouvant être rattachés à une caste et donc privés d'identité sociale, exclus de la famille et des liens sociaux dans la communauté. La religion (hindoue ou chrétienne) intervient aussi dans le choix du conjoint.
[370] TUDOR SILVA Kalinga et H.D.P. PREMARATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[371] KAMALRATHNE Thushara, Université de Peradeniya, entretien.
[372] H.D.P. PREMARATHNE, Université de Peradeniya, entretien.
[373] Transparency International, entretien.
[374] Organisation internationale, entretien.
[375] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[376] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[377] Organisation internationale, entretien.
[378] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.

Forte affluence de la diaspora tamoule et quelques rares articles pro-LTTE en vente lors de la fête de Ganesh dans le quartier de La Chapelle à Paris le 31 août 2025

3.4.4. Influence de la diaspora sur la vie politique tamoule

Certains interlocuteurs ont noté une certaine déconnexion entre le ressenti de la diaspora et les réalités actuelles à Sri Lanka. Ayant quitté le pays depuis plusieurs années ou étant issus de la deuxième génération, **certains secteurs de la diaspora continuent à idéaliser le conflit et à glorifier le**

mouvement des LTTE, alors qu'une partie des populations tamoules du Nord et de l'Est souhaite aujourd'hui tourner la page et avancer vers la reconstruction.[379]

Par le passé, des fonds envoyés depuis l'étranger ont servi à financer des actions de déstabilisation à Jaffna, notamment par la rémunération de fauteurs de troubles. Certains anciens combattants LTTE, devenus ainsi dépendants financièrement de la diaspora, ont été impliqués dans ces actions et ont été arrêtés.[380]

La diaspora a tenté, à plusieurs reprises, d'**influencer les résultats électoraux**, en conditionnant son soutien à des positions politiques séparatistes radicales. Par exemple, M. A. Sumanthiran, qui était député de Jaffna depuis 2015, n'a pas été réélu en novembre 2024, car il a été remplacé à la tête de l'ITAK et dans cette circonscription par Sivagnanam Shritharan, notable de Kilinochchi au discours plus radical, interviewé par la mission. Son éviction est liée à une campagne des militants séparatistes radicaux de la diaspora tamoule, qui lui reprochaient de négocier avec le gouvernement et d'avoir critiqué publiquement la déportation de dizaines de milliers de musulmans de Jaffna par les LTTE en 1990. Deux groupes influents de la diaspora ont joué un rôle dans cette mutation politique : le ***Global Tamil Forum*** **(GTF)** et le *British Tamil Forum*, dont les positions ont parfois eu un impact direct sur les équilibres politiques à Sri Lanka.[381]

3.5. L'enjeu majeur de la réconciliation

Depuis la fin du conflit, et bien que seize années se soient écoulées, la réconciliation demeure un enjeu central dans les discours politiques et associatifs à Sri Lanka. Depuis 2009, la paix est officiellement revenue dans le pays. Des efforts de reconstruction ont été engagés, et les infrastructures dans les provinces du Nord et de l'Est se sont développées. **Toutefois, la réconciliation reste inachevée**. Les communautés singhalaise et tamoule éprouvent encore des difficultés à communiquer et à se faire confiance. Un travail important reste à accomplir, notamment auprès des jeunes générations, afin de tenter d'unifier durablement le peuple sri-lankais.[382]

Plusieurs tentatives inachevées de mise en place de mécanismes de justice réparatrice ont été menées par le gouvernement au fil des ans, sans aboutir pleinement. À titre d'exemple, à Kilinochchi, un hall d'exposition a été financé par un membre de l'ITAK afin de promouvoir la paix et la réconciliation. Certains politiciens affichent ainsi leur volonté de soutenir le « *peace building* », mais ces initiatives demeurent souvent symboliques.[383] Malgré des avancées notables à l'échelle institutionnelle, le processus de réconciliation reste inachevé. Des progrès sont perceptibles à un niveau macro, mais sur le terrain, les fractures demeurent profondes.[384]

3.5.1. Le Bureau des personnes disparues

En 2017, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé une mission de soutien aux autorités sri-lankaises, qui ont alors créé le **Bureau des personnes disparues** (*Office of Missing Persons*, **OMP**). Celui-ci a pour objectif d'enregistrer et d'enquêter sur les disparitions liées au conflit. Soutenu par les Nations unies et le CICR, l'OMP est chargé de réexaminer les cas déjà recensés tout en accueillant de nouveaux signalements. Tout ressortissant sri-lankais peut ainsi contacter directement l'OMP pour signaler la disparition d'un proche. En parallèle, l'OMP travaille à partir d'anciennes listes, recontacte les familles concernées et met à jour l'état des dossiers.[385]

L'efficacité de l'OMP semble s'être améliorée depuis sa création, mais le processus demeure lent, compte tenu du nombre considérable de disparitions encore non élucidées. Ce bureau souffre d'un manque de moyens humains et logistiques, entravant les enquêtes de terrain. Par ailleurs, du fait de sa création par les autorités, **l'OMP ne bénéficie pas de la confiance de la communauté tamoule**. L'absence de résultats concrets alimente le scepticisme des familles. En outre, l'OMP ne mène pas d'enquêtes criminelles, mais se contente de transmettre les dossiers au procureur général lorsque cela

[379] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[380] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[381] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien ; JEYARAJ D.B.S., Daily Mirror, 07/07/2025, url
[382] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[383] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[384] Human Rights Commission of Sri Lanka, entretien.
[385] Organisation internationale, entretien. Site web de l'OMP : http://www.omp.gov.lk/home

est jugé nécessaire. L'une des critiques récurrentes à son encontre est **l'insuffisante implication des familles dans le processus**. Celles-ci sont rarement consultées pour exprimer leurs besoins et attentes, comme connaître la date et le lieu du décès, ou savoir s'il existe une dépouille.[386] L'ARED a exprimé sa défiance envers l'État et l'OMP, avec lequel elle avait pourtant collaboré au départ. Aujourd'hui, elle se tourne exclusivement vers la communauté internationale, notamment les Nations unies.[387]

Le nouveau gouvernement a déclaré vouloir engager des poursuites judiciaires contre les auteurs de crimes de guerre. Toutefois, aucune mesure concrète n'a été prise. Les autorités invoquent l'inefficacité du système judiciaire pour traiter ces affaires. Selon Sabhratnam Sivayoganathan *alias* Seelan, président d'un consortium d'ONG de Batticaloa, tant que le gouvernement n'assumera pas pleinement sa responsabilité dans la recherche de la justice, la reconnaissance des droits des minorités et la réconciliation des communautés, le pays risque de rester prisonnier de ses divisions.[388]

Selon l'ARED, les victimes souhaitent que les responsables soient identifiés, jugés et condamnés. Or les officiers militaires en poste aux quatre *checkpoints* de Mullivaikal à la fin de la guerre — points névralgiques du tri de la population et d'arrestations — occupent toujours des fonctions au sein de l'armée ou dans la diplomatie, sans que les autorités ne leur aient demandé de rendre des comptes sur les centaines de disparitions intervenues autour de ces sites.[389]

3.5.2. La Commission Vérité et Réconciliation

En 2023, le gouvernement intérimaire a également lancé un projet de création d'une Commission permanente pour la vérité. Une commission temporaire, intitulée Commission Vérité et Réconciliation de Sri Lanka (*Truth and Reconciliation Commission of Sri Lanka*, **TRC**), a alors vu le jour, accompagnée d'un groupe de travail chargé d'étudier les conséquences de la guerre civile et de proposer des initiatives pour promouvoir la réconciliation et prévenir un nouveau conflit. Après avoir étudié des rapports historiques, visité les neuf provinces et vingt des 24 districts du pays, et organisé des **consultations auprès de 10 000 personnes représentant l'ensemble des acteurs du conflit et les victimes de toutes les communautés ethniques et religieuses** (Tamouls, musulmans, Singhalais, militaires démobilisés ou en service, chefs religieux, responsables politiques, personnalités officielles, ONG, organisations internationales, représentations diplomatiques étrangères, etc.), elle a rédigé un rapport en deux volumes. La Commission, pilotée par un juge des Fidji, Asanga Gunawansa, a aussi étudié les institutions de même type qui avaient été établies dans d'autres pays, comme l'Afrique du Sud et le Cambodge.[390]

Ce rapport, adressé au gouvernement intérimaire, posait, comme préalable au fondement de la réconciliation, la reconnaissance que toutes les communautés avaient souffert, pas uniquement les Tamouls, et que la responsabilité était partagée. Il préconisait également que l'État reconnaisse publiquement les faits et présente des excuses au nom de la nation.[391] Asanga Gunawansa, rencontré par la mission, a insisté sur l'importance d'indemniser les victimes — à travers des compensations financières, éducatives, sanitaires et professionnelles — et sur la nécessité de se tourner vers l'avenir pour éviter la répétition des violences intercommunautaires.[392]

Néanmoins, le processus de réconciliation semble buter sur une divergence profonde entre les attentes des communautés tamoule et singhalaise. D'un côté, les Tamouls réclament justice, reconnaissance et vérité ; de l'autre, de nombreux Singhalais aspirent à tourner la page sans revenir sur les responsabilités. À titre d'exemple, après la guerre, des compensations financières avaient été proposées aux victimes, mais beaucoup ont refusé ces réparations symboliques, affirmant qu'elles souhaitaient avant tout connaître le sort de leurs proches disparus.[393]

[386] Organisation internationale, entretien.
[387] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[388] Transparency International, entretien.
[389] Association for Relatives of the Enforced Disappearances (ARED), entretien.
[390] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[391] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[392] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[393] Association for Relatives of the Enforced Disappearances, entretien.

Groupe de musulmans (au premier plan) et de danseurs tamouls (au second plan) lors de la fête bouddhiste de la Bodhi Pūja le 12 février 2024 à Colombo

Le dirigeant de l'ITAK, rencontré par la mission, a souligné que, contrairement au cas sud-africain où le groupe lésé représentait la majorité de la population, à Sri Lanka, les Singhalais constituent plus de 70 % de la population. Selon lui, ce sont donc les Singhalais qui doivent être à l'initiative du processus de réconciliation, tandis que les Tamouls devraient pouvoir y jouer un rôle clé, notamment dans l'administration de la justice concernant les crimes de guerre.[394]

Cependant, selon Asanga Gunawansa, si des Tamouls réclament que des soldats soient punis pour avoir discriminé et tué des membres de leur communauté, il faudrait alors que des ex-membres des LTTE passés par le processus de réhabilitation et libérés soient également traduits devant la TRC, en raison des massacres, des déportations et des attentats commis par cette organisation. De plus, nombre de crimes ont été perpétrés par des personnes masquées, donc difficilement identifiables, appartenant à des groupes paramilitaires progouvernementaux tamouls.[395]

Bien que la commission temporaire ait rédigé un projet de loi en novembre 2024 pour institutionnaliser une commission permanente pour la vérité, ce projet reste en attente. Le texte, transmis au Parlement par le biais du ministère des Affaires étrangères, a été mis en suspens à la suite du changement de gouvernement. Sa mission ayant été réalisée, le secrétariat de la TRC, composé d'une douzaine de personnes, a été dissous, et son site web sur lequel figuraient son rapport a été fermé. Le gouvernement n'a pas encore décidé officiellement s'il allait poursuivre le processus de vérité et de réconciliation. Cependant, le pilote de l'ex-TRC, Asanga Gunawansa, reste optimiste sur l'évolution de ce projet.[396]

3.5.3. Initiatives associatives

Parallèlement, des initiatives locales et associatives voient le jour pour favoriser la réconciliation, notamment en rapprochant la jeunesse des différentes communautés, ethnies et religions. A titre d'exemple, le *Sri Lanka Unites Reconciliation Center* organise des événements, conférences et programmes de sensibilisation à l'unité nationale. Ainsi, cette organisation coordonne des championnats scolaires à l'échelle nationale, et met en place des échanges culturels entre établissements du Nord et du Sud.[397]

[394] Ilankai Tamil Arasu Kachchi (ITAK), entretien.
[395] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[396] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien.
[397] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.

3.6. Les personnes déplacées, les réfugiés et les réinstallations

Encore aujourd'hui, la question des déplacés internes demeure un enjeu majeur de l'après-guerre. Bien que ces personnes aient, en principe, la possibilité de regagner leur région d'origine, les conditions concrètes de leur réinstallation restent souvent précaires. Si certains ont pu obtenir des terres, leur situation économique difficile ne leur permet pas toujours de construire une habitation décente. De plus, ces populations déplacées se heurtent à une certaine hostilité, non pas de la population locale, mais de la part de l'administration, dont les démarches restent peu accueillantes et parfois dissuasives.[398]

Maisons d'agriculteurs singhalais dans la région de Veli Oya (ou Manal Aru)

Environ un millier de personnes, essentiellement des musulmans dont 500 à Puttalam, vivent toujours en situation de déplacement interne, sans avoir pu se réinstaller dans leur lieu d'origine. Les communautés déplacées à Puttalam n'ont pas pu s'installer dans le parc national forestier protégé de Wilpattu où se trouvaient leurs anciennes terres.[399]

Certaines terres regardées comme tamoules ou musulmanes par la majorité des habitants de l'Est et du Nord sont désormais occupées par des agriculteurs « colons » singhalais, installés pour certains depuis le programme d'irrigation de 1956 dans le nord-est et l'est (régions de Veli Oya, d'Ampara et de Kinniya).[400] Par ailleurs, des musulmans ont été privés de leurs terres par les LTTE qui les ont distribuées à des familles tamoules.[401] Des Tamouls originaires des plantations de thé au centre du pays, appelés *Malaiyaha Tamils* (voir *infra* 4.3.), sont venus dans le Vanni pour fuir les émeutes antitamoules de 1983. Par la suite, ils ont reçu des terrains attribués par les LTTE qui contrôlaient cette région et les ont enrôlés dans leurs rangs. Puis, après la défaite des LTTE en 2009, ces *Malaiyaha Tamils* du Vanni ont dû rétrocéder les terres sur lesquelles ils s'étaient établis. Les nouveaux occupants ayant bâti leur vie, fondé leur famille et développé leurs activités professionnelles sur ces terres, leur restitution aux anciens propriétaires après plusieurs décennies peut s'avérer complexe, car les personnes expulsées, notamment les *Malaiyaha Tamils*, ne possèdent souvent pas d'autres terres.[402]

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a coordonné jusqu'en 2022, puis avec l'Organisation internationale des migrations (OIM) jusqu'en 2024, **le rapatriement de réfugiés sri-lankais installés principalement en Inde**. Quelques-uns sont rentrés de Malaisie et de Singapour. En 2024, 290 personnes sont revenues d'Inde pour se réinstaller à Sri Lanka. Dans le cadre de ce programme post-conflit, le HCR disposait de bureaux à Chennai et à Jaffna. Depuis la fin du conflit, **environ 12 000 personnes sont revenues d'Inde**, tandis qu'environ 90 000 y résident encore, dont 60 000 dans des camps de réfugiés.[403]

[398] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[399] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[400] Transparency International, entretien ; SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[401] GUNAWANSA Asanga, ex-Secretariat of Truth and Reconciliation Commission, entretien ; SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[402] SIVAMOHAN Sumathy, Université de Peradeniya, entretien.
[403] Organisation internationale, entretien.

Avant la pandémie de COVID-19, les réfugiés rapatriés étaient longuement interrogés à l'aéroport : la police leur demandait des informations sur leurs années d'exil, les raisons de leur retour ou encore les personnes avec lesquelles ils avaient maintenu des liens à Sri Lanka. Depuis la pandémie de COVID-19, ces formalités ont été largement simplifiées et le processus est devenu plus rapide. **La surveillance exercée sur les réfugiés rapatriés s'est considérablement atténuée.**[404]

Ces retours sont motivés par différents facteurs : des personnes âgées souhaitant finir leur vie dans leur pays natal ; des individus cherchant à obtenir un passeport sri-lankais pour repartir à l'étranger ; des cas de restitution de terres ; des réunifications familiales. Alors que la sécurité constituait la principale préoccupation immédiatement après la fin du conflit, les réfugiés rapatriés identifient désormais trois défis majeurs à leur retour : l'accès à des moyens de subsistance, le logement et le manque d'aide gouvernementale. Leur réintégration est organisée par l'OIM et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en lien avec les administrations sri lankaises. Ils reçoivent une allocation unique d'environ 100 000 roupies (287 €) par personne.[405]

La Jaffna-Point Pedro Road dans le quartier de Nallur à Jaffna

[404] Organisation internationale, entretien.
[405] Organisation internationale, entretien.

Quelques bâtiments cultuels dans les provinces Nord et Est :

Eglise catholique (à gauche) et temple hindou (à droite) sur l'île de Kayts

Dagoba bouddhiste à Trincomalee (à gauche) et église catholique à Mullaitivu (à droite)

Mosquée à Pulmoddai (à gauche) et temple hindou à Vadduvakal (à droite)

4. Les groupes de population vulnérables

4.1. Les femmes

4.1.1. Le cadre juridique en matière de protection des droits des femmes

Sri Lanka a ratifié les principaux traités internationaux relatifs aux droits humains et luttant contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), notamment :

- Le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques (PIDCP),[406]
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR),[407]
- La Convention contre la discrimination raciale (CERD),[408]
- La Convention contre la torture (CAT),[409]
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW),[410]
- Le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,[411]
- La Convention relative aux droits de l'enfant.[412]

La Constitution, adoptée en 1978, garantit, à l'article 12, l'égalité de tous et toutes devant la loi et le droit à une égale protection de la loi. Elle proscrit aussi les discriminations fondées – entre autres – sur le sexe.[413]

En 1993, le pays a adopté une « Charte des femmes » (*Women's Charter*), exprimant l'engagement de l'État à supprimer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Comité national des femmes (*National Committee on Women,* NCW) est l'instance veillant à la mise en œuvre de la Charte. Son mandat se divise en trois catégories principales : recevoir, examiner et traiter les plaintes pour discrimination fondée sur le sexe, promouvoir la recherche sur les questions de genre et conseiller le ministre chargé des affaires féminines.[414]

Par ailleurs, les modifications apportées au Code pénal en 1995, 1998 et 2006 ont redéfini les infractions sexuelles et les infractions ayant entraîné des dommages physiques graves, ont renforcé les peines pour le viol et ont fait de l'inceste [Art.364 (a)], des abus sexuels graves, du harcèlement sexuel et de l'exploitation sexuelle des crimes.[415]

La définition du viol retenue par le Code pénal a été largement critiquée du fait de son caractère restrictif. Elle désigne en effet explicitement l'homme comme l'agresseur et la femme comme la victime, sans envisager d'autres configurations. Par ailleurs, le Code pénal ne fait mention que de la pénétration vaginale, excluant ainsi les autres formes d'actes sexuels oraux ou anaux.[416] Enfin, **le viol conjugal n'est pas reconnu dans le Code pénal**, à moins qu'il ne s'agisse d'un couple dont le divorce a été prononcé par la justice (Art.363 a).[417]

Sri Lanka s'est également doté de lois réprimant les violences basées sur le genre, notamment :

- **La loi sur la prévention de la violence domestique** (*Prevention of Domestic Violence Act,* PDVA), 2005 :[418] elle définit et détaille les procédures dans les cas de violence domestique. Elle ne crée pas de nouvelle infraction, ce sont les dispositions du Code pénal qui doivent être

[406] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 16/12/1966 (1), url
[407] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 16/12/1966 (2), url
[408] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 21/12/1965, url
[409] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 10/12/1984, url
[410] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 18/12/1979, url
[411] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 06/10/1999, url
[412] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 20/11/1989, url
[413] Sri Lanka, Constitution, 07/09/1978, amendée le 31/10/2022, url
[414] Sri Lanka, Ministère des Femmes, de l'Enfance et de l'Autonomisation Sociale, 12/03/2023, p.2, url
[415] Sri Lanka, Code pénal, 1883, url
[416] CPA, 11/2020, p.6, url
[417] Sri Lanka, Code pénal, 1883, url
[418] Sri Lanka, Parlement, 03/10/2005, url

appliquées.[419] Elle permet cependant aux victimes de demander au tribunal de première instance une ordonnance de protection et d'entreprendre des démarches connexes pour prévenir d'autres violences. La PDVA vise à garantir la sécurité de la victime en lui offrant un recours civil, tout en préservant le droit d'engager des procédures civiles ou pénales distinctes, le cas échéant.[420]

- **L'Ordonnance sur les enfants et les mineurs** *(Children and Young Persons Ordinance)* 1939 : elle vise à protéger les filles et jeunes femmes contre les abus, les mariages précoces et l'exploitation sexuelle.[421]
- **La loi relative à la prévention et à la lutte contre la traite des femmes et des enfants à des fins de prostitution** *(Convention on Preventing and Combating Trafficking in Women and Children for Prostitution Act*), 2005 :[422] elle criminalise la traite à des fins d'exploitation sexuelle, dont les filles et les femmes sont les principales victimes.
- **La loi relative à l'assistance et à la protection des victimes d'infractions et des témoins** *(Assistance to and Protection of Victims of Crime and Witnesses Act*), 2015 :[423] le principal objectif de cette loi est de défendre et de faire respecter les droits des victimes d'actes criminels et des témoins[424]. La loi comprend des mesures pour protéger les femmes des abus physiques, psychologiques et émotionnels, en particulier dans le cadre de violences domestiques, *via* des protocoles d'assistance juridique ou encore de prise en charge psychologique et sociale.

4.1.2. Place dans la société et prévalence des violences contre les femmes

En 2023, les femmes représentaient environ 51,6 % de la population, une proportion stable depuis plusieurs années.[425] En 2019, 1,15 million de ménages étaient dirigés par des femmes dans les zones rurales du pays.[426]

Plusieurs associations rencontrées au cours de la mission ont souligné la structure patriarcale de la société sri lankaise et la manière dont celle-ci pèse sur le quotidien des femmes. De nombreux sujets liés aux femmes et/ou à leur intimité sont ainsi considérés comme tabous : les règles, la santé sexuelle et reproductive, les violences sexuelles ou encore les violences conjugales. La société tend également à excuser, minimiser, voire nier la violence des hommes.[427] Certains voient dans les violences sexuelles l'accomplissement d'une volonté divine. Du fait de ces mêmes ressorts, les victimes sont souvent tenues responsables des agressions qu'elles ont pu subir, ce qui les incite à les garder secrètes.[428]

Selon une enquête menée en 2016 par le gouvernement auprès de 18 302 femmes, 17 % des femmes âgées de 15 à 49 ans mariées ou ayant été mariées avaient alors subi des violences de la part de leur partenaire.[429] Selon le *Jaffna Social Action Center* (JSAC), une Sri Lankaise sur quatre a subi des violences sexuelles et/ou physiques à partir de l'âge de 15 ans, et le nombre des femmes victimes de violences est en augmentation de 34 % depuis l'épidémie de COVID-19.[430] **La prévalence des violences conjugales est également plus forte dans les provinces du Nord et de l'Est.**[431] En outre, selon des estimations de 2019, 95 % des femmes avaient alors déjà été victimes de harcèlement sexuel dans les transports publics.[432]

Alors que la population féminine est mieux informée de ses droits que par le passé, les interlocuteurs et interlocutrices de la mission n'ont pas constaté d'amélioration en matière de violence conjugale. La

[419] CPA, 11/2020, p.13, url
[420] Baker McKenzie's Resource Hub, s.d., url
[421] Sri Lanka, Parlement, 1939, url
[422] Sri Lanka, Parlement, 20/09/2005, url
[423] Sri Lanka, Parlement, 07/03/2015, url
[424] Baker McKenzie's Resource Hub, s.d., url
[425] Banque mondiale, 2023, url
[426] Jaffna Social Action Center, entretien.
[427] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[428] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[429] Sri Lanka, Département du recensement et des statistiques, 2016, p.198, url
[430] Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[431] Sri Lanka, Département du recensement et des statistiques, 2016, p.198, url
[432] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien; UNFPA, 01/03/2019, url

société reste patriarcale, et les modes de pensée évoluent lentement.[433] Les associations rencontrées au cours de la mission estiment ainsi que le problème n'est pas tant le cadre législatif que l'application insuffisante des textes et le manque de moyens financiers.[434]

Si l'Ordonnance sur l'enregistrement des mariages (*Marriage Registration Ordinance*) fixe l'âge minimal du mariage à 18 ans, des données de 2016 indiquent qu'1 % des filles étaient alors mariées avant l'âge de 15 ans et 10 % avant celui de 18 ans.[435] Les musulmans, dont le statut personnel est régi par la Loi sur le mariage et le divorce des musulmans (*Muslim Marriage and Divorce Act*, MMDA), peuvent être mariés à partir de l'âge de 12 ans (voir *infra*, 4.4.2.).[436] Par ailleurs, le taux de grossesses adolescentes atteint 3,8 % au niveau national mais, selon le JSAC, est plus élevé dans le Nord et l'Est. Les grossesses adolescentes représentent, par exemple, 9 % du total des grossesses à Trincomalee et 7,7 % des grossesses à Kilinochchi.[437]

Les mères célibataires sont extrêmement mal perçues, et sont rejetées et stigmatisées par leur communauté.[438] La prévalence des mutilations sexuelles féminines est très faible et ne concerne qu'une seul groupe religieux minoritaire, les ismaéliens chiites appelés Dawoodi Bohra.[439]

Groupe de femmes à Kandy

Les femmes âgées, notamment tamoules, se trouvent à l'intersection de plusieurs formes de violences. Les veuves ne peuvent généralement pas subvenir à leurs besoins et dépendent, dès lors, à 90 % de leurs enfants. Les femmes dont la progéniture a émigré ou est morte au cours du conflit se trouvent donc sans soutien et très isolées. Par ailleurs il n'existe pas de programme gouvernemental dédié aux femmes veuves et âgées. Seules 255 maisons de soins existent pour l'ensemble des personnes âgées au niveau national. Deux appartiennent au gouvernement central et trois aux conseils provinciaux, les autres étant gérées par des organismes privés.[440] Kumari Thoradeniya, professeur de sociologie à l'université de Peradeniya, estime que 75 % des personnes âgées sont en situation de vulnérabilité. En particulier, les personnes uniquement tamoulophones peuvent rencontrer des difficultés d'accès supplémentaires aux administrations ou aux associations si ces structures ne parlent que singhalais.[441]

Enfin, les femmes souffrent d'une sous-représentation persistante dans le champ politique. Malgré un quota imposé de 25 % de femmes parmi les candidats aux élections provinciales, peu parviennent à

[433] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[434] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien ; Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien
[435] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), 23/05/2003, url ; Sri Lanka, Parlement, 1951, url
[436] Sri Lanka, Parlement, 1975, url ; Sri Lanka, Parlement, 1951, url
[437] Jaffna Social Action Center, entretien.
[438] Human Developpment Organization (HDO), entretien ; KAMALRATHNE Thushara, Université de Peradeniya, entretien.
[439] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien. Pour plus d'informations à ce sujet, voir : DIDR, Ofpra, 25/11/2021, url
[440] THORADENIYA Kumari, Université de Peradeniya, entretien ; LTC Covid, 06/09/2021, url
[441] THORADENIYA Kumari, Université de Peradeniya, entretien.

s'engager en politique, notamment sur la durée. Elles en sont notamment empêchées par leur famille ou même par le parti dans lequel elles cherchent à s'impliquer, susceptible de refuser leur candidature.[442] De plus, selon la *Rural and Economic and Community Development Organization* (RECDO), si certains partis politiques présentent effectivement des candidatures de femmes, les hommes apportent plutôt leurs suffrages aux candidats masculins. A l'issue des votes, les femmes sont déclarées perdantes et ce sont les hommes figurant sur les mêmes listes électorales qui sont nommés. Selon cette organisation, ce constat vaut pour l'ensemble de l'île.[443]

4.1.3. Action des autorités face aux violences faites aux femmes

Le budget alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes est en baisse depuis plusieurs années. Le nouveau gouvernement a annoncé un budget dédié au ministère des Femmes, de l'Enfance et de l'Autonomisation sociale (*Ministry of Women, Child Affairs and Social Empowerment*) pour 2025 de 14,134 milliards de roupies (41,6 millions d'euros), soit une baisse de 26 % par rapport à l'année 2024.[444] Le président a précisé que, sur ce montant, 120 millions de roupies (348 387 €) seraient consacrés à la prévention des violences contre les femmes et les enfants. Le budget de 2025 prévoit de maintenir le réseau déjà existant dans la mise en œuvre des programmes destinés aux femmes, sans prévoir de renforcement de ces dispositifs.[445] Ce budget ne prévoit cependant rien pour améliorer les soins médicaux des femmes en zone rurale ou le financement des services de planning familial.[446]

Les gouvernements successifs ont favorisé la création de structures spécialisées pour les femmes victimes de violences. Outre un ministère dédié aux femmes et à l'enfance ayant pour mission de « formuler et mettre en œuvre des politiques, des projets et des programmes visant à fournir et à améliorer les services juridiques, institutionnels et de ressources humaines en vue de l'autonomisation économique et de la protection sociale des femmes et des enfants en tenant compte des priorités et des exigences nationales ainsi que des normes internationales »[447], les principales structures sont :

- **Child and Women Abuse Prevention Bureau**

Afin d'améliorer la prise en charge des personnes victimes de violences basées sur le genre ou de violences domestiques, des **services de police spécialisés** ont été mis en place dans tous les districts du pays sous le nom de *Child and Women Abuse Prevention Bureau* (CWB) à partir de 1993.[448] Ces services comprennent notamment des *Children & Women Units* qui, en 2020, étaient présents dans 481 commissariats.[449] 79 % des agents de ces unités sont des femmes.[450] En 2024, 605 postes de police s'étaient dotés d'une salle dédiée à cette unité.[451]

Child and Women Abuse Prevention Bureau, commissariat de Kandy

[442] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien
[443] Rural And Economic And Community Development Organization (RECDO), entretien
[444] Foundation For Innovative Social Development, entretien ; Sri Lanka, Public Finance, 27/12/2024, url ; Sri Lanka, Public Finance, 19/02/2025, url ; LankaXpress, 10/01/2025, url
[445] News.lk, 17/02/2025, url
[446] Ground Views, 03/06/2025, url
[447] Sri Lanka, Ministère des Femmes, de l'Enfance et de l'Autonomisation Sociale, s.d., url
[448] Ce bureau existait depuis 1979 sous d'autres appellations. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 24/11/2020, p.35, url
[449] Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 24/11/2020, p.37, url
[450] Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 24/11/2020, p.49, url
[451] Daily Mirror, 13/11/2024, url

Les *Children & Women Units* ont notamment pour mission d'enquêter sur les crimes contre les enfants et les femmes victimes (ou susceptibles de l'être) de violences sexuelles ou domestiques, de travail forcé et autres actes de cruauté.[452]

- **Ligne téléphonique d'urgence**

Outre la ligne téléphonique d'urgence du 118[453], **une ligne d'appel dédiée aux femmes a été mise en place en 2016, joignable au numéro 1938 dans tout le pays**. Cette ligne n'est d'abord ouverte que huit heures par jour.[454] À partir de novembre 2021, la ligne devient accessible tous les jours, 24 heures sur 24, en tamoul, singhalais et anglais. La ligne oriente les femmes victimes vers des services psychosociaux, juridiques et des solutions d'hébergement. Elle permet aussi de les mettre en relation avec des associations d'aide aux victimes.[455]

Une autre ligne dédiée aux femmes et enfants victimes de violences est mise en place en janvier 2024 avec le numéro 109, rattaché au CWB.[456] L'unité spéciale qui y est rattachée est opérationnelle 24 heures sur 24. En deux mois, plus de 1 000 plaintes ont été reçues par ce biais.[457] Une adresse électronique (cwb.online@police.gov.lk) ainsi qu'un numéro de téléphone (011 2444444) sont également disponibles pour les dépôts de plainte, notamment pour les enfants qui ne peuvent pas se rendre dans un commissariat.[458]

- **Refuges pour femmes victimes de violences**

Le gouvernement a créé des refuges sur l'ensemble du pays. A la fin de l'année 2024, ils étaient au nombre de dix ou onze.[459] Ces refuges se trouvent à Colombo, Jaffna, Mullaitivu, Batticaloa, Matara, Gampaha, Anuradhapura, Monaragala et Ratnapura[460]. Il existe d'autres refuges gérés par des associations.[461]

Une femme ne peut être accueillie dans l'un de ces établissements que si elle possède une décision de justice et une lettre de recommandation de la police ou de l'hôpital. Elle peut y séjourner six mois mais ne peut être accompagnée de ses enfants que durant un mois.[462] Les femmes transgenres ne sont pas admises dans ces refuges.[463] Ces derniers sont, par ailleurs, critiqués pour leur manque de suivi et d'efficacité dans la prise en charge des victimes.[464]

4.1.4. Critiques et limites d'action

Les associations rencontrées ont porté un jugement sévère sur ces initiatives à destination des femmes victimes de violences. Elles ont ainsi souligné le **manque de moyens alloués à la lutte contre les violences faites aux femmes**. Ces financements insuffisants ont des conséquences directes sur la qualité de la prise en charge des victimes. Le gouvernement tente de mettre en place des refuges ou abris temporaires proches des CWB afin que des photographies soient prises et que des prélèvements ADN soient faits dès le début de la prise en charge des victimes. Un de ces refuges a été mis en place à Colombo en 2024, mais il semble que celui-ci, comme d'autres, présente de nombreuses lacunes dans la prise en charge des victimes. Ainsi, lorsque l'une d'elles se présente le soir ou durant la nuit, aucune personne compétente n'est présente pour effectuer des prélèvements, ce qui implique des pertes de preuves matérielles au cours de la nuit que ce soit pour elle ou son enfant.[465]

[452] Police de Sri Lanka, s.d. (1), url ; Police de Sri Lanka, s.d. (2), url
[453] Sri Lanka, ministère de la Sécurité publique, s.d., url
[454] Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), s.d.(1), url ; Roar Media, 17/06/2019, url
[455] Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), s.d.(2), url ; Fonds des Nations unies pour la population, 25/11/2020, url
[456] Daily Mirror, 04/01/2024, url
[457] Adaderana, 25/03/2024, url
[458] Adaderana, 25/03/2024, url
[459] The Morning, 19/12/2024, url ; Commonwealth d'Australie, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), 02/05/2024, p.46, url
[460] Commonwealth d'Australie, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), 02/05/2024, p.46, url; Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[461] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[462] Commonwealth d'Australie, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), 02/05/2024, p.46, url
[463] Commonwealth d'Australie, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), 02/05/2024, p.52, url
[464] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[465] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.

Les associations rencontrées attendent également une meilleure formation des agents travaillant dans les unités de police spécialisées. Elles soulignent que, souvent, les officiers de police, y compris les femmes, perpétuent des stéréotypes de genre et n'offrent donc pas un cadre sécurisant aux victimes venues porter plainte.[466] De la même manière, il peut également être difficile pour les femmes de faire confiance aux forces de police. En effet, celles-ci sont parfois arrêtées à la place de leurs maris recherchés par la police, afin de faire pression ou de créer un exemple pour la population.[467] Du fait de la prévalence de la corruption (voir *supra* 2.1.3), des personnes visées par des plaintes peuvent verser des pots-de-vin aux officiers de police pour faire disparaître ces plaintes.[468] Ces pratiques nourrissent la défiance de la population envers les forces de l'ordre. Ainsi en 2016, 28 % des femmes ayant subi des violences domestiques ont cherché de l'aide auprès de leur famille, d'amis ou de voisins. Seules 18 % d'entre elles se sont tournées vers la police.[469]

De nombreux manquements sont également reprochés aux forces de police. La *Foundation For Innovative Social Development* (FISD) a ainsi dénoncé le fait que « les officiers ne prennent même pas la peine d'écrire les plaintes ».[470] L'association dénonce également de graves problèmes de communication et de coordination entre les différents services de l'Etat ainsi qu'un manque de travail conjoint entre les associations et les services gouvernementaux. Face à cette situation, la FISD a indiqué que les forces de police souhaitent mettre en place une base de données commune à tous les acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes, mais peu de fonds sont alloués à ce projet.[471]

Un dernier angle mort de la politique sociale est, selon la FISD, la protection de l'enfance. L'organisation dénonce ainsi le **manque de personnel qualifié et de structures dédiées pour accueillir et protéger les enfants des violences** auxquels ils peuvent être soumis.[472] Ainsi dans de nombreux cas, des femmes partent travailler à l'étranger, notamment au Moyen-Orient, afin de subvenir aux besoins de leur famille. Elles confient alors leurs enfants à leur père ou à leurs grands-parents. Il n'est pas rare que ces enfants se trouvent exploités ou violentés par leur père. Au demeurant, beaucoup de ces femmes parties travailler au Moyen-Orient y sont victimes de violences. La majorité d'entre elles étant entrées sur le territoire de façon irrégulière, elles ne peuvent solliciter la protection des autorités. Certaines meurent donc des violences subies ou se suicident.[473]

4.1.5. Le rôle des associations

Face aux besoins de la société, de nombreuses associations cherchent à pallier les carences de l'Etat. Ainsi, le *Jaffna Social Action Center* (JASC), rencontré durant la mission, a mis en place ses propres refuges. Situés dans le nord et l'est du pays, ils accueillent des femmes, des jeunes filles et des enfants, tous et toutes victimes de violences.[474] La FISD dispose de sa propre ligne d'écoute et d'assistance téléphonique à destination des femmes victimes de violences. Elle joue également un rôle important dans la formation des officiers de police, notamment celles et ceux spécialisés dans la prise en charge des femmes et des enfants.[475]

Pancarte du Jaffna Social Action Center (JSAC) à Jaffna

[466] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien ; Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[467] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[468] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[469] Sri Lanka, Département du recensement et des statistiques, 2016, p.202, url
[470] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[471] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[472] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[473] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.
[474] Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[475] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien.

Certaines associations mettent également en place des programmes de soutien aux femmes isolées afin de favoriser leur intégration dans la vie active, mais aussi de leur fournir les moyens de leur indépendance et de subvenir à leurs besoins essentiels. En effet, dans les cas de violences conjugales, il est plus difficile pour une femme de quitter son conjoint si elle est sans ressources. Favoriser leur entrée sur le marché du travail est ainsi l'un des moyens utilisés par les associations.[476]

Enfin, les associations conduisent de nombreux **programmes d'éducation et de sensibilisation aux violences faites aux femmes, notamment à destination des hommes et des enfants**. Ainsi, selon une étude menée par le JASC dans le district de Mannar, 90 % des enfants, garçons et filles, considèrent qu'il est normal qu'une femme soit battue par son mari et ne comptent pas déroger à ce schéma une fois adultes. Les associations interviennent ainsi également devant des enfants et adolescents pour les éduquer et tenter d'éviter la répétition de ces comportements violents.[477] **Avec l'aide du gouvernement, des campagnes d'information, notamment sur la santé sexuelle et reproductive, sont déployées.**[478]

4.2. Les minorités sexuelles et de genre

La mission a rencontré, à Colombo et dans le Nord, plusieurs associations œuvrant en soutien des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexe (LGBTQI+).[479]

4.2.1. Le cadre juridique concernant les minorités sexuelles et de genre

L'article 365 du Code pénal criminalise « les relations charnelles contre-nature » (« *carnal intercourse against the order of nature* ») et prévoit une peine d'emprisonnement maximale de dix ans. Cette disposition est renforcée par l'alinéa (a) de ce même article, qui interdit ce qui est qualifié d'outrage à la pudeur (« *act of gross indecency* ») en privé ou en public entre deux personnes. Ces outrages sont passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans.[480]

Parallèlement, **l'article 399 relatif à l'usurpation d'identité** (« *cheating the public by impersonation* ») **est également utilisé par les forces de l'ordre pour arrêter et détenir les personnes transgenres, homosexuelles et lesbiennes** dont l'apparence physique est jugée non conforme à leur identité sexuelle biologique.[481] Plusieurs personnes lesbiennes et transgenres ont ainsi été poursuivies devant les tribunaux au titre de l'article 399 pour s'être « déguisées en homme ».[482]

Par ailleurs, héritée de la législation coloniale britannique, **l'ordonnance sur le vagabondage de 1842** autorise les autorités à arrêter et détenir les personnes d'apparence ou d'attitude « indécente » dans l'espace public.[483] Dans les faits, cette disposition législative est utilisée pour détenir les individus dont l'apparence physique est considérée comme non conforme à leur identité assignée à la naissance et vise particulièrement les femmes lesbiennes, les personnes transgenres ainsi que la communauté *nachchi.*[484]

La loi est souvent abusivement invoquée pour sanctionner des suspicions d'outrage à la pudeur plutôt que des infractions avérées. Ainsi, en 2020, trois hommes ont été arrêtés par la police alors qu'ils se

[476] Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien ; GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien.
[477] Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien ; Human Developpment Organization (HDO), entretien.
[478] Human Developpment Organization (HDO), entretien ; Foundation For Innovative Social Development (FISD), entretien ; Jaffna Social Action Center (JSAC), entretien.
[479] Acronyme utilisé par lesdites associations sri lankaises.
[480] Sri Lanka, 1883, url
[481] Sri Lanka, 1883, url
[482] International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), 10/2024,p.3, url
[483] Sri Lanka, 1842, url
[484] Equité, entretien.
Le terme singhalais "nachchi" est employé par la communauté éponyme pour décrire une identité de genre autochtone non hétéronormative. Cette communauté se considère comme des personnes avec un corps masculin qui « ont embrassé la subjectivité féminine sans pour autant vouloir abandonner des aspects essentiels de leur "masculinité", et qui sont également inébranlables dans leur ardent désir sexuel pour les hommes » selon les sociologues Andrea Nichols et Jody Miller.
Les Nachchis participent aux cérémonies de mariage en tant que danseurs, coiffeurs, maquilleurs et cuisiniers, aux *perahera* (fête de la dent) en tant que danseurs, aux événements funéraires en tant que cuisiniers, et aux célébrations du Nouvel An singhalais et tamoul en tant que cuisiniers et joueurs de tambour traditionnel (*rabana*). Une partie des membres de la communauté se prostitue également. MILLER J. et NICHOLS A., "Identity, sexuality and commercial sex among Sri Lankan nachchi. Sexualities", 15(5-6), p.554-569, 2012, url ; LankaNews, 02/06/2024, url ; LankaNews, 02/12/2020, url ; Outright International, 06/05/2016, p.226, url ; The Sun, 09/06/2025, url

trouvaient dans la même chambre d'hôtel et ont été accusés d'avoir eu des relations homosexuelles sur dénonciation du personnel de l'hôtel.[485] Dans cette affaire, les policiers ont présenté un paquet de préservatifs, non ouvert, comme élément probant. Un an après, le procureur a annulé les poursuites.[486]

Les organisations *Equal Ground* et *Equité*, rencontrées au cours de la mission, ont insisté sur les racines coloniales de ce cadre législatif qui ne tient pas compte de l'histoire et de certains aspects de la culture sri lankaises dont les personnes LGBTQI+ font partie intégrante.[487]

En dépit du cadre législatif présenté *supra* et utilisé pour réprimer les personnes LGBTQI+, **il est possible, à partir de 18 ans, de faire changer son genre à l'état civil depuis 2016**. Pour cela, il faut d'abord obtenir un certificat de reconnaissance de genre (*Gender Recognition Certificate*, GRC, voir annexe 1) auprès d'un médecin psychiatre. Le délai moyen pour obtenir ce type de consultation serait de deux ans, et celle-ci n'est disponible que dans neuf hôpitaux, à hauteur de deux créneaux par jour seulement. Des consultations sont possibles dans le secteur privé, mais elles sont alors facturées entre 20 000 et 25 000 roupies (entre 58 et 73 euros), ce qui les réserve de fait à des personnes disposant de moyens financiers. Une fois le certificat obtenu, il est nécessaire de se rendre au secrétariat divisionnaire afin de faire une demande de changement de carte d'identité.[488]

Cette étape revêt elle aussi des difficultés puisqu'elle impose de se rendre dans le secrétariat divisionnaire de son lieu de naissance. **La personne demandant un changement de genre à l'état civil risque alors de voir l'information éventée et d'être confrontée à des comportements violents**. Dans certains de ces services, les officiers d'état civil demandent ainsi à voir les parties génitales de la personne, alors même qu'aucune opération n'est exigée. Cette personne doit également se rendre auprès du *Grama Niladhari.*[489] Pour faire changer son acte de naissance, il est parfois demandé de fournir celui de ses parents, ce qui peut être difficile à obtenir en cas de rupture familiale et ajoute un délai d'attente supplémentaire. Par ailleurs, certains officiers ne délivrent pas de nouvel acte de naissance mais amendent simplement le précédent, faisant ainsi apparaître le changement. Par ailleurs, **le nom de naissance apparaît toujours sur les actes de naissance** : le nouveau nom n'est indiqué qu'au dos du document, à la section 13.[490] Enfin, lors des élections, certaines personnes doivent retourner dans leur village afin de pouvoir voter, ce qui peut les confronter à différentes formes de violences de la part de personnes qu'elles ont fuies du fait de leur identité sexuelle et/ou de genre.[491]

En 2023, la Cour suprême a estimé que le projet de loi appelé « Projet de loi de 2023 portant modification du Code pénal » [*Penal Code (Amendment) Bill 2023*] et qui propose l'abrogation des dispositions criminalisant l'orientation sexuelle n'était pas contraire à la Constitution, ouvrant ainsi la voie à une évolution législative.[492] Cet avis n'a cependant pas encore été suivi par l'adoption d'une nouvelle loi à ce sujet. Par ailleurs, en juin 2024, la Cour suprême a estimé que le projet de loi sur l'égalité des sexes (*Gender Equality Bill*) ne pouvait être adopté, car il créerait un précédent susceptible d'aboutir à la dépénalisation de l'homosexualité et à l'ouverture de la procédure de mariage à tous et toutes. Le président de la Cour, P. Padman Surasena, a ainsi déclaré que : « il est clair qu'une fois ce projet de loi adopté, toute partie intéressée pourra revendiquer la légalité du mariage entre personnes de même sexe », et que la dépénalisation et l'ouverture du mariage auraient « des implications culturelles et morales importantes ». Si le président de la République intérimaire Ranil Wickremesinghe a alors critiqué cette décision de la Cour, ce projet de loi semble être aujourd'hui abandonné.[493]

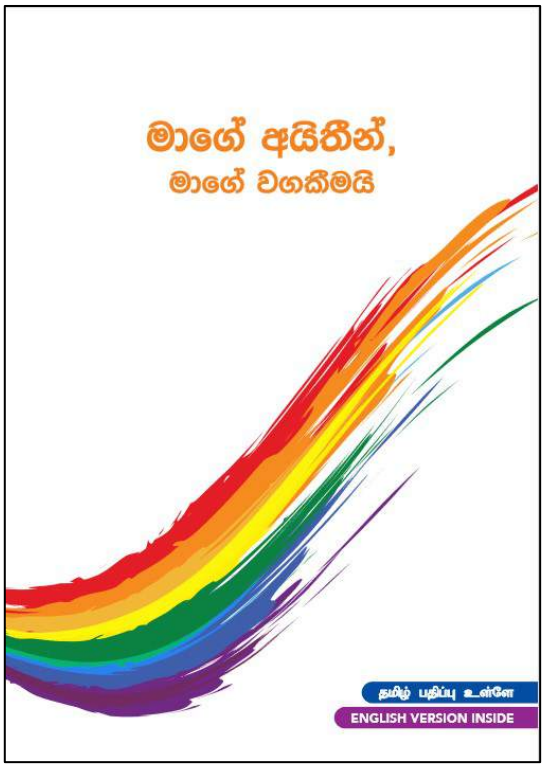
4.2.2. Sécurité et attitude des autorités

En dépit de la criminalisation formelle des actes homosexuels, l'organisation *Equal Ground* a souligné **une amélioration dans le comportement des forces de police depuis plusieurs années**, du fait de l'application de nouvelles directives et recommandations dans l'accueil des personnes LGBTQI+.[494] Des formations appelées « *Dignity and Diversity Program* » sont ainsi régulièrement dispensées par des

[485] Equal Ground, entretien.
[486] Daily Mirror, 10/12/2021, url
[487] Equal Ground, entretien ; Equité, entretien.
[488] Equité, entretien.
[489] Fonctionnaire local chargé de la mise en œuvre de la politique gouvernementale au niveau villageois ou communautaire.
[490] Jaffna Transgender Network, entretien ; Equité, entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien
[491] Equal Ground, entretien
[492] Equal Ground, entretien; International Commission of Jurists (ICJ), 11/05/2023, url
[493] Legal World, 18/06/2024, url ; NDTV World, 18/06/2024 url ; Equal Ground, entretien
[494] Equal Ground, entretien.

associations pour améliorer l'accueil et la prise en charge des victimes de manière générale, intégrant au fur et à mesure les questions LGBTQI+.[495]

Pour autant, **les forces de l'ordre (police et armée) restent les premiers agents persécuteurs de la communauté LGBTQI+**.[496] Ainsi, beaucoup de personnes sont arrêtées sur la simple suspicion d'être homosexuelles ou transgenres, quoique peu de dossiers soient ensuite portés devant le juge. En effet, **les personnes concernées sont généralement arrêtées puis relâchées**, notamment si elles bénéficient d'une aide juridique.[497] Si beaucoup d'arrestations ne sont donc pas suivies de condamnations, ces personnes sont tout de même ciblées, **extorquées sur le lieu de l'arrestation** ou au commissariat, détenues pendant plusieurs heures et **fréquemment agressées sexuellement durant cette incarcération**. Les nuits au commissariat sont ainsi considérées comme particulièrement dangereuses, certains agents mettant à profit l'absence de leurs collègues pour agresser les détenus.[498] Ces pratiques visent les membres de la communauté LGBTQI+, quel que soit leur genre, ainsi que les femmes cisgenres.[499]



« My Rights, My Responsibility», brochure en singhalais de l'ONG Equal Ground, url

Les personnes LGBTQI+ sont confrontées à de nombreux autres risques dès leur arrestation. Des fouilles et des examens des parties anales sont notamment pratiqués par les forces de police. De plus, le choix de la cellule où sont détenues les personnes transgenres, que ce soit en prison ou au commissariat, est fait en fonction du sexe qui leur a été assigné à la naissance. L'ensemble de ces pratiques les exposent à des violences physiques et sexuelles de la part des policiers, des agents pénitenciers mais également des autres détenus.[500]

Selon Equité, un policier devant effectuer un nombre d'actes minimum dans la journée, il va être tenté de cibler volontairement des personnes qu'il suppose être membres de la communauté LGBTQI+ et /ou prostitué ou prostituée. En effet, de nombreuses personnes faisant partie de cette communauté, particulièrement les personnes transgenres, se tournent vers la prostitution pour survivre, ce qui les rend d'autant plus vulnérables. Du fait de ces pratiques policières, peu de personnes victimes d'homophobie ou d'agressions sexuelles osent porter plainte. Elles craignent de subir à nouveau des violences de la part des autorités ou que leur plainte ne soit pas enregistrée et traitée.[501] Une autre forme de ciblage s'est également développée ces dernières années par le biais des applications de rencontres. Des policiers, militaires ou même des civils se créent de faux profils afin d'attirer les personnes LGBTQI+ sur un lieu de rendez-vous. Une fois sur place, ils menacent de les dénoncer à leur famille si elle ne leur donne pas d'argent. Ces extorsions s'accompagnent également parfois d'agressions sexuelles. Face à ce genre de situation, il est là encore quasiment impossible pour les victimes de se rendre au commissariat.[502]

L'armée est considérée comme plus dangereuse encore que la police pour les personnes LGBTQI+ du fait de l'homophobie et de la masculinité violente et exacerbée qui y règnent. De nombreux cas de viols,

[495] Equité, entretien.
[496] Equal Ground, entretien ; Equité, entretien.
[497] Equal Ground, entretien.
[498] Equité, entretien.
[499] Equal Ground, entretien.
[500] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien.
[501] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien.
[502] Equité, entretien.

d'hommes ou de femmes, ont été signalés, et les membres des associations refusent de se rendre dans les casernes pour y donner des formations, par crainte d'être ensuite agressés.[503]

Enfin, le gouvernement n'a mis en place aucun refuge dédié aux personnes LGBTQI+, tandis que les refuges pour femmes n'acceptent pas les femmes transgenres. Le seul refuge dédié aux femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres (LBT) est géré par *Equité*.[504] Par ailleurs, si la loi reconnaît et sanctionne expressément les violences faites aux femmes, **elle ne protège pas face à l'homophobie et aux autres formes de violences faites aux personnes LGBTQI+**.[505]

4.2.3. Attitude de la société

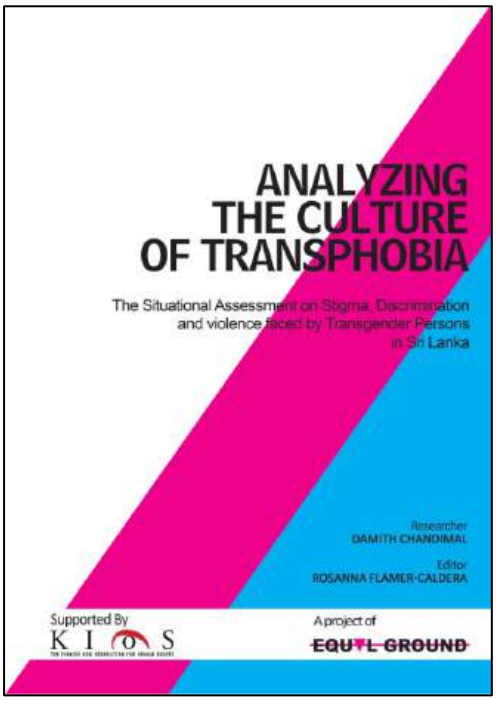
Malgré certaines avancées, **la société sri lankaise est encore largement homophobe** et de nombreux stéréotypes (selon lesquels les personnes LGBTQI+ seraient des personnes perverses et déviantes, des pédophiles ou des pédocriminels) y sont très ancrés. Le harcèlement et la violence se manifestent ainsi à tous les âges et à tous les échelons de la société, de l'école au monde du travail.[506] Par exemple, **un comité de mères de personnes LGBTQI+, le *Mother's Movement*, s'est créé pour dénoncer la « corruption » supposée de la communauté LGBTQI+**, qui chercherait à « convertir » leurs enfants ». Ce comité a organisé plusieurs manifestations dans le pays, y compris devant l'ambassade des Etats-Unis pour demander au président Donald Trump de mettre un terme au soutien financier apporté aux programmes favorisant l'inclusion, afin que Sri Lanka soit « débarrassé de l'agenda LGBT ».[507] **Les réseaux sociaux et certains médias nourrissent et diffusent également cette homophobie.**[508]

Les familles sont elles-mêmes autrices de violence. Beaucoup refusent d'accepter l'identité de genre ou l'orientation sexuelle de leurs enfants et usent de la force et de la violence pour les enfermer jusqu'à ce qu'ils « changent ». D'autres les rejettent et les chassent de chez eux, leur font du chantage au suicide, voire dénoncent leurs propres enfants à la police, etc. Beaucoup de personnes LGBTQI+, particulièrement les femmes lesbiennes et dans les régions rurales, sont également **mariées de force** et ainsi exposées au viol conjugal, qui n'est, par ailleurs, pas reconnu par le Code pénal.[509] Selon le représentant de l'organisation Equité, les familles tendent à mieux accepter les femmes transgenres.[510] Pour répondre aux attentes de leur famille, certaines personnes homosexuelles décident de se marier et d'avoir des enfants. En effet, selon Equité, **le rejet des personnes LGBTQI+ est notamment lié à leur impossibilité supposée de se reproduire, en particulier dans le Nord et l'Est** où, du fait de la guerre civile et des milliers de morts qu'elle a causés, les familles attendent avec impatience la naissance de nouvelles générations.[511] Preuve que la famille demeure un lieu de violences comme indiqué *supra*, il n'est pas rare que les personnes LGBTQI+ aient à verser de l'argent à des individus qui menacent de révéler leur orientation sexuelle à leurs proches.[512]

Colombo fait figure de havre de paix pour beaucoup de personnes LGBTQI+ qui fuient leur région d'origine afin d'échapper à la stigmatisation. S'il n'y existe pas de lieux dédiés à la communauté, comme des bars, certains quartiers sont réputés être plus sûrs que d'autres, notamment ceux fréquentés par les touristes.[513] Malgré cette ouverture relative à Colombo, ces personnes s'y trouvent là aussi

[503] Equité, entretien.
[504] Equité, entretien ; KIOS Foundation, 27/06/2024, url
[505] Jaffna Transgender Network, entretien.
[506] Equité, entretien; Equal Ground, entretien.
[507] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien ; Daily FT, 25/01/2025, url ; Daily Mirror, 21/01/2025, url ; Daily Mirror, 21/01/2025, url
[508] Equal Ground, entretien.
[509] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien ; Jaffna Transgender Network, entretien ; Human Rights Commission of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[510] Equité, entretien.
[511] Equité, entretien.
[512] Equité, entretien.
[513] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien ; Jaffna Transgender Network, entretien.

confrontées à des difficultés d'insertion sociale, notamment sur le marché du travail. De ce fait, beaucoup de personnes, notamment transgenres, se tournent vers la prostitution, dans des conditions souvent dangereuses, pour tenter de survivre.[514] Ainsi, des femmes transgenres prostituées se sont installées à Peliyagoda, autour du New Kelani River Bridge, où les clients, majoritairement des ouvriers, savent les trouver.[515]



Les personnes LGBTQI+ sollicitent peu les services sanitaires par peur de la stigmatisation et de la discrimination. En effet, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes sont accusés d'être les premiers propagateurs du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) – bien que cela ne soit pas prouvé. Il est ainsi difficile pour les personnes porteuses du VIH ou ayant des conduites à risque d'infection d'avoir accès à la trithérapie. Si les hôpitaux gouvernementaux fournissent gratuitement ce traitement, la liste d'attente est telle que les patients courent toujours le risque d'une interruption de traitement. Les examens permettant d'identifier d'éventuels troubles rénaux associés au VIH sont eux aussi soumis à une liste d'attente générale et les risques de stigmatisation sont extrêmement forts. Des membres du personnel soignant refusent également de prendre en charge les personnes concernées, leur recommandant à la place de se rendre au temple et de mener une « meilleure vie ». Beaucoup de personnes préfèrent ainsi renoncer aux soins, quitte à mourir, par peur de la stigmatisation qui leur est réservée.[516]

Les personnes transgenres rencontrent des difficultés spécifiques d'accès aux soins. L'accès à la chirurgie de réassignation sexuelle est ainsi très difficile à obtenir. Beaucoup de candidats se rendent alors à l'étranger, comme en Inde ou en Thaïlande. De retour à Sri Lanka, ils peuvent rencontrer des difficultés à obtenir des soins post-opératoires et un suivi médical puisque les hôpitaux sont dans une situation économique très difficile et qu'ils ne sont pas considérés comme des patients prioritaires. Par ailleurs, de nombreux médecins ne connaissent pas ou mal les besoins spécifiques de ces personnes. De même, l'accès aux hormones est très onéreux, ce qui conduit certaines personnes à faire un usage détourné de certains médicaments, comme la pilule contraceptive. Certaines personnes arrêtent le traitement sans supervision ou ne l'observent que de façon discontinue.[517]

4.2.4. Aide apportée par les associations

Face à cette situation, les associations cherchent à répondre aux besoins de la communauté et faire avancer leurs droits, mais aussi à « gagner le cœur et l'esprit des Sri Lankais, à faire en sorte qu'ils chérissent les membres de leur famille, qu'ils se battent au nom de ces derniers […] ».[518]

Elles militent ainsi pour la décriminalisation des relations homosexuelles et donc pour l'abrogation des articles 365, 365 (a) et 399 du Code pénal et de l'ordonnance de 1842. La révision des « lois discriminatoires, y compris les articles 365 et 365 (a) du Code pénal, qui oppriment les femmes, les enfants et d'autres groupes marginalisés » a, d'ailleurs, été une promesse de campagne du président Dissanayake, mais aucune annonce n'a encore été faite en ce sens.[519]

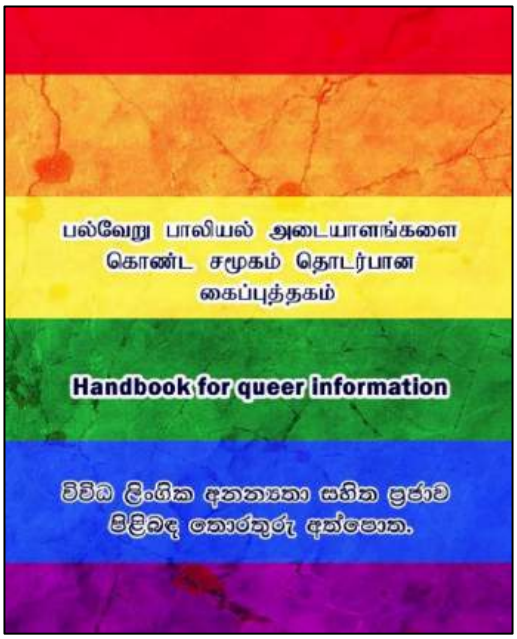
Des actions ont également été menées en justice, notamment en 2018, devant le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de l'ONU pour contester les articles 365 et 365 (a) du Code pénal. En 2021, une action a été intentée devant la Cour

[514] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien ; Jaffna Transgender Network, entretien.
[515] Equité, entretien.
[516] Jaffna Transgender Network, entretien ; Equité, entretien.
[517] Jaffna Transgender Network, entretien.
[518] Equal Ground, entretien.
[519] Equité, entretien; Equal Ground, entretien; National People's Power (NPP), 08/2024, p.45, url

d'appel de Sri Lanka contre la police nationale. Elle a abouti à la rédaction de lignes directrices à destination de tous les postes de police pour mieux traiter les questions relatives aux personnes LGBTQI+. Enfin, en 2022, lors de l'étude d'une proposition de loi visant à modifier les articles 365 et 365 (a) du Code pénal (voir *supra*), les associations se sont mobilisées pour soutenir l'avancée de ce projet.[520]

Des ressources pédagogiques ont également été mises à disposition des forces de l'ordre ainsi que des médias ou des entreprises afin de favoriser l'insertion et un traitement égal des personnes LGBTQI+. Ces associations proposent aussi des formations afin de sensibiliser ces corps de métier.[521] La *Human Rights Commission* participe également à ces travaux.[522]

Plusieurs lignes d'assistance téléphonique ont été mises en place afin de conseiller les personnes concernées, de leur apporter une aide juridique et, le cas échéant, de les rediriger vers d'autres associations. Les associations peuvent également être contactées *via* leurs réseaux sociaux ou la messagerie *WhatsApp.*[523]



Publication de l'ONG Equité, existant en tamoul et singhalais, url

Enfin, à rebours d'une partie de la société qui perçoit les questions d'identité de genre et d'orientation sexuelle comme imposées par l'Occident, les associations rappellent que ces identités font partie de l'histoire de Sri Lanka et sont évoquées par les principales religions du pays, l'hindouisme et le bouddhisme.[524]

4.2.5. Remarques complémentaires

La communauté LGBTQI+ a développé **son propre langage**, que seuls ses membres maîtrisent. Cette particularité leur permet de s'identifier et de se protéger.[525]

Il n'y a pas de reconnaissance d'un troisième genre ni de revendication en ce sens.[526]

Contrairement à d'autres pays du sous-continent indien, le terme « hijras » n'est pas utilisé à Sri Lanka. Les réalités trans et queer prennent d'autres formes, avec des termes et des dynamiques propres au contexte sri lankais, notamment avec le groupe des ***nachchis***.[527]

4.3. Les Tamouls des plantations de thé

4.3.1. Situation générale

Les *Malaiyaha Tamils*, communément appelés « Tamouls des plantations », sont, à l'origine, une communauté d'Indiens amenés à Sri Lanka par le pouvoir colonisateur britannique pour travailler dans les plantations de thé.[528] En 2012, ils représentaient 4,2% de la population sri lankaise, soit 842 323 personnes.[529] Il est cependant possible que ce chiffre soit sous-estimé et qu'un certain nombre d'entre eux se soient déclarés comme « Tamouls sri lankais » lors du recensement au lieu de « Tamouls indiens » selon les catégories officielles du recensement.[530]

[520] Equal Ground, entretien.
[521] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien ; National People's Power (NPP), 08/2024, url ; Equité, 05/2025, url
[522] Human Rights Comission Of Sri Lanka, 04/2024, url
[523] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien.
[524] Equité, entretien ; Equal Ground, entretien.
[525] Equité, entretien.
[526] Equal Ground, entretien ; Equité, entretien ; Jaffna Transgender Network, entretien.
[527] Equal Ground, entretien ; LankaNews, 02/06/2024, url ; LankaNews, 02/12/2020, url
[528] Human Development Organization (HDO), entretien.
[529] Sri Lanka, 2012, url
[530] The Sunday Times, 23/09/2012, url

Les *Malaiyaha Tamils* parlent tamoul, mais avec des variations de vocabulaire et d'accent qui les différencient des Tamouls du reste du pays.[531] Selon différents acteurs rencontrés au cours de la mission, ils forment **la communauté la plus marginalisée du pays.** Cela est notamment dû au fait que **la majorité des *Malaiyaha Tamils* sont des *dalits*, soit des personnes « hors castes » considérées comme « intouchables », ce qui les conduit à exercer des métiers pénibles souvent considérés comme « impurs »**.[532] Par ailleurs, le niveau d'éducation des *Malaiyaha Tamils* est l'un des plus bas du pays, un grand nombre d'entre eux abandonnant leur scolarité au lycée pour travailler.[533]

A l'indépendance du pays en 1948, les travailleurs tamouls des plantations ont été légalement désignés comme « immigrants temporaires ». Les lois sur la nationalité adoptées en 1948 et 1949 leur refusaient la citoyenneté et le droit de vote.[534]

Le *Sirimavo-Shastri Pact*, signé en 1964 entre Sri Lanka et l'Inde, autorisait le rapatriement forcé de 461 442 personnes considérées comme ressortissants indiens bien qu'elles aient toujours vécu à Sri Lanka. Ce processus de rapatriement prit fin en 1983.[535] En 1986, le parlement de Sri Lanka a adopté la loi n°5 sur l'octroi de la nationalité aux apatrides. En vertu de cette loi, 469 000 personnes pouvaient obtenir la nationalité sri lankaise par enregistrement, dans les dix-huit mois suivant sa promulgation. Elle a été complétée en 1988 par des dispositions spéciales.[536] L'Inde devait, quant à elle, accorder la citoyenneté à 506 000 personnes dans un délai de six à huit mois à compter de la date de promulgation de cette loi. Cependant, en 1988, l'Inde n'avait accordé la nationalité qu'à 422 000 personnes, qui en avaient fait la demande auprès du Haut-commissariat (ambassade) indien. A Sri Lanka, sur les 469 000 personnes prévues, seules 236 000 ont alors obtenu la nationalité.[537] En 2003, une loi a été adoptée pour accorder la nationalité à 168 141 Tamouls des plantations encore apatrides.[538]

Depuis l'indépendance, **les *Malaiyaha Tamils* ont été touchés par plusieurs vagues de violences et de déplacements**. En 1983, des pogroms anti-tamouls, notamment le *Black July*, ont causé la mort de 400 à 3 000 personnes, particulièrement parmi les travailleurs des plantations dans le sud.[539] De nombreux survivants ont fui vers le Nord, l'Est ou l'étranger, notamment en Inde.[540] **Durant la guerre civile, certains ont rejoint les LTTE dans le Vanni**[541], recevant parfois des terres qu'ils ont ensuite perdues à la fin du conflit. Il est cependant possible que certains en aient de nouveau obtenu grâce à l'Etat sri lankais.[542]

Par ailleurs, les *Malaiyaha Tamils* se sont également engagés dans une **lutte pour faire évoluer la manière dont ils sont identifiés**, que ce soit par l'administration publique ou dans le contexte de leur vie quotidienne. D'abord désignés comme « Indiens non ressortissants de Ceylan », puis « étrangers indiens », ils sont qualifiés depuis 1971 de « Tamouls indiens ».[543] **Désormais, les membres des nouvelles générations demandent à être désignés comme *Malaiyaha Tamils* et revendiquent la reconnaissance officielle de cette appellation par le gouvernement.**[544] Lors de la campagne présidentielle de 2024, Anura Kumara Dissanayake a assuré qu'il reconnaîtrait ce groupe sous celle-ci, et a consacré un manifeste à la politique qu'il souhaitait mettre en œuvre pour cette communauté.[545]

[531] Human Development Organization (HDO), entretien.
[532] Human Development Organization (HDO), entretien; Géo Confluences, 2015, url; CHANDRABOSE A.S., SIVAPRAGASAM P.P., 2015, p.13.
[533] Human Development Organization (HDO), entretien; TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien.
Pour plus d'informations sur le fonctionnement des écoles dans les plantations, voir CHANDRABOSE A.S. et SIVAPRAGASAM P.P., Human Development Organization (HDO) et CCFD, 2015, p. 30-35.
[534] THANGAM M.S., 04/2023, url ; Human Rights Comission Of Sri Lanka (HRCSL), entretien.
[535] Human Development Organization (HDO), entretien; The New Indian Express, 22/12/2021, url ; Deccan Herald, 19/04/2025, url ; The Hindu, 04/12/2021, url ; American Institute for Sri Lankan Studies (AISLS) , s.d., url
[536] Sri Lanka, Parlement, 1986, url ; Sri Lanka, Parlement, 1988, url
[537] M.S. THANGAM, 04/2023, p. 520, url
[538] Human Development Organization (HDO), entretien ; Tamil Center for Human Rights (TCHR), s.d.,url ; Sri Lanka, Parlement, 18/08/2003, url ; Tamil Net, 07/10/2003, url,
[539] Human Development Organization (HDO), entretien ; SILVA Kalinga Tudor, Université de Kandy, entretien; PAVEY E., 13/05/2008, url ; Daily FT, 25/07/2023, url
[540] TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien ; BBC, 23/07/2003, url ; Ceylon Today, 18/01/2025, url ; Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 07/10/2004, url
[541] PREMARATHNE H.D.P., Université de Peradeniya, entretien.
[542] SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien.
[543] MANULA K., SENEVIRATHNE S., QUAYLE A., WEST A., 10/03/2025, url
[544] Human Development Organization (HDO), entretien; Daily Mirror, 26/02/2025, url
[545] Human Development Organization (HDO), entretien; The Hindu, 17/11/2024, url ; National People's Power (NPP), 2024, url

Lors des dernières élections, six personnes (trois femmes et trois hommes) originaires des plantations ont été élues députés. C'est la première fois que des femmes *Malaiyaha Tamils* entrent au Parlement.[546] Le nouveau ministre de la Pêche et des Ressources aquatiques et océaniques, Ramalingam Chandrasekar, est *Malaiyaha Tamil.*[547]

4.3.2. Conditions de vie et violations des droits humains

Depuis des dizaines d'années, les activistes *Malaiyaha Tamils* dénoncent leurs conditions de travail et de logement dans les plantations, mais aussi l'inaction de l'Etat en matière d'accès à l'éducation et à la santé dans leur région.[548]

Les plantations sont détenues par des firmes internationales, par l'intermédiaire de filiales immatriculées à Sri Lanka, ou par le gouvernement.[549]

- **Conditions de travail et rémunération**

Les personnes travaillant dans les plantations de thé doivent cueillir une quantité minimum de feuilles de thé à la journée pour percevoir leur salaire, calculé de façon journalière. L'organisation HDO a indiqué à la mission que les employés des plantations étaient tenus de ramasser entre 20 kg et 25 kg de feuilles de thé par jour pour toucher leur plein salaire. Cet objectif s'élèverait même à 30 kg s'agissant des femmes.[550] Si une personne ne peut pas effectuer son travail pour quelque raison que ce soit, elle ne sera pas rémunérée et ne recevra aucune compensation, même en cas de maladie.[551]

Bureaux de la Human Development Organization et de la Workers' Solidarity Union à Kandy

Les femmes – qui composent la majorité de la main-d'œuvre des plantations – travaillent souvent six heures consécutives, sans pause, de 8 à 14 heures, puis reprennent jusqu'à 17 heures.[552] Les hommes travaillent de 8 à 13 heures mais perçoivent le même salaire qu'elles.[553] Certains hommes mettent à profit ce temps supplémentaire pour exercer une autre activité, par exemple en tant qu'ouvriers horticoles occasionnels dans les plantations.[554]

Les propriétaires des plantations négligent les conditions de travail, n'installant ni sanitaires ni point d'eau potable. Les travailleurs sont également exposés aux risques causés par les intempéries.[555]

- **Conditions de vie et hébergement**

Le système régissant le logement dans les plantations est hérité du système colonial. Il comporte des baraquements identiques d'environ 18 m², appelés « *line rooms* », dans lesquels cohabitent une ou plusieurs familles. Selon les interlocuteurs de la mission et les sources publiques consultées, entre 777 000 et 960 000 personnes vivraient dans les plantations, dont plus de deux tiers dans des *line rooms*. La majorité de ces habitats sont délabrés, sans eau courante ni ventilation. Par ailleurs, environ

[546] Human Development Organization (HDO), entretien; Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), 25/11/2024, url; The Hindu, 17/11/2024, url
[547] Tamil Guardian, 19/1/2024, url
[548] Human Development Organization (HDO), entretien.
[549] Human Development Organization (HDO), entretien.
[550] Human Development Organization (HDO), entretien.
[551] Human Development Organization (HDO), entretien.
[552] Human Development Organization (HDO), entretien; The Morning, 24/02/2023, url
[553] The Morning, 24/02/2023, url
[554] The Morning, 24/02/2023, url
[555] Human Development Organization (HDO), entretien; The Morning, 24/02/2023, url; The Guardian, 22/05/2023, url

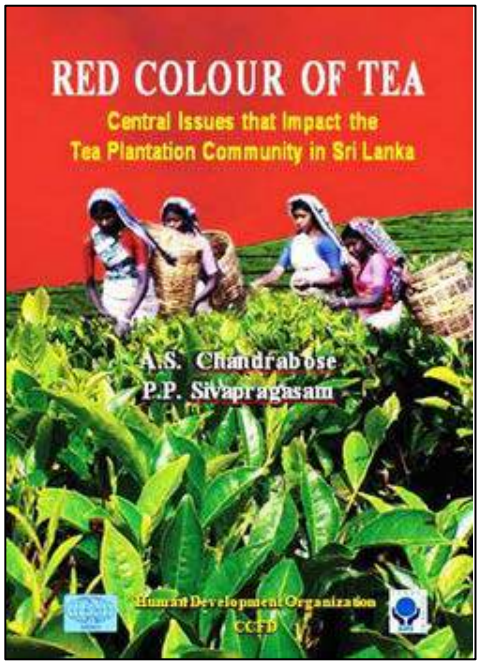
13 000 familles vivent dans des habitats temporaires. Si quelques rares *Malaiyaha Tamils* sont propriétaires de la *line room* qu'ils occupent, ces logements appartiennent, dans leur écrasante majorité, aux exploitants des plantations. Enfin, environ 10 % des personnes travaillant dans les plantations ont pu devenir propriétaires d'une résidence construite à l'extérieur des domaines, grâce à des fonds versés par l'Inde.[556]

- **Santé et accès aux soins**

Les plantations étant majoritairement aux mains d'entreprises privées, les personnes qui y travaillent et y vivent n'ont qu'un accès limité aux services publics, ceux-ci se trouvant par ailleurs concurrencés par certaines initiatives des employeurs privés.[557]

Cela vaut particulièrement pour les **soins médicaux, difficiles d'accès et de mauvaise qualité**. Les employés ont accès à une aide médicale proposées par les entreprises privées, appelée *Estate Medical Assistance* (EMA). Les employés de ces structures sont souvent peu qualifiés et ne détiennent pas le diplôme exigé des médecins du service public, le *Bachelor of Medicine, Bachelor of Surgery* (MBBS).[558]

La question de l'accès aux soins est pourtant cruciale pour beaucoup de travailleurs des plantations. Leur exposition aux produits phytosanitaires utilisés dans la culture du thé favorise en effet la survenue de cancers, de maladies chroniques, de problèmes rénaux ou de fausses couches.[559] L'insalubrité des *lines rooms* favorise également le développement de maladies respiratoires ou dermatologiques.[560]



Publication de la HDO sur les conditions de travail et de vie des Malaiyaha Tamils

- **Travail des enfants**

L'âge minimum légal pour travailler dans les plantations est fixé à 16 ans. Cependant, du fait de la faiblesse des salaires, de nombreux enfants sont amenés à y travailler afin de contribuer aux revenus de leur famille et abandonnent ainsi l'école. Ainsi, de nombreuses femmes employées sur les plantations ont commencé à y travailler dès l'âge de 14 ou 15 ans.[561] Si la part des enfants dans la main-d'œuvre des plantations était en baisse avant l'épidémie de COVID-19, la crise économique a depuis inversé cette tendance. Dans d'autres cas, des enfants sont envoyés en ville afin d'y travailler comme domestiques auprès de particuliers ou dans des hôtels.[562]

- **Situation des femmes**

Outre les différences de rémunération et d'horaires de travail, **les femmes *Malaiyaha Tamils* sont soumises à d'autres formes de violences et de discriminations.** Les superviseurs, appelés *kankanis*, infligent fréquemment de mauvais traitements à leurs ouvriers, et particulièrement à leurs ouvrières, qui peuvent ainsi faire l'objet de violences physiques et sexuelles.[563]

En plus du travail dans les champs, les femmes ont également la responsabilité du travail domestique et de l'éducation des enfants. Par ailleurs, du fait du tabou social entourant ces questions et de la difficulté d'accès aux structures de soins, les femmes sont peu informées en matière de santé sexuelle

[556] Sri Lanka Brief, 24/02/2023, url ; High Commission of India, s.d. url ; Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat), 12/08/2018, url ; Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat), s.d., url ; High Commission of India, 10/07/2015, url ; Sri Lanka Brief, 24/02/2023, url
[557] Human Development Organization (HDO), entretien.
[558] Human Development Organization (HDO), entretien.
[559] Human Development Organization (HDO), entretien.
[560] Human Development Organization (HDO), 2017, p. 19.
[561] Human Development Organization (HDO), entretien; The Borgen Project, 22/08/2021, url
[562] Human Development Organization (HDO), entretien.
[563] Human Development Organization (HDO), entretien; CHANDRABOSE A.S. et SIVAPRAGASAM P.P, 2015, p. 36; The Morning, 24/02/2023, url

et reproductive, ce qui les rend plus vulnérables aux abus sexuels, y compris intra-familiaux, ainsi qu'aux grossesses adolescentes.[564]

Du fait de ces conditions de vie, de nombreuses femmes partent travailler dans les centres urbains ou à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe Persique, dans l'espoir de mieux gagner leur vie et de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. Là aussi, les violences sont nombreuses et beaucoup de femmes sont victimes de viols et tombent parfois enceintes. Or les mères célibataires sont généralement rejetées par leur famille, ce qui rend leur situation plus précaire encore. Toutefois, l'opprobre qui frappe les mères célibataires s'observe aussi chez les autres communautés.[565]

De nombreux cas de stérilisation forcée ont été documentés sur les plantations. Ainsi, 32 % des femmes ayant eu recours au planning familial ont été stérilisées sans en avoir été préalablement et clairement informées. Ce manque d'informations a été renforcé par le fait que les praticiens se sont adressés à elles en singhalais, une langue que la plupart des *Malaiyaha Tamils* ne maîtrisent pas. Par ailleurs, plus d'un quart des femmes stérilisées ont indiqué avoir accepté la procédure sous la pression de leur époux ou des assistants sociaux des plantations, **craignant de perdre leur emploi en cas de refus**.[566] Certains groupes politiques ont également accusé le gouvernement de recourir aux stérilisations *via* le planning familial afin de réduire la population des plantations de manière coercitive.[567]

4.4. Les musulmans

Les quatre principaux groupes religieux sont, par ordre décroissant : les bouddhistes, qui constituent la majorité de la population (70,1 %), suivis par les hindous (12,6 %), les musulmans (9,7 %) et les chrétiens (7,6 %)[568]. Si la Constitution garantit que « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, y compris la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix » et que « aucun citoyen ne peut faire l'objet d'une discrimination fondée sur la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, les opinions politiques, le lieu de naissance […] »[569], elle précise que « **la République de Sri Lanka accorde au bouddhisme la place la plus importante** et, en conséquence, il est du devoir de l'État de protéger et d'encourager la *Buddha Sasana*[570], tout en garantissant à toutes les religions les droits accordés par les articles 10 et 14, paragraphe 1, point e) ».[571]

Les musulmans sont subdivisés en différentes communautés fondées sur leur origine, les principales étant les « musulmans sri lankais » (*Sri Lankan Moors*), les « musulmans indiens » et les Malais. Il existe aussi de plus petits groupes, comme les Bohras et les Kolas.[572]

4.4.1. Situation sécuritaire et attitude des autorités

Le 21 avril 2019, la Société de l'unification nationale (*National Tawhid Jamaat*, NTJ), un groupe islamiste sri lankais affilié à l'Etat islamique (EI), perpètre plusieurs attaques simultanées contre des lieux de culte chrétiens et des hôtels de luxe à Colombo, Negombo, Batticaloa, Dehiwala et Dematagoda, faisant 257 morts et plus de 500 blessés.[573]

Les forces de sécurité effectuent alors de nombreuses opérations dans des mosquées et madrasas et procèdent à beaucoup d'arrestations. Le recours à des chiens renifleurs dans l'enceinte des mosquées, alors que ces animaux sont considérés comme impurs, a été très mal perçu par la population musulmane, de même que la confiscation de livres religieux rédigés en arabe, dont le Coran. Certaines mosquées ont également fait l'objet de surveillance par des comités d'autodéfense locaux.[574]

[564] Human Development Organization (HDO), entretien.
[565] Human Development Organization (HDO), entretien.
[566] CHANDRABOSE A.S., SIVAPRAGASAM P.P., 2015, p.36-37.
[567] TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien.
[568] Lanka Statistics, 2023, url
[569] Sri Lanka, Constitution, 07/09/1978, amendée le 31/10/2022, url
[570] En pali : religion du Bouddha.
[571] Sri Lanka, Constitution, 07/09/1978, amendée le 31/10/2022, url
[572] Minority Rights Group International, 03/2018, url ; DIDR, 17/03/2015, url
[573] The Guardian, 21/04/2019, url ; BBC, 21/04/2019, url ; La Croix 19/04/2025, url
[574] Organisation des Nations-Unies (ONU), Conseil des droits de l'homme, 28/02/2020, p.6, url

A la suite de ces attentats, des émeutes antimusulmanes éclatent dans le pays et se poursuivent durant plusieurs jours. Par exemple, à Negombo, une foule d'émeutiers attaque les logements de réfugiés pakistanais et afghans (en majorité des ahmadis et des chrétiens). Puis, le 5 mai, dans cette même ville, des affrontements opposent des musulmans à des catholiques, les seconds mettant à sac des maisons et commerces appartenant aux premiers. Les 12 et 13 mai, des membres d'organisations bouddhistes nationalistes et de simples citoyens sans affiliation connue lancent des attaques contre des mosquées, des maisons et des magasins appartenant à des musulmans, dans les districts de Puttalam, Kurunagala et Gampaha, avec la tolérance, voire la participation, des forces de sécurité et des élus du Front du peuple de Sri Lanka (*Sri Lanka Podujana Peramuna,* SLPP). Un homme musulman est, par ailleurs, lynché dans le district de Puttalam.[575]

L'Azraudeen School dans le quartier musulman de Jaffna

Cette explosion de violences à l'encontre des musulmans s'explique notamment par la **popularité des théories du complot et des stéréotypes racistes au sein de la société sri lankaise** (voir *supra* 1.6.).[576] Ainsi, beaucoup de personnes singhalaises nourrissent du ressentiment à l'encontre des commerçants musulmans, propriétaires de leur magasin, qu'ils accusent d'avoir volé leur clientèle et leur travail.[577] Le taux de natalité supposé des familles musulmanes fait redouter à certains que cette communauté devienne un jour majoritaire.[578] De la même manière, en mai 2019, un médecin musulman, Shegu Shihabdeen Mohamed Shafi, a été accusé de mener une campagne de stérilisations forcées sur au moins 4 000 femmes bouddhistes singhalaises. Bien que ces accusations se soient ensuite révélées tout à fait fallacieuses, elles ont suscité un grand émoi dans le pays et ont été instrumentalisées par des groupes bouddhistes nationalistes.[579] Certains policiers auraient, par ailleurs, menacé des musulmans de les accuser d'implication dans les attentats de Pâques s'ils ne consentaient pas à leur verser le pot-de-vin exigé.[580]

Par la suite, les autorités ont également pris certaines mesures considérées comme discriminatoires à l'encontre de la population musulmane. Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, en avril 2020, le gouvernement a imposé la crémation des personnes décédées du virus, au motif que cela permettrait d'en éviter la propagation. Cette obligation contrevenait aux pratiques musulmanes, qui prescrivent l'inhumation de la dépouille. L'efficacité de la crémation contre le virus n'a, d'ailleurs, pas été prouvée scientifiquement.[581] Ces interdictions ont donné lieu à de nombreuses protestations et manifestations.[582] Le gouvernement est revenu sur cette interdiction un an plus tard, mais en imposant que les morts de la COVID-19 soient enterrés uniquement sur un site situé dans l'île d'Iranaitivu dans le golfe de Mannar. En mars 2022, le ministère de la Santé a autorisé de nouveau les inhumations dans le cimetière choisi par les proches.[583]

En mars 2021, le ministère de la Défense a interdit l'importation de livres religieux islamiques, à l'exception de ceux approuvés par son cabinet, dans ce qu'il présentait comme une mesure

[575] Center For Policy Alternatives (CPA), entretien; Le Monde, 14/05/2019, url ; International Crisis Group (ICG), 27/09/2019, p.21-22, url ; Organisation des Nations-Unies (ONU), Conseil des droits de l'homme, 28/02/2020, p.6, url ; Le Monde, 14/05/2019, url
[576] Sur l'implication des groupes bouddhistes extrémistes dans ces violences voir 1ere partie.
[577] SILVA Kalinga Tudor, Université de Kandy, entretien ; Center for Policy Alternatives, entretien
[578] PREMARATHNE H.D.P., Université de Peradeniya, entretien ; Center for Policy Alternatives, entretien
[579] TUDOR SILVA Kalinga, Université de Peradeniya, entretien ; Economy Next , 13/06/2022, url ; Reuters, 12/07/2019, url ; EuroNews, 06/06/2019, url ; International Crisis Group (ICG), 27/09/2019, p.23, url ; Economy Next , 13/0/2022, url
[580] Human Rights Comission Of Sri Lanka (HCR), entretien ; Al Jazeera, 12/04/2021, url
[581] Amnesty International, 03/04/2020, url
[582] Journal de Montréal, 26/02/2021, url
[583] Courier International, 04/03/2021, url; France24, 03/03/2022, url ;Tamil Guardian, 04/03/2022, url

« antiterroriste ». Le Coran compte au nombre des livres soumis à des restrictions d'importation.[584] En février 2025, le vice-ministre de la Défense, Aruna Jayasekara, a déclaré au Parlement que les livres concernant toutes les religions, y compris le bouddhisme et l'hindouisme, étaient visés par ces contrôles « afin de prévenir l'extrémisme et le terrorisme ».[585] Un parti politique rencontré par la mission dénonce également les restrictions injustifiées qu'invoquent les autorités pour rendre la construction de mosquées quasiment impossible.[586]

Enfin, **pour la première fois depuis l'indépendance du pays, le gouvernement nommé en septembre 2024 ne comprend aucun ministre musulman.**[587]

4.4.2. Attitude de la population

Si, depuis 2019, les relations entre les différentes communautés se sont apaisées, des tensions persistent, de même qu'un climat de défiance envers les musulmans chez une partie de la population sri lankaise. Ce climat est également entretenu par certains médias et figures politiques qui tiennent des discours violents à l'encontre de la population musulmane, y compris sur les réseaux sociaux. **Certains interlocuteurs de la mission ont noté que les discours antimusulmans ont remplacé les discours anti-LTTE à la fin de la guerre et ont indiqué redouter un regain de violences envers la communauté.**[588]

Ces exactions ont également nourri une suspicion chez une partie des musulmans. Ainsi, durant les campagnes de vaccination contre la COVID-19, la rumeur selon laquelle il s'agissait d'une stratégie pour réduire la fertilité par le biais du vaccin s'est répandue auprès d'une partie de la communauté.[589] De même, la politique du gouvernement concernant les contestations autour des terres et monuments religieux nourrit cette défiance à l'encontre de l'Etat (voir *supra* 3.3.).[590]

Le regard que portent les non-musulmans sur les musulmans reste entaché de stéréotypes. Beaucoup sont ainsi convaincus que les femmes musulmanes ne portent le voile que sous la contrainte des hommes de leur famille. A cet égard, l'organisation RECDO a rapporté à la mission que certaines musulmanes s'étaient vu refuser un emploi parce qu'elles portaient un voile.[591] Les femmes musulmanes font également l'objet de harcèlement, notamment dans la rue, dès lors qu'elles sont identifiées par le port du voile.[592]

Dans le Nord, en 1990, les musulmans ont été expulsés de Jaffna et de quatre autres districts, et le quartier où ils vivaient a ensuite été bombardé lors des combats entre les LTTE et l'armée en 1995 notamment.[593] Depuis plusieurs années, plusieurs milliers de ces déplacés ou leurs descendants reviennent s'installer dans ce quartier, où des maisons en ruines, portant les marques des bombardements, jouxtent des maisons parfois rénovées, voire des maisons nouvellement construites, tandis que les petits commerces rouvrent au fur et à mesure, bien qu'ils n'appartiennent pas aux habitants.[594] Les musulmans de Jaffna, qui, avant leur expulsion, étaient majoritairement des commerçants, se livrent également depuis la fin de la guerre à la récupération de débris métalliques.[595] Ce retour des musulmans s'observe également au sein de la population estudiantine de Jaffna.[596]

Une partie des musulmans a été reconnue comme étant constituée de personnes déplacés (*Internally Displaced People*, IDP). Il semble qu'en 2025, un millier de personnes musulmanes le soient toujours, dont 500 se trouvent à Puttalam, où des camps avaient été installés. **S'il est aujourd'hui possible pour ces personnes de retourner dans leur localité d'origine, leur situation économique**

[584] Tamil Guardian, 06/03/2021, url ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'État des États-Unis (USDOS), 05/04/2024, p.18, url; Etats-Unis d'Amérique, Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, 10/2021, p.5, url
[585] Parti politique, entretien ; Ceylon Today, 07/02/2025, url
[586] Parti politique, entretien.
[587] Parti politique, entretien; Lanka News, 05/12/2024, url ; Daily Mirror, 20/11/2024, url
[588] Center For Policy Alternatives (CPA), entretien ; SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien.
[589] KAMALRATHNE Thushara, Université de Peradeniya, entretien.
[590] Center For Policy Alternatives (CPA), entretien; Human Rights Comission Of Sri Lanka (HCR), entretien.
[591] Rural And Economic And Community Developmment Organization (RECDO), entretien.
[592] Sri Lanka Unites Reconciliation Center (SLURC), entretien.
[593] Jaffna Social Action Center, entretien, GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien, 20/02/2025, Rural And Economic And Community Developmment Organization (RECDO), entretien.
[594] Observations des membres de la mission ; Sri La Sri Somasunthara Gnanasampantha Paramachariya Swamigal, entretien ; GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien ; SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien
[595] SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien.
[596] SARVANANTHAN Muttukrishna Dr, entretien ; SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien.

rend très difficile cette réinstallation. De plus, ils peuvent faire l'objet d'une certaine hostilité de la part de la population de leur lieu d'origine, celle-ci ayant pu connaître de profondes transformations depuis la fin du conflit en 2009. Ces difficultés sont également très marquées au niveau administratif. **Beaucoup de personnes ayant tenté de se réinstaller dans le Nord sont revenues à Puttalam**, ne se sentant pas les bienvenues et ayant fait face à d'importantes difficultés matérielles, notamment pour les plus démunis.[597]

Maisons endommagées par les combats dans le quartier musulman de Jaffna

Depuis plus de quarante ans, des femmes musulmanes luttent pour que la loi qui régit depuis 1951 les procédures de mariage et de divorce s'appliquant aux musulmans, la *Muslim Marriage and Divorce Act* (MMDA), soit amendée. Cette législation spéciale autorise en effet le mariage des enfants à partir de 12 ans dès lors qu'un *qadi* (juge musulman) l'a approuvé.

Les critiques de ce texte déplorent aussi qu'il ne prévoit pas le recueil obligatoire du consentement de la mariée avant son union, qu'il impose des conditions différentes aux hommes et aux femmes en matière de divorce et qu'il autorise la polygamie, sans même exiger l'accord de la première épouse[598]. Si, depuis 1970, des comités de réforme de la MMDA ont été formés, aucune modification législative n'a encore été adoptée.[599] **Cette volonté de réforme, bien que portée par des organisations musulmanes, est perçue par une partie de la communauté comme une intrusion dans le domaine de la loi islamique.**[600] En novembre 2024, malgré les demandes répétées des défenseurs des droits des femmes et des enfants, le ministre des Affaires étrangères, Vijitha Herath, a déclaré qu'une réforme de la MMDA n'était pas à l'ordre du jour.[601]

Plusieurs interlocuteurs de la mission ont estimé qu'à l'heure actuelle, **le dialogue interconfessionnel et les interactions quotidiennes des fidèles des différentes religions étaient largement apaisés**, bien que certains bouddhistes extrémistes continuent de tenir des propos violents à l'encontre de musulmans.[602] Les différentes communautés religieuses attendent impatiemment que la lumière soit faite sur les attentats de Pâques 2019, notamment sur l'implication supposée des autorités. En effet, des déclarations faites au cours des dernières années affirment que le gouvernement Rajapaksa ou du moins ses services de renseignement, sont responsables de ces attaques ou y ont contribué.[603] Cet épisode a mis sous tension les relations entre chrétiens et musulmans, mais aussi les relations de ces communautés avec le gouvernement.

[597] SUMATHY Sivamohan, Université de Peradeniya, entretien; GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien ; Parti politique, entretien ; Religion Unplugged, 11/02/2025, url
[598] Equal Ground, entretien ; Muslim Personal Law Reform Action Group (MPLRAG), s.d., url ; DANIEL S., 25/09/2016, url
[599] Muslim Personal Law Reform Action Group (MPLRAG), s.d., url
[600] Parti politique, entretien ; Ground Views, 13/12/2024, url
[601] Daily FT, 09/11/2024, url ; Sri Lanka Brief, 07/11/2024, url ; Muslim Personal Law Reform Action Group (MPLRAG), 07/11/2024, url
[602] GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien ; Sri La Sri Somasunthara Gnanasampantha Paramachariya Swamigal, entretien ; Vénérable Kudapeeligama Nanda Thero, entretien.
[603] GNANAPRAGASAM Justin B., évêque de Jaffna, entretien ; Parti politique, entretien ; Sri La Sri Somasunthara Gnanasampantha Paramachariya Swamigal, entretien.

Conclusion

Depuis la fin du conflit armé entre les séparatistes des LTTE et l'Etat en 2009, Sri Lanka a connu des périodes d'instabilité politique et sociale peu communes depuis l'indépendance. Le violent conflit intercommunautaire entre Singhalais et Tamouls qui persistait dans le pays depuis les années 1980 a été étouffé, tandis que les communautés musulmanes ont fait l'objet de campagnes de haine, voire d'actes de violence, de la part de groupes ultranationalistes, parfois tolérés par les autorités. Le nouveau pouvoir, issu de l'élection présidentielle de septembre 2024 et des élections législatives de novembre 2024, s'est prononcé contre ces agissements, et a émis des signaux d'ouverture envers les minorités ethniques et religieuses, sans toutefois engager un processus clair de réconciliation nationale. Les développements concrets et durables montrant ce changement de cap se font attendre, et pourraient être retardés par un dilemme au sein des nouvelles autorités politiques centrales. En effet, les prises de positions passées hostiles aux autonomistes tamouls du parti désormais dominant, le JVP, paraissent éloignées des orientations actuelles affichées par le gouvernement du NPP et le président de la République envers les minorités ethniques et peu compatibles avec son ancrage récent dans certains secteurs sociaux de la population tamoule. Ce nouveau pouvoir doit également composer avec une armée pléthorique jouissant d'une aura importante dans la population singhalaise et bouddhiste, qui craint de subir l'influence du monde tamoul et hindou du sud de l'Inde se concrétisant selon celle-ci dans les revendications autonomistes des partis tamouls de Sri Lanka.

En dépit de cette situation incertaine, des progrès importants sur la voie de l'apaisement des tensions intercommunautaires ont été réalisés depuis la dernière mission de l'OFPRA en 2011. La province du Nord connaît un aménagement croissant en termes d'infrastructures publiques, effaçant les séquelles matérielles de la guerre, et le nouveau gouvernement s'est engagé à y développer de grands projets économiques. L'armée y reste désormais cantonnée dans ses casernes. Les agents de l'Etat affectés dans cette province tamoulophone, tels que les policiers et les personnels des établissements sanitaires en majorité singhalais, apprennent le tamoul. Les voies de circulation n'y sont plus coupées par des *check-points* militaires ou policiers. Plus généralement, les violences policières extrêmes, les arrestations arbitraires et les disparitions de personnes pour motifs politiques sont devenues rares. Les exilés sri lankais peuvent désormais rentrer ou séjourner au pays sans être arrêtés et détenus à leur arrivée. Les Tamouls peuvent commémorer leurs morts de la guerre sans encourir d'arrestation. Seules les personnes se référant publiquement à l'iconographie des LTTE sont désormais susceptibles d'être interpellées dans la mesure où cette organisation tombe sous le coup de la législation antiterroriste.

Cependant, dans les provinces du Nord et de l'Est, qui furent le théâtre de la guerre entre les LTTE, d'une part, et les forces armées et leurs milices supplétives, d'autre part, la surveillance exercée par l'appareil sécuritaire sur les anciens combattants séparatistes, les activistes d'organisations diverses défendant les droits humains et les journalistes reste pesante. Cette surveillance va de visites domiciliaires régulières à des interrogatoires de manifestants sur le terrain ou du voisinage, voire au suivi des déplacements des personnes surveillées. Les comptes financiers des organisations et de particuliers surveillés sont scrutés par les autorités qui craignent la reprise du financement de groupes séparatistes par la diaspora tamoule. Une atmosphère insidieuse de peur s'est, de ce fait, diffusée parmi les populations tamoulophones, y compris au sein des organisations de jeunes prônant pourtant la réconciliation entre les différentes communautés, propre à brider les actions trop revendicatives comme lors de la révolte dite de l'Aragalaya. Celles-ci s'y exercent néanmoins, surtout à l'encontre des constructions de monuments bouddhistes dans les zones à majorité de population hindoue ou musulmane, ou pour la restitution de terrains saisis par l'armée pendant la guerre.

Par ailleurs, si la situation des minorités sexuelles et de genre s'est améliorée depuis quelques années, les dispositions répressives du Code pénal, peu appliquées, continuent à permettre des pratiques d'extorsion, voire de violences sexuelles, de la part de certains policiers. Aussi, les organisations de soutien aux droits des personnes LGBTQI+ sont désormais associées à des programmes de sensibilisation des forces de police à leurs problématiques propres. Cependant, des associations et des influenceurs peuvent mener des campagnes dans la rue et sur les réseaux sociaux contre les personnes LGBTQI+. Enfin, bien que des dispositifs policiers aient été instaurés spécifiquement pour les femmes, la prévalence des violences à leur encontre a fortement augmenté depuis la pandémie de COVID-19. Un quart d'entre elles en auraient subi depuis l'âge de 15 ans, et cette proportion est plus élevée dans les provinces du Nord et de l'Est, où la population subit encore les traumatismes de la guerre. Peu de moyens financiers sont néanmoins dévolus par les pouvoirs publics pour enrayer ce fléau.

Annexe 1

General Circular No: 01 - 34/2016

My Number: DMH/A/18/2016
Ministry of Health, Nutrition and
Indigenous Medicine
385, Ven. Baddegama
Wimalawansa Thero Mawatha
Colombo 10.
16.06.2016.

All:
Provincial Health Secretaries,
Provincial Directors of Health Services,
Regional Directors of Health Services,
Directors of Teaching Hospitals,
Medical Superintendents of Hospitals,
Heads of Specialized Campaigns,
Heads of Health Institutions,
Deans of Medical Faculties,

Issuing of Gender Recognition Certificate for Transgender Community

Transgender is an umbrella term for all people whose internal sense of their gender (their gender identity) is different from the sex they were assigned at birth. For example, a transgender woman is someone assigned male at birth wha identifies as female (WHO 2015).

Transgender people are often socially, economically, politically and legally marginalized. Discrimination and vulnerable to harassment, violence and sexual assault and discrimination in access to public spaces like restaurants, cinemas, public toilets are common. Therefore amending the sex designation on a birth certificate is an extremely impartant step for a transgender person, to accurately reflect on this legal document the sex with which the individual identifies, and as required proof of sex to obtain other identity and legal documents.

Considering above facts, Ministry of Health, Nutrition and Indigenous Medicine has decided to establish services for transgender communities in every institution, with capacity of specialist psychiatric care (Consultant Psychiatrist).

When a person requests service, the responsible consultant psychiatrist will provide the care which includes assessment, counseling and issuing a **Gender Recognition Certificate (GRC)** to assist with the process of changing the sex on a birth certificate. The certificate could be issued only to those above 16 years of age and it will indicate the desired gender as to be shown in birth certificate. This document has to be certified by a Consultant Psychiatrist and then the Head of the Institution working under the Ministry of Health.

When a person in the private sector requests it, he should be referred to the closet government hospital with a Consultant Psychiatrist to obtain the certificate.

A system is established on Transgender information management; maintain a register at the institution for effective monitoring of the services. The Directorate of Mental Health is currently taking steps to set up process for transgender information management. Two main documents need to be maintained.

- Transgender Notification Register (TNR); When a person is issued **GRC,** information such as name, date of birth, birth sex, desired gender, National Identity Card number, bed-head ticket/clinic number should be entered in the TNR. Register will be maintained in the Psychiatric unit of the institution.
- Gender Recognition Certificate will be prepared in triplicate with one to be issued to the person concerned, the second to be retained at the hospital and third to the Directorate of Mental Health, Ministry of Health.

Kindly make arrangements to make aware all the Consultant Psychiatrists and other relevant officers in your institution on the above to stream line services for transgender persons and issuing the **Gender Recognition Certificate**. A copy of the certificate and sample of the register is attached herewith for your information. More details can be obtained from the Directorate of Mental Health, Ministry of Health, Nutrition and Indigenous Medicine.

Dr. P. G. Mahipala
Director General of Health Services
Ministry of Health, Nutrition & Indigenous Medicine
"Suwasiripaya",
385, Rev. Baddegama Wimalawansa Thero Mawatha,
Colombo 10.

Dr. P.G. Mahipala
Director General of Health Services

Cc:
Secretary/Ministry of Health, Nutrition and indigenous Medicine
Deputy Director General (MS) I
Deputy Director General (MS) II
Deputy Director General (NCD)
Director/Mental Health
President/Sri Lanka College of Psychiatrists

H 1257

Gender Recognition Certificate

Ministry of Health- Sri Lanka

This certificate is issued for the purpose of change the gender and name on Birth Certificate by the Section 27 and 52(1) of Birth and Death Registration Ordinance

A) General Information

1. Name in Full: .....
   .....
2. Name of the Father: .....
3. Name of the Mother: .....
4. Home Address: .....
   .....
5. National Identity Card number: .....
6. Birth sex : MALE/FEMALE (Underline the appropriate)
7. Date of Birth: ..... Birth Place: .....
8. Registered No: ..... Date: .....

B) Declaration of Gender

I..... (Full name) of ..... (Profession)
declare that the above mentioned person was assessed by me for his/her psychological status for gender reassignment. Based on the assessment I am able to make a diagnosis of male/female to female/male transsexualism according to the criteria of the World Health Organization- International Classification of Diseases 10th version.

The afore mentioned person was educated on identified concerns in the overall treatment plan in order to facilitate the process to provide the best available care in accordance with their clinical needs and goals for gender expression.

Following the required procedure the afore mentioned person was referred for hormone therapy and the necessary surgical treatment.

I hereby certify that the afore mentioned person underwent the gender transformation process according to the internationally recognized and accepted standards of care published by the World Professionals Association for Transgender Health (WPATH) and completed the social gender role transition as required.

I further declare that the afore mentioned person changed the gender from..... to..... on ...../...../..... and is eligible to apply for the change of gender and name in the birth certificate as mentioned below.

New name: .....

New gender: .....

Name: ....

Signature: ....

(Consultant psychiatrist) (Head of the Institution)

....

(Official seal) (Official seal)

....

(Date) (Date)

Transgender Notification Register

Name of the Institution: ..... **Unit:** .....

Date	Name	Date of Birth	NIC Number	Birth sex	Desired gender	Address	BHT/ Clinic No.	Remarks

Bibliographie

Sites web consultés d'avril à juillet 2025

Documents DIDR

DIDR, « Sri Lanka : L'attitude des autorités à l'égard des ressortissants sri-lankais partis combattre aux côtés des forces ukrainiennes », OFPRA, 18/11/2024, 8 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2411_lka_combattants_ukraine_163714_web.pdf

DIDR, « Sri Lanka : Les personnes ciblées par les autorités pour leur participation au mouvement "Aragalaya" de 2022 », OFPRA, 11/04/2024, 13 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2404_lka_aragalaya_personnes_ciblees_160292_web.pdf

DIDR, « Sri Lanka : Le mouvement de protestation « Aragalaya » de 2022 contre la gouvernance des Rajapaksa », OFPRA, 18/08/2022, 17 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2208_lka_le_mouvement_aragalaya_157076_web.pdf

DIDR, « Sri Lanka : La marche P2P », OFPRA, 23/02/2022, 19 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2202_lka_marche_p2p_154755_web.pdf

DIDR, Ofpra, « Bangladesh/Sri Lanka/Inde/Pakistan : Les mutilations génitales féminines dans la communauté Dawoodi Bohra », OFPRA, 25/11/2021, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2111_bgd_excision_dawoodi_bohra_153959_web.pdf

DIDR, « Les transformations institutionnelles et politiques du régime népalais depuis 2008, et le rôle des partis maoïstes », OFPRA, 11/01/2019, 28 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/1901_npl_partis_politiques.pdf

DIDR, « Les musulmans et les conflits religieux », OFPRA, 17/03/2015, 9 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/150317_lka_fiche_musulmans_web.pdf

OFPRA, « Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka », 09/2011, 161 p., https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/1109_lka_rapport_mission_ofpra.pdf

Textes juridiques

Sri Lanka, Public Finance, « Ministry of Finance Appropriation Bill - Appropriation Act 2025 », 27/12/2024, https://publicfinance.lk/en/report/appropriationbill-final-appropriationact-2025

Sri Lanka, Parlement, « Assistance To And Protection Of Victims Of Crime And Witnesses Act, No. 4 Of 2015 », 07/03/2015, https://www.srilankalaw.lk/YearWisePdf/2015/ASSISTANCE_TO_AND_PROTECTION_OF_VICTIMS_OF_CRIME_AND_WITNESSES_ACT%2C_No._4_OF_2015.pdf

Sri Lanka, Parlement, « Convention On Preventing And Combating Trafficking In Women And Children For Prostitution Act, No. 30 Of 2005 », 20/09/2005, https://www.warnathgroup.com/wp-content/uploads/2015/03/Sri-Lanka-TIP-Law-2005.pdf

Sri Lanka, Parlement, « Prevention of Domestic Violence Act, No. 34 of 2005 », 03/10/2005, https://www.childwomenmin.gov.lk/index/pdfviewer/view/Prevention%20of%20Domestic%20Violence%20Act%2C%20No.%2034%20of%202005/4c03ba2f2.pdf/true/frontend/files/legal-framework/legislative-entities/5/4c03ba2f2.pdf

Sri Lanka, Parlement, « Grant of Citizenship to Persons of Indian Origin. Bill No. 153, to Make Provision for the Grant of Status of Sri Lanka Citizen to Persons of Indian Origin », 18/08/2003, https://www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/2003/en/33792

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », 06/10/1999, https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/optional-protocol-convention-elimination-all-forms

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Convention relative aux droits de l'enfant », 20/11/1989, https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child

Sri Lanka, Parlement, « Grant of Citizenship to Stateless Persons (Special Provisions) Act », 1988, https://www.srilankalaw.lk/revised-statutes/alphabetical-list-of-statutes/447-grant-of-citizenship-to-stateless-persons-special-provisions-act.html

Sri Lanka, Parlement, « Grant of Citizenship to Stateless Persons Act, No. 5 of 1986 », 1986, https://lankalaw.net/wp-content/uploads/2024/02/5-1986_E.pdf

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », 10/12/1984, https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-against-torture-and-other-cruel-inhuman-or-degrading

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women New York, 18 December 1979 », 18/12/1979, https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women

Sri Lanka, « The Constitution Of The Democratic Socialist Republic Of Sri Lanka », 07/09/1978, amendée le 31/10/2022, https://www.parliament.lk/files/pdf/constitution.pdf

Sri Lanka, Cour d'Appel, « The National Union Of Workers, Appellant, And The Scottish Ceylon Tea Company Limited And Another, Respondents», 19/12/1975, https://lankalaw.net/wp-content/uploads/2024/12/023-NLR-NLR-V-78-THE-NATIONAL-UNION-OF-WORKERS-Appellant-and-THE-SCOTTISH-CEYLON-TEA-COMPAN.pdf

Sri Lanka, Parlement, « An Ordinance To Consolidate And Amend The Lawrelating To Marriages Other Than The Marriages Of Muslims And To Provide For The Better Registration Thereof », 1975, https://citizenslanka.org/wp-content/uploads/2016/02/Marriage-Registration-Ordinance-No-19-of-1907-E.pdf

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « International Covenant on Civil and Political Rights », 16/12/1966 (1), https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights », 16/12/1966 (2), https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination », 21/12/1965, https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-elimination-all-forms-racial

Sri Lanka, Parlement, « Muslim Marriage and Divorce Act », 1951, https://www.srilankalaw.lk/revised-statutes/volume-v/744-muslim-marriage-and-divorce-act.html

Ceylon, Parlement, « Children and Young Persons Ordinance », 1939, https://www.socialproba.cp.gov.lk/download/ord_1939_48_en.pdf

Ceylon, « Code pénal », 1883, http://hrlibrary.umn.edu/research/srilanka/statutes/Penal_Code.pdf

Ceylon, « Vagrants ordinance », 1842, https://www.srilankalaw.lk/revised-statutes/volume-viii/1332-vagrants-ordinance.html

Organisations intergouvernementales

Banque mondiale, « Population, femmes (% du total) - Sri Lanka », 2023, https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL.FE.ZS?end=2023&locations=LK&start=1960&view=chart

Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), Sri Lanka, « Beyond Postbox Services », 25/11/2020, https://srilanka.unfpa.org/en/news/beyond-postbox-services

Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), « Divisional Bureaus for the Prevention of Abuse of Children and Women: An Assessment », 24/11/2020, 158 p., https://www.undp.org/srilanka/publications/divisional-bureaus-prevention-abuse-children-and-women-assessment

Organisation des Nations-Unies (ONU), Conseil des droits de l'homme, « Visite au Sri Lanka. Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction », 28/02/2020, https://docs.un.org/fr/A/HRC/43/48/Add.2

Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), « Does She Travel Safe?» , 01/03/2019, https://srilanka.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Online_DoesSheTravelSafe_Report%2001032019-compressed_1.pdf

Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat),« Sri Lankan plantation workers benefit from Government of India funded housing », 12/08/2018, https://unhabitat.org/sri-lankan-plantation-workers-benefit-from-government-of-india-funded-housing

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), « Feature: Sri Lanka makes citizens out of stateless tea pickers », 07/10/2004, https://www.unhcr.org/news/stories/feature-sri-lanka-makes-citizens-out-stateless-tea-pickers

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Le comité des droits de l'enfant examine le rapport périodique de Sri Lanka », 23/05/2003, https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2009/10/committee-rights-child-reviews-second-periodic-report-sri-lanka

Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat), « Indian Housing Project in Central and Uva Provinces », s.d., https://mail.unhabitat.net/projects/sri_lanka/detail27_en.html

Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), « Toll-Free Helplines for Women and Children in SAARC Member States », s.d.(1), https://www.sdfsec.org/what-we-do/our-projects/toll-free-helplines-for-women-and-children-in-saarc-member-states/

Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), « Strengthening systems and setting up Toll-Free Helplines for Women and Children », s.d.(2), https://www.sdfsec.org/strengthening-systems-and-setting-up-toll-free-helplines-for-women-and-children/

Institutions nationales

Parliament of Sri Lanka, « Party Composition of the Parliament », consulté le 14/04/2025, https://www.parliament.lk/en/members-of-parliament/party-comp

Sri Lanka, Public Finance, « Which ministry's budget was increased the most ? », 19/02/2025, https://www.publicfinance.lk/en/topics/which-ministry-s-budget-was-increased-the-most-1739933360

Commonwealth d'Australie, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), « DFAT Country Information Report Sri Lanka », 02/05/2024, 71 p., https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/country-information-report-sri-lanka.pdf

Etats-Unis d'Amérique, Département d'État des États-Unis (USDOS), « Sri Lanka 2023 International Religious Freedom Report », 05/04/2024, 29 p., https://www.state.gov/wp-content/uploads/2024/04/547499-SRI-LANKA-2023-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf

Human Rights Commission of Sri Lanka (HRC), « The Guideline for police officers to protect transgender persons », 04/2024, https://equitesrilanka.org/wp-content/uploads/2024/04/HRCSL-Guideline-for-police-officers-to-protect-transgender-persons_-English.docx-1.pdf

Sri Lanka, Ministère des Femmes, de l'Enfance et de l'Autonomisation Sociale, « National Policy On Gender Equality And Women's Empowerment », 12/03/2023, 45 p., https://srilanka.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/sri_lanka_national_policy_gewe_english.pdf

Human Rights Commission of Sri Lanka, « Press Notice », 23/03/2022, https://www.hrcsl.lk/press-notice-2/

Etats-Unis d'Amérique, Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, « Religious Freedom Conditions in Sri Lanka », 10/2021, https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2021-10/2021%20Sri%20Lanka%20Country%20Update_0.pdf

Election Commission of Sri Lanka, Department of Elections, « Presidential Election 2019, all Island Result », https://elections.gov.lk/web/wp-content/uploads/election-results/presidential-elections/pre2019/PRE_2019_All_Island_Result.pdf

Sri Lanka, Département du recensement et des statistiques, « Demographic and Health Survey , Part.13 Domestic Violence From Intimate Partner », 2016, 345 p., https://www.statistics.gov.lk/Health/StaticalInformation/DemographicAndHealthSurveyReport-2016-Chapter13

High Commission of India, « Launch of Indian Housing Project in the Eastern Province », 10/07/2015, https://www.hcicolombo.gov.in/section/press-releases/launch-of-indian-housing-project-in-the-eastern-province/

Sri Lanka, Département du recensement et des statistiques, « Population by ethnic group according to districts, 2012 », 2012, https://web.archive.org/web/20170428063924/http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop42&gp=Activities&tpl=3

Sri Lanka, Police de Sri Lanka, « Bureau for the Investigation of Abuse of Children & Women », s.d. (1), https://www.police.lk/?page_id=1879

Sri Lanka, Police de Sri Lanka « The New Unit of the Bureau for the Prevention of Abuse of Children and Women of Mannar Headquarters Station is declared open », s.d.(2), https://www.police.lk/?p=3706

Sri Lanka, ministère de la Sécurité publique, « File a complaint online », s.d., https://118.pubsec.gov.lk/en

High Commission of India, « Indian Housing Project», s.d., https://www.hcicolombo.gov.in/page/indian-housing-project/

Sri Lanka, Ministère des Femmes, de l'Enfance et de l'Autonomisation Sociale, s.d., https://www.childwomenmin.gov.lk/en

Organisations non gouvernementales

Equité, « Media Guideline », 05/2025, 33 p., https://equitesrilanka.org/wp-content/uploads/2025/05/BRIDGE-to-EQUALITY-Media-Guideline-English.pdf

Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), « Sri Lanka's People Have Kicked Out the Old Political Class», 25/11/2024, https://www.cadtm.org/Sri-Lanka-s-People-Have-Kicked-Out-the-Old-Political-Class

Muslim Personal Law Reform Action Group (MPLRAG), « STATEMENT: Minister Vijitha Herath's comments that MMDA reforms are not on the agenda fails to recognize long standing demands for change », 07/11/2024, https://www.mmdasrilanka.org/statement-minister-vijitha-heraths-comments-that-mmda-reforms-are-not-on-the-agenda-fails-to-recognize-long-standing-demands-for-change/

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), « Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri Lanka », 10/2024, https://www.arcusfoundation.org/wp-content/uploads/2015/08/Violence-Against-Lesbians-Bisexual-Women-and-Transgender-Persons-in-Sri-Lanka-A-Shadow-Report.pdf

International Crisis Group (ICG), « Sri Lanka's Bailout Blues: Elections in the Aftermath of Economic Collapse », 17/09/2024, https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/341-sri-lankas-bailout-blues-elections-aftermath-economic-collapse

Center for Policy Alternatives (CPA), « The Intersectional Trends of Land Conflicts in Sri Lanka », 08/2024, 95 p., https://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2024/08/The-Intersectional-Trends-of-Land-Conflicts-in-Sri-Lanka.pdf

KIOS Foundation, « Equité brings LGBTIQ+ people together in Sri Lanka », 27/06/2024, https://kios.fi/en/2024/06/equite-brings-lgbtiq-people-together-in-sri-lanka/

International Commission of Jurists (ICJ), « Sri Lanka: ICJ welcomes the Supreme Court's determination that the proposed amendment decriminalizing consensual same-sex sexual relations between adults is constitutional », 11/05/2023, https://www.icj.org/sri-lanka-icj-welcomes-the-supreme-courts-determination-that-the-proposed-amendment-decriminalizing-consensual-same-sex-sexual-relations-between-adults-is-constitutional/

The Borgen Project, « The Exploitation of Tea Plantation Workers in Sri Lanka », 22/08/2021, https://borgenproject.org/tea-plantation-workers-in-sri-lanka/

Centre For Policy Alternatives (CPA), «Legal Reform to Combat Sexual and Gender-Based Violence. Part.I Reforming Existing Laws and Policies», 11/2020, 38 p., https://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2020/11/Law-Reform-to-combat-SGBV-PART-1-General-Centre-for-Policy-Alternatives.pdf

Amnesty International, « Sri Lanka. Les minorités religieuses doivent pouvoir pratiquer leurs rites funéraires », 03/04/2020, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/sri-lanka-religious-minorities-must-have-their-final-rites-respected/

International Crisis Group (ICG), « After Sri Lanka's Easter Bombings: Reducing Risks of Future Violence », 27/09/2019, 41p., https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/302-after-sri-lankas-easter-bombings-reducing-risks-future-violence

Minority Rights Group International, « World Directory of Minorities and Indigenous Peoples - Sri Lanka: Muslims », 03/2018, https://www.refworld.org/reference/countryrep/mrgi/2018/en/121781

Outright International, « Violence: Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Trans People in Asia », 06/05/2016, 236 p., https://outrightinternational.org/sites/default/files/2022-10/LBT_report.pdf

Muslim Personal Law Reform Action Group (MPLRAG), « FAQs about the MMDA », s.d., https://www.mmdasrilanka.org/faqs-about-the-mmda/

Ouvrages

Human Development Organization (HDO), « Policy Review on the Status of Health in the Planation Sector », 2017, 68 p.

CHANDRABOSE A.S., SIVAPRAGASAM P.P., « Red Colour of Tea, Central Issues that Impact the Tea Plantation Community in Sri Lanka », Human Development Organization (HDO) et CCFD, 2015, 159 p.

Think tanks, universités et centres de recherches

MANULA Kalupahana SENEVIRATHNE Sandaruwan, QUAYLE Annette et WEST Andrew, « Accounting for the stateless: Indian Tamils and the historical construction of racial inequality in Sri Lanka », Accounting, Auditing & Accountability Journal, 10/03/2025, https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/aaaj-12-2023-6786/full/html#sec003

Adayaalam Centre for Policy Research, « A phantom that is real. Persisting culture of surveillance and initimidation in the North-East », 02/2025, 28 p., https://adayaalam.org/wp-content/uploads/2025/05/A-Phantom-that-is-Real_-Persisting-Culture-or-Surveilance-and-Intimidation-in-the-NorthEast.pdf

CHIETIGJ BAJPAEE, « Austerity measures are on trial in Sri Lanka's first election since its economic collapse », Chatham House, 02/10/2024, https://www.chathamhouse.org/2024/09/austerity-measures-are-trial-sri-lankas-first-election-its-economic-collapse

THANGAM M.S., « Origin And Position Of Plantation Tamils In Sri Lanka », International Journal Of Current Science, Vol.13, n°2, 04/2023, https://rjpn.org/ijcspub/papers/IJCSP23B1066.pdf

ABENANTE Diego, « Sri Lanka 2022: The aragalaya protest movement and the Rajapaksas' fall from power », Asia Maior, 2022, vol. XXXIII, https://www.asiamaior.org/?p=1749

DHARSHA JEGATHEESWARAN, « Civil Security Department, The Deep Militarisation of the Vanni », Jaffna, Adayaalam Centre for Policy Research, 09/2017, 25 p., https://adayaalam.org/wp-content/uploads/2018/01/ACPR-Report-Civil-Security-Department-The-Deep-Militarisation-of-the-Vanni-.pdf

MILLER Jody et NICHOLS Andrea, « Identity, sexuality and commercial sex among Sri Lankan nachchi. Sexualities », 15(5-6), p. 554-569, 2012, https://doi.org/10.1177/1363460712446120

PAVEY Eleanor, « The massacres in Sri Lanka during the Black July riots of 1983 », 13/05/2008, https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/en/document/massacres-sri-lanka-during-black-july-riots-1983.html

MEYER Eric, « Bipolarité et pratiques successorales dans la démocratie sri lankaise », Presses de Sciences Po, Critique internationale, 2006, n°33, p.153-164, https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2006-4-page-153?lang=fr

American Institute for Sri Lankan Studies (AISLS) , « Tea & Immigrant Labor », s.d., https://www.aisls.org/resources/teaching-about-sri-lanka/teaching-about-tea/tea-and-immigrant-labor/

Tamil Center for Human Rights (TCHR), « Nutshell - Plantation workers in Ceylon / Sri Lanka », s.d., http://www.tchr.net/plantation_tamils_nutshell.htm

Médias

JEYARAJ D.B.S., « Jaffna MP Shritharan's Insidious Campaign Against his own party ITAK », Daily Mirror, 07/07/2025, https://www.dailymirror.lk/opinion/Jaffna-MP-Shritharans-Insidious-Campaign-Against-his-own-party-ITAK/172-313513

The Sun, « Beyond the Stage The Nachchi Identity and the Gender Pluralism of Sri Lanka », 09/06/2025, https://www.thesun.lk/front_page/Beyond-the-Stage-The-Nachchi-Identity-and-the-Gender-Pluralism-of-Sri-Lanka/557-303330

Ground Views, « Is the 2025 Budget Workable for Women? », 03/06/2025, https://groundviews.org/2025/03/06/is-the-2025-budget-workable-for-women/

Ada Derana, « Local Authorities Election 2025 », s.d. (05/2025) https://election.adaderana.lk/local-authorities-election-2025/

Deccan Herald, « Stateless Tamils stare at another displacement », 19/04/2025, https://www.deccanherald.com/opinion/stateless-tamils-stare-at-another-displacement-3500375

La Croix, « Sri Lanka : une église évangélique attaquée en pleines commémorations des attentats de Pâques 2019 », 19/04/2025, https://www.la-croix.com/international/sri-lanka-une-eglise-evangelique-attaquee-en-pleines-commemorations-des-attentats-de-paques-2019-20250419

Ada Derana, « 90-day detention order issued on Pilleyan », 12/04/2025, http://www.adaderana.lk/news.php?nid=107387

PERERA Boniface, « Sri Lanka's Armed Forces and 'Rightsizing' », Daily Mirror, 07/03/2025, https://www.dailymirror.lk/opinion/Sri-Lankas-Armed-Forces-and-Rightsizing/172-303841

Daily Mirror, « From 'Indian' to 'Malaiyaha' A call for identity recognition», 26/02/2025, https://www.dailymirror.lk/news-features/From-Indian-to-Malaiyaha-A-call-for-identity-recognition/131-303182

Sri Lanka Mirror, « Gnanasara Thero granted bail », 25/02/2025, https://srilankamirror.com/news/gnanasara-thero-granted-bail-2/

News.lk, « Budget Speech - 2025 », 17/02/2025, https://news.lk/news/economy-development/budget-speech-2025

Religion Unplugged, « Muslims In Sri Lanka Fail To Return To Their Homes In War-Torn Provinces », 11/02/2025, https://religionunplugged.com/news/muslims-in-sri-lanka-fail-to-return-to-their-homes-in-war-torn-provinces

Ceylon Today, « 'No ban on import of Islamic religious books' », 07/02/2025, https://ceylontoday.lk/2025/02/07/no-ban-on-import-of-islamic-religious-books/

Daily FT, « Mother's Movement in Sri Lanka applauds Trump's fight against LGBTQIA++ woke values», 25/01/2025, https://www.ft.lk/news/Mother-s-Movement-in-Sri-Lanka-applauds-Trump-s-fight-against-LGBTQIA-woke-values/56-772199

Daily Mirror, « Lankan movement hails Trump for opposing LGBTQIA++ Woke values », 21/01/2025, https://www.dailymirror.lk/opinion/Lankan-movement-hails-Trump-for-opposing-LGBTQIA-Woke-values/172-300534

Daily Mirror, « Support for President Donald Trump », 21/01/2025, https://www.dailymirror.lk/print/caption-story/Support-for-President-Donald-Trump/110-300595

Ceylon Today, « The Story of Malaiyaha Tamils' Impact on Sri Lanka's Social Fabric », 18/01/2025, https://ceylontoday.lk/2025/01/18/the-story-of-malaiyaha-tamils-impact-on-sri-lankas-social-fabric/

LankaXpress, « 2025 Appropriation Bill: Breakdown of govt expenditure by ministry », 10/01/2025, https://www.lankaxpress.com/2025-appropriation-bill-breakdown-of-govt-expenditure-by-ministry/

British Broadcasting Company (BBC), « Controversial buddhist monk jailed for insulting Islam », 10/01/2025, https://www.bbc.com/news/articles/ce8jdy8j41lo

Ceylon Today, « Protesters demand justice for Rohingya refugees », 10/01/2025, https://ceylontoday.lk/2025/01/10/protesters-demand-justice-for-rohingya-refugees/

Daily FT, « Mullaitivu protest calls on Govt. to halt Rohingya deportation plans », 10/01/2025, https://www.ft.lk/news/Mullaitivu-protest-calls-on-Govt-to-halt-Rohingya-deportation-plans/56-771646

Tamil Guardian, « Tamils protest against Sri Lanka's plan to deport Rohigya refugees », 09/01/2025, https://www.tamilguardian.com/content/tamils-protest-against-sri-lankas-plan-deport-rohingya-refugees

Tamil Guardian, « Signature campaign for release of political prisoners gains momentum in North-East », 09/01/2025, https://www.tamilguardian.com/content/signature-campaign-release-political-prisoners-gains-momentum-north-east

The Morning, « Sri Lanka expands shelters for women and children affected by violence », 19/12/2024, https://www.themorning.lk/articles/AdOej5qj1iKkWQQUI01A

Ground Views, « Muslim Marriage and Divorce Act: Reform is Not Repeal », 13/12/2024, https://groundviews.org/2024/12/13/muslim-marriage-and-divorce-act-reform-is-not-repeal/

Lanka News, «Why Has the NPP Not Appointed a Muslim Cabinet Minister? », 05/12/2024, https://www.lankaenews.com/news/4017/en/Why-Has-the-NPP-Not-Appointed-a-Muslim-Cabinet-Minister

The Morning, « Maaveerar Naal : three arrested under PTA », 01/12/2024, https://www.themorning.lk/articles/gb7iKFcH2j1J8p5mIQ5V

Daily Mirror, « Muslims disappointed over lack of Cabinet representation », 20/11/2024, https://www.dailymirror.lk/news/Muslims-disappointed-over-lack-of-Cabinet-representation/239-296381

Tamil Guardian, « Academics, Tamils and an extremist Sinhala nationalist - Meet Sri Lanka's new cabinet », 19/11/2024, https://www.tamilguardian.com/content/academics-tamils-and-extremist-sinhala-nationalist-meet-sri-lankas-new-cabinet

The Hindu, « Sri Lanka parliamentary election: How the NPP won over country's ethnic minorities», 17/11/2024, https://www.thehindu.com/news/international/sri-lanka-parliamentary-election-how-the-npp-won-over-sri-lankas-ethnic-minorities/article68876413.ece

Daily Mirror, « 'WIN' urges govt. to address Gender Based Violence », 13/11/2024, https://www.dailymirror.lk/news-features/WIN-urges-govt-to-address-DV-SGBV-as-top-priorities/131-295840?utm

Daily FT, « Muslim Personal Law Reform Action Group has its say over new Govt.'s stance on MMDA », 09/11/2024, https://www.ft.lk/opinion/Muslim-Personal-Law-Reform-Action-Group-has-its-say-over-new-Govt-s-stance-on-MMDA/14-769017

Sri Lanka Brief, « STATEMENT: Minister Vijitha Herath's comments on MMDA reforms fails to recognize long standing demands for change.», 07/11/2024, https://srilankabrief.org/statement-minister-vijitha-heraths-comments-on-mmda-reforms-fails-to-recognize-long-standing-demands-for-change/

Ada Derana, « Parlementary Elections 2024: All Island Results – Final », s.d. (11/2024), http://election.adaderana.lk/general-election-2024/

Ceylon Today, « Presidential Election 2024: Final cumulative results of the first count », 22/09/2024, https://ceylontoday.lk/2024/09/22/presidential-election-2024-final-cumulative-results-of-the-first-count-out/

Ada Derana, « Presidential Election 2024: All Island Results – Final », s.d. (09/2024), https://election.adaderana.lk/presidential-election-2024/

Agenzia fides, « Des élections en pleine crise économique et politique : le peuple réclame le changement », 20/09/2024, https://www.fides.org/fr/news/75436-ASIE_SRI_LANKA_Des_elections_en_pleine_crise_economique_et_politique_le_peuple_reclame_le_changement

NDTV World, « President's Move After Sri Lankan Supreme Court Rules Against Gender Equality Bill », 18/06/2024 https://www.ndtv.com/world-news/sri-lankas-supreme-court-rules-against-gender-equality-bill-president-proposes-to-appoint-select-committee-to-look-into-judgment-5916109

Daily FT, « Ex-CID Chief takes over as head of NPP's Retired Police Collective », 10/06/2024, https://www.ft.lk/news/Ex-CID-Chief-takes-over-as-head-of-NPP-s-Retired-Police-Collective/56-762865

LankaNews, « 'Nachchi': A beacon of Sri Lanka's indigenous Gender Identity », 02/06/2024, https://lankanewsweb.net/archives/56987/nachchi-a-beacon-of-sri-lankas-indigenous-gender-identity/

Tamil Guardian, « 'I was tricked by the ousted president' - claims Cardinal Malcolm Ranjith », 18/04/2024, https://www.tamilguardian.com/content/i-was-tricked-ousted-president-claims-cardinal-malcolm-ranjith

Adaderana, « Police hotline receives over 1,000 complaints on abuse, violence against women and children », 25/03/2024, http://www.adaderana.lk/news.php?nid=98185

Daily Mirror, « Police launch 24-Hour hotline to combat child and women abuse », 04/01/2024, https://www.dailymirror.lk/breaking-news/Police-launch-24-Hour-hotline-to-combat-child-and-women-abuse/108-274418

The Hindu, « Spotlight on independence of judiciary in Sri Lanka after Mullaitivu judge resigns », 29/09/2023, https://www.thehindu.com/news/international/spotlight-on-independence-of-judiciary-in-sri-lanka-after-mullaitivu-judge-resigns/article67361979.ece

Sri Lanka Brief, « Swasthika Arulingam petitions SC against 30% tax on the income of EPF/ETF funds», 28/08/2023, https://srilankabrief.org/swasthika-arulingam-petitions-sc-against-30-tax-on-the-income-of-epf-etf-funds/

Daily FT, « 40 years after anti-Tamil pogrom of July 1983: Root causes remain unaddressed », 25/07/2023, https://www.ft.lk/columns/40-years-after-anti-Tamil-pogrom-of-July-1983-Root-causes-remain-unaddressed/4-750972

Hiru News, « Several plantation companies default on EPF payments : Sectoral Oversight Committee», 11/07/2023, https://www.hirunews.lk/en/340829/several-plantation-companies-default-on-epf-payments-sectoral-oversight-committee

The Guardian, « 'We give our blood so they live comfortably': Sri Lanka's tea pickers say they go hungry and live in squalor », 22/05/2023, https://www.theguardian.com/global-development/2023/may/23/we-give-our-blood-so-they-live-comfortably-sri-lankas-tea-pickers-say-they-go-hungry-and-live-in-squalor

Sri Lanka Brief, « Discrimination & sufferings of female workers in Sri Lanka plantation sector – Mathavakala Mathavan », 24/02/2023, https://srilankabrief.org/discrimination-sufferings-of-female-workers-in-sri-lanka-plantation-sector-mathavakala-mathavan/

The Morning, « Trapped in plantation work », 24/02/2023, https://www.themorning.lk/articles/m5VH9SmndF72deXxmO12

Lanka Statistics, « Composition of Population of Sri Lanka », 2023, https://lankastatistics.com/economic/composition-of-population.html

Economy Next , « Exclusive: Sri Lanka doctor falsely accused of forced sterilisation to donate his compensation», 13/06/2022, https://economynext.com/exclusive-sri-lanka-doctor-falsely-accused-of-forced-sterilisation-to-donate-his-compensation-95720/

Vatican News, « Sri Lankan cardinal reiterates coverup in Easter bombing probe », 22/04/2022, https://www.vaticannews.va/en/church/news/2022-04/sri-lanka-ranjith-third-anniversary-easter-bombings-coverup.html

Tamil Guardian, « Sri Lanka ends COVID burial policy, almost 2 years into pandemic », 04/03/2022, https://www.tamilguardian.com/content/sri-lanka-ends-covid-burial-policy-almost-2-years-pandemic

France24, « Sri Lanka ends widely condemned Muslim burial policy », 03/03/2022, https://www.france24.com/en/live-news/20220303-sri-lanka-ends-widely-condemned-muslim-burial-policy

The New Indian Express, « The plight of Tamils of Indian origin in Sri Lanka », 22/12/2021, https://www.newindianexpress.com/opinions/2021/Dec/22/the-plight-of-tamils-of-indian-origin-in-sri-lanka-2398239.html

Daily Mirror, « Colombo Chief Magistrate dismisses case against three gay men for homosexuality », 10/12/2021, https://www.dailymirror.lk/breaking_news/Colombo-Chief-Magistrate-dismisses-case-against-three-gay-men-for-homosexuality/108-226559

The Hindu, « Fifty years on, Citizenship Amendment Act brings new fears to Tamils repatriated from Sri Lanka », 04/12/2021, https://www.thehindu.com/news/national/tamil-nadu/fifty-years-on-new-fears-for-repatriates/article61640688.ece

LTC Covid, « Update from Sri Lanka », 06/09/2021, https://ltccovid.org/country-question/1-04-sri-lanka-20210906/

Al Jazeera, « What is behind the anti-Muslim measures in Sri Lanka? », 12/04/2021, https://www.aljazeera.com/opinions/2021/4/12/what-is-behind-the-anti-muslim-measures-in-sri-lanka

Tamil Guardian, « Sri Lanka bans importing Islamic religious books unless approved by the Ministry of Defence », 06/03/2021, https://www.tamilguardian.com/content/sri-lanka-bans-importing-islamic-religious-books-unless-approved-ministry-defence

Courrier International, « Rites funéraires. Au Sri Lanka, les morts du Covid-19 peuvent maintenant être enterrés », 04/03/2021, https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/rites-funeraires-au-sri-lanka-les-morts-du-covid-19-peuvent-maintenant-etre-enterres

Journal de Montréal, « Le Sri Lanka renonce à l'incinération obligatoire des morts de la COVID-19, après la visite d'Imran Khan», 26/02/2021, https://www.journaldemontreal.com/2021/02/26/le-sri-lanka-renonce-a-lincineration-obligatoire-des-morts-de-la-covid-19-apres-la-visite-dimran-khan

LankaNews, « සමලිංගිකත්වය සංස්කෘතියේ කෙඛසක්? අපිටම ආවේණික නච්චි යැයි හඳුන්වන ප්‍රජඛක් ජීවත් වනවා (2 කෙඛස) » [L'homosexualité fait-elle partie de notre culture ? Nous avons notre propre communauté, les Nachchi ! (2e partie)], 02/12/2020, https://sinhala.lankanewsweb.net/12/02/1040/?_gl=1*1ttumav*_ga*MTY4NzM4NzI3My4xNzQ5MTI3NTEy*_ga_Q5YKHZVZJF*czE3NTEwMTYwMTAkbzIkZzAkdDE3NTEwMTYwMTAkajYwJGwwJGgw

Ada Derana, « Presidential Election 2019: All Island Results – Final », s.d., http://election.adaderana.lk/presidential-election-2019/

Reuters, « Prosecutors say tests needed before Sri Lanka sterilisation case can proceed », 12/07/2019, https://news.trust.org/item/20190711191049-9xovr

Roar Media, « How The Sri Lankan Legal System Can Help Victims of Abuse », 17/06/2019, https://archive.roar.media/english/life/features/how-the-sri-lankan-legal-system-can-help-victims-of-abuse

EuroNews, « Unsubstantiated claims Muslim doctor sterilised women raise tensions in Sri Lanka », 06/06/2019, https://www.euronews.com/2019/06/06/unsubstantiated-claims-muslim-doctor-sterilised-women-raise-tensions-in-sri-lanka

Le Monde, « Accès de violence contre les musulmans au Sri Lanka », 14/05/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/14/acces-de-violences-contre-les-musulmans-au-sri-lanka_5461802_3210.html

The Guardian, « Sri Lanka imposes curfew after at least 207 killed in attacks », 21/04/2019, https://www.theguardian.com/world/2019/apr/21/sri-lanka-explosions-80-believed-injured-in-blasts-at-two-churches

British Broadcasting Corporation (BBC), « Sri Lanka attacks: More than 200 killed as churches and hotels targeted », 21/04/2019, https://www.bbc.com/news/world-asia-48001720

British Broadcasting Corporation (BBC), « The 150-year-old story of Sri Lankan tea-making », 10/04/2018, https://www.bbc.com/news/in-pictures-43629707

Daily Mirror, « Office on Missing Persons, in limbo », 22/03/2017, https://www.dailymirror.lk/print/news-features/Office-on-Missing-Persons-in-limbo/131-125896

The Sunday Times, « The bitter reality behind that cuppa », 23/09/2012, https://www.sundaytimes.lk/120923/plus/the-bitter-reality-behind-that-cuppa-13208.html

Tamil Net, « Stateless Tamils' long struggle bears fruit», 07/10/2003, https://www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=10064

British Broadcasting Corporation (BBC), « Twenty years on - riots that led to war », 23/07/2003, http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3090111.stm

Blog

DANIEL Smriti, « Muslim Women in Sri Lanka Fighting Back Against Unfair Marriage Laws », DBSJeyaraj.com, 25/09/2016, https://dbsjeyaraj.com/dbsj/?p=48656

Autres sources

National People's Power (NPP), « A Thriving Nation, A Beautiful Life», 08/2024, https://www.npp.lk/en/policies/npppolicystatement

Legal World, « Sri Lanka court blocks gender equality bill », 18/06/2024, https://legal.economictimes.indiatimes.com/news/international/sri-lanka-court-blocks-gender-equality-bill/111083088

National People's Power (NPP), « Malaiyaga Tamil Community, 200 years of history, culture and struggle », 2024, https://www.npp.lk/en/policies/malaiyagatamilcommunity

Tamil Eelam Liberation Organization (TELO), « Sri Lanka to pay Rs 5 Bn in pending EPF, ETF to state plantation workers », 01/05/2024, https://telo.org/sri-lanka-to-pay-rs-5-bn-in-pending-epf-etf-to-state-plantation-workers/

Géo Confluences, « Dalit, scheduled castes (Inde) », 2015, https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/dalit

WSWS, « Police assault striking tea plantation workers in Sri Lanka », 28/02/2003, https://www.wsws.org/en/articles/2003/02/sril-f28.html

Baker McKenzie's Resource Hub, « Fighting Domestic Violence, Sri Lanka, Legal Provisions », s.d., https://resourcehub.bakermckenzie.com/en/resources/fighting-domestic-violence/asia/sri-lanka/topics/1legal-provisions